
5 Mai 1939

N° 4 (Nouvelle série)

LA VÉRITÉ



organe théorique communiste internationaliste
(Bolchevik-Léniniste, pour la construction de la IV^e Internationale)



Prix : 3 francs

S O M M A I R E

● Editorial : Face à la guerre impérialiste	1
● Les nôtres sous l'uniforme : La lutte des réservistes en avril 1939	3
● P. Frank : Le Syndicalisme constructif des Belin, Dumoulin et Cie	5
● Marc Laurent : Imminence de la guerre	9
● L. Trotsky : Europe et Amérique	12
● Roland : Le P.O.U.M. et l'expérience de la guerre civile d'Espagne	13
● Une réunion d'information concluante	20
● Informations internationales. — Bureau de Londres, F.O.I. et « Centre d'une nouvelle Internationale »	21
DANS LE P.S.O.P. :	
● R. M. : Avant le Congrès national	23
● Projet de programme pour le Congrès du P.S.O.P. (présenté par le camarade Desnots)	24
● Deux lettres sur les travaux d'une Commission d'enquête	33
TRIBUNE LIBRE :	
● Marcus : Que se passa-t-il chez les B.-L. d'Espagne ?	35
LES REVUES	38
LES LIVRES	39
HISTOIRE :	
● Origines du nouveau parti révolutionnaire (2)	41
● Brèves remarques sur une note du « Bulletin de l'Opposition russe »	44
AU JOUR LE JOUR	44
● Nos publications	47

EDITEURS :
R. MOLINIER, P. FRANK.

13804

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

é d i t o r i a l

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Avant de parler d'opposition, l'opposition...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

des délégués du P.C. — ce qui est le...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

sur un groupe de trois ouvriers en papier...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...



Les délégués du P.C. à la manifestation de la rue de Valenciennes.

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

R IEN n'est plus dangereux pour les révolutionnaires que la routine, surtout quand elle les porte à répéter des vérités générales sur une question d'importance aussi formidable que la guerre impérialiste. Le capitalisme conduit l'humanité à de nouveaux carnages, ont dit les marxistes lors de la prospérité. Quand la crise tortura le monde dans des contradictions gigantesques pour le partage du globe, nous avons dit : « Seule, la révolution prolétarienne peut éviter une nouvelle guerre mondiale ». Nous avons montré le développement de la société, plus particulièrement de la société française, dominée par la préparation de la guerre impérialiste. Il faut maintenant faire un pas de plus ; il faut dire : **LA GUERRE EST IMMINENTE.**

Les contradictions impérialistes ont atteint une acuité sans précédent. La période des compromis d'une certaine ampleur et d'une certaine durée est arrivée à expiration. Munich a accordé six mois de préparation intensive. Maintenant, les aspirations des impérialismes affamés mettent en cause les positions vitales des impérialismes repus. On peut ergoter sur le degré plus ou moins grand de préparation militaire des « démocraties » en face des « fascismes ». Ce qui décide des solutions militaires, ce sont des considérations politiques ; l'abandon sans combat de certaines positions entraînerait ultérieurement la défaite, quel que soit le potentiel militaire.

Certains se racrochent à des affirmations ou des espoirs : les gouvernements, les maîtres du monde savent bien que la guerre, c'est l'éroulement de leur régime. Certes, les capitalistes, les hommes politiques à leur service savent le risque qu'ils courent. **MAIS ILS NE PEUVENT PAS FAIRE AUTREMENT : ILS NE SONT PAS MAITRES D'ARRETER LA MACHINE DONT ILS ONT LA DIRECTION.** Dans le monde entier, les masses sont soumises à une surexploitation, en raison des « périls extérieurs » ; un arrêt de la course à la guerre entraînerait des millions d'hommes sur le pavé (car le capitalisme n'a pas de débouchés et, par conséquent, pas d'emploi

FACE A LA GUERRE IMPERIALISTE

L. TROTSKY.

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

On ne peut pas se contenter de...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...
C'est un fait et c'est un fait que les délégués...

pour eux), ce qui provoquerait inéluctablement des troubles sociaux d'une intensité extraordinaire.

Y a-t-il un révolutionnaire susceptible de voir dans le message Roosevelt autre chose qu'une manœuvre pour stimuler les antagonismes en Europe et préparer les Etats-Unis à la guerre ? Qu'il relise ces pages de « Europe et Amérique », où Trotsky, dès 1923-24, montrait que le capitalisme yankee, mettant l'Europe à la portion congrue, ne lui apporterait pas toujours « la paix » des plans Dawes, Young... mais aussi, le cas échéant, la guerre. Et le mépris des Etats-Unis pour l'Europe ne trouve-t-il pas manifestation plus cinglante que cette protection, au même titre, des frontières de la Grande-Bretagne et des frontières du Lichtenstein ?

La guerre arrive, précédée en France d'une transformation, opérée à froid, de l'Etat, qui trouve sa direction concentrée dans les mains de l'Etat-Major. Nous ne ferons pas ici l'analyse des mesures imposées par décrets-lois, mesures qui s'incrustent chaque jour dans la chair des travailleurs. A le faire, chefs socialistes, stalinistes et syndicalistes parviennent encore à obtenir des succès oratoires et parfois quelques succès électoraux.

En même temps, ils servent la bourgeoisie, en imposant aux travailleurs l'abandon de la grève générale du 1^{er} Mai, en mettant un terme aux revendications ou en supprimant toute lutte pour la satisfaction de celles-ci.

**

Alerte de septembre 1938, défaite du 30 Novembre, défaite en Espagne, nouvelle tension... c'est plus qu'il n'en faut pour que la grande masse soit abasourdie et e bouge pas. Cet engourdissement des masses n'est pas sans conséquence sur les organisations d'avant-garde, dont les rangs s'éclaircissent.

Des jours plus rudes que ceux que nous traversons vont bientôt venir. L'air sera de plus en plus pénible à respirer. Pour franchir cette noire période, il faut comprendre qu'avec la guerre, c'est le fond de la descente que nous atteignons ; c'est, en même temps, la remontée qui pourra commencer, à condition : 1° que pas un seul jour, pendant la course à la guerre, ne cesse l'action de classe ; 2° que cette action soit menée suivant une intransigeante orientation léniniste.

« La guerre, c'est la politique qui continue, par d'autres moyens ». Cette vérité solidement trempée qu'énonça Clausewitz signifie, pour nous, que pendant la guerre, la lutte de classes continue, la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans en exploitant les conditions créées par la guerre pour abattre le régime capitaliste.

Ce n'est pas seulement l'union sacrée que nous combattons, c'est aussi le pacifisme petit-bourgeois que nous dénonçons. En Septembre dernier, ce pacifisme fut, par l'intermédiaire du « Centre Syndical d'Action contre la Guerre », utilisé par une fraction de la bourgeoisie, menée par Flandin, Bonnet, de Monzie.

Aujourd'hui encore, un manifeste vient d'être signé par cette même organisation, avec plusieurs autres, dont le P.S.O.P., manifeste qui n'exprime que des tranches devant le carnage, mais qui ne contient aucun moyen réel de lutte, aucune proposition de classe. Loin de nous la pensée qu'il faille ignorer les tendances, les couches pacifistes et leur laisser le mot d'ordre de LA PAIX, qui acquerra une puissance explosive, à la condition que les révolutionnaires ne se mettent pas à la traîne des petits-bourgeois, mais associent à leur action de classe les larges couches des villes et des campagnes que la guerre plongera dans la misère.

Position de classe intransigeante : « L'ennemi est dans notre propre pays », la seule qui permettra aux militants de s'orienter et d'assurer la cohésion de leur activité dans l'usine ou sous l'uniforme, la seule qui leur permettra que les thèses souvent répétées : Défaitisme révolutionnaire, fraternisation, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, deviennent réalité.

**

Le prolétariat de France reste, en Europe occidentale et centrale, le seul qui n'ait pas subi l'écrasement par le fascisme. Sa radicalisation, lentement commencée depuis 1930, après avoir connu la pointe de 1935-1936, a été enrayée depuis. La guerre qui vient lui donne aujourd'hui un grand coup de frein ; mais ce n'est qu'un phénomène provisoire : la guerre ne tardera pas à accélérer puissamment cette radicalisation, ce déplacement à gauche des masses travailleuses. L'heure de la IV^e Internationale et du Parti révolutionnaire en France n'est pas trop éloignée, en dépit des apparences.

La lutte des réservistes

en avril 1939

Des centaines de milliers de travailleurs ont, comme en septembre dernier, été rappelés à l'armée. Dans l'Est, particulièrement, se sont produites de nombreuses manifestations de réservistes. Ces luttes n'ont pas été portées à la connaissance des masses ; les journaux d'avant-garde, sauf « la Jeune Garde », organe des J.S.O.P., eux-mêmes, les ont à peine mentionnées. Nous ne donnons pas ici un tableau des faits, mais les enseignements qu'un encaserné nous a fait parvenir. Chaque militant qui étudiera cette lettre en deviendra mieux armé pour poursuivre le combat révolutionnaire dans la période de guerre.

LES « rappelés » d'avril, devenus les « maintenus » appartiennent tous à la classe incorporée en 1936 et rappelée (pour les régiments de forteresse) ou maintenue pendant la durée de la mobilisation de septembre 1938. Il ne semble pas que la gigantesque claque reçue par le mouvement ouvrier lors de l'échec de la grève du 30 novembre ait laissé une impression démoralisante chez les plus combattifs d'entre eux. A dire vrai, tous sont arrivés dans leurs régiments avec la nette conviction qu'ils seraient effectivement libérés lors de la fin de la période normale de 21 jours, aussi l'annonce de leur maintien sous les drapeaux pour une « durée illimitée » devait entraîner chez eux un bouillonnement plus violent. La plupart avaient trouvé du travail, beaucoup étaient mariés, certains en passe de devenir chefs de famille.

Les réactions des « maintenus » se traduisent dans la plupart des cas par une grève de la faim suivie d'un refus collectif de travail. Dans certains régiments qui, de par leur composition essentiellement prolétarienne, laissaient présumer le développement rapide d'une vive lutte, comme au 172^e R.I.F. de Strasbourg, par exemple, l'état-major prit la précaution d'encadrer les réservistes par des gardes mobiles. Quand on sait qu'un tel régiment constitue la clé d'un mouvement généralisé dans une telle garnison, on perçoit nettement la crainte qu'avait le gouvernement qu'une si impopulaire mesure déclenche une période de mouvements violents et dont l'ampleur croissante aurait pu poser des problèmes que l'appareil de répression bourgeois aurait bien vite été incapable de résoudre.

On a pu vainement chercher dans la presse ouvrière traditionnelle un seul entrefilet qui encourageât ce mouvement de protestation. Mieux, aucun journal de tout l'arc-en-ciel de la presse, ne signala seulement l'existence d'un tel mouvement.

La lutte des réservistes fut de nature absolument spontanée, comme d'ailleurs tous les mouvements civils ou militaires qui ont éclaté ces dernières années. Dans de telles conditions, un mouvement mené par des éléments qui n'ont connu de la lutte de classe qu'une période de succès vite perdus, de grèves perpétuellement trahies par les grandes organisations ouvrières, une période où toutes les manifestations révolutionnaires furent vite aiguillées dans la voie de la défense de la « Patrie démocratique », un tel mouvement ne pouvait acquérir l'esprit d'une lutte d'antimilitarisme révolutionnaire.

Au cours d'une discussion on vit des réservistes dire aux officiers : « Non, nous ne sommes pas défaitistes, s'il fallait aller à la guerre, nous partirions de suite, mais si ce n'est pas pour ça que l'on nous a rappelés, nous voulons repartir « chez nous ». En revanche, le jour même de la manifestation, aux officiers qui leur disaient : « Attention, Hitler nous regarde », les mêmes réservistes répondaient : « Ça, alors, on s'en fout ! ».

Ils firent du défaitisme sans le savoir, lorsque les régiments où le mouvement avait éclaté se portèrent en masse dans les régiments où il n'y avait rien eu, pour les entraîner.

Inutile de dire qu'on ne vit circuler aucun tract émanant des partis « socialiste » ou « communiste ». Par contre, on vit des groupes d'agitation composés à l'origine de camarades influencés par les conceptions bolcheviks-léninistes, anarchistes ou psopistes, entraîner rapidement dans leur action une très large couche de camarades appartenant ou gravitant autour des grandes organisations ouvrières. Des inscriptions d'esprit défaitiste furent faites. On percevait nettement que le regroupement ne se ferait plus autour du stalinisme ou du réformisme, désormais. Tout ce qu'il y avait de fascistes dans les casernes ne put endiguer le mouvement.

Au cours de cette action nous lançâmes le mot d'ordre qui fut accueilli avec enthousiasme. Mais nous n'avions malheureusement que nos voix pour entraîner les réservistes dans l'organisation de

leur résistance. Il nous eut fallu la possibilité de pouvoir tirer immédiatement un tract. Le lendemain, dans la plupart des régiments, les mouvements étaient décapités. Les manifestants commencent l'imprudence de se diviser par petits groupes, il fut alors facile aux officiers de ramener ces groupes au travail, d'autant plus que les « meneurs » étaient soigneusement pistés. Les prisons se garnirent d'un nombre important « d'enfermés pour l'exemple ». Depuis, la masse des réservistes a été divisée à l'infini, envoyée par petites équipes dans des petits bleds perdus de la frontière, au milieu d'une population hostile, où la surveillance devenait extrêmement facile, comme les possibilités de répression.

Il nous est apparu, au cours de la lutte que la seule manière de faire échec aux manœuvres de l'état-major était de pousser les rappelés à la constitution de très larges organisations dans lesquelles les décisions auraient été prises quant aux méthodes de lutte à employer : Manifestations de la quasi-unanimité des réservistes, formations de cortèges en ville, refus absolu de reprendre l'instruction, refus de partir sur la position, etc...

Dans l'état actuel des choses, de tels moyens ne peuvent être employés. Mais nous devons rester en état de liaison permanente avec nos camarades expédiés sur la position. De cette situation nouvelle des formes nouvelles de lutte surgiront, là comme partout il s'agira pour nous de s'étendre et de se former à travers la lutte de tous les instants. Il ne faut attendre des organes du pouvoir de la bourgeoisie nulle complicité, nulle neutralité, il faut au contraire nous organiser, sur une base qui nous permette de résister à toutes ses manœuvres, toutes ses attaques. Il est vraisemblable que lorsque la bourgeoisie sera acculée à la guerre par les contradictions de son propre ordre social, ceux d'entre nous qui se firent remarquer par leur activité seront changés de milieu, expédiés dans les lieux les plus vulnérables. Ce n'est là qu'un des aspects de notre lutte, au travers des persécutions, des fusillades se formera la nouvelle internationale communiste des Jeunes. Toute phrase là-dessus est inutile.

A bas la répression !

Justice et police bourgeois sont d'autant plus affairées que la guerre approche. Tous ceux, toutes les organisations, toutes les publications qui ne marchent pas dans l'union sacrée sont frappés par la bourgeoisie. Journaux saisis, gérants condamnés, rédacteurs poursuivis. Il suffit de rappeler les titres des journaux d'avant-garde et des publications pacifistes : « Lutte Ouvrière », « Libertaire », « Patrie Humaine », « S.I.A. », « Réveil Syndicaliste », « Combat Syndicaliste »...

Nous devons plus particulièrement signaler le cas du camarade Stève, des J.S.R., arbitrairement arrêté et arbitrairement maintenu au secret.

Nous-mêmes avons, ces jours-ci, été singulièrement touchés. Comme gérant de « la Commune », et pour « tentative de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et des territoires sur lesquels l'autorité de la Nation s'exerce » (il s'agit du droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes), la camarade Jeanne Martin a été condamnée à trois mois de prison, 100 francs d'amende et CINQ ANS D'INTERDICTION DE SEJOUR.

C'est la première fois que l'interdiction de séjour est infligée pour des articles, et en général à des militants révolutionnaires.

Pour provocation au refus d'heures supplémentaires pour la défense nationale (délit créé par décret-loi du 12 novembre 1938 et poursuivi pour la première fois), relativement à deux numéros de « la Commune », les camarades Brausch, Molinier et Frank ont été, par défaut, condamnés à deux fois trois mois de prison et 100 francs d'amende.



La presse socialiste et communiste ne dit pas un mot de ces condamnations ; elle réclamerait plutôt des peines encore plus lourdes. Chaque ca-

marade se doit de faire connaître largement cette répression dans la classe ouvrière pour amener celle-ci à prendre la défense de ses militants d'avant-garde. C'est une des formes importantes de la lutte contre la guerre.



A la suite des manifestations de réservistes mentionnées ci-dessus, de lourdes punitions ont été infligées par le général commandant la région ; entre autres pour un seul régiment de génie, nous apprenons :

Caporaux-chefs P..., D..., L..., S... :

30 JOURS DE PRISON CHACUN

Motif : « Ayant eu connaissance d'un projet de manifestation collective formé par des hommes de sa chambre, n'a pas rendu compte et s'est contenté de suivre le mouvement ».

Soldat B... :

**45 JOURS DE PRISON
DONT 15 DE CELLULE**

Motif : « A pris part à une manifestation collective et répété les cris invitant les manifestants à se porter sur la caserne du Corps voisin. »

Soldat B... :

**60 JOURS DE PRISON
DONT 15 DE CELLULE**

Motif : « A pris part à une manifestation collective, a poussé des huées et fait des gestes entraînant ses camarades. »

AMNISTIE ! AMNISTIE !

Le "syndicalisme constructif" des Belin, Dumoulin et Cie

PIERRE FRANK

L'INDEPENDANCE du syndicalisme, c'est la formule défendue par tout le monde — on ne peut s'exprimer autrement — sauf par les bolcheviks-léninistes. L'an dernier, « le Temps » chargea son rédacteur R. Millet de faire une enquête sur le mouvement syndical. Après avoir circulé des syndicats professionnels et autres syndicats jaunes, jusqu'à la C.G.T. S.R., en passant par les syndicats chrétiens et par la C.G.T., avec ses différents courants, il constata que chaque organisation ou tendance s'affirmait partisan de « l'indépendance du syndicalisme » et accusait toutes les autres de violer ladite « indépendance ». D'une telle observation on pourrait conclure à l'insignifiance d'une formule utilisable par tous, mais elle est loin d'être insignifiante : c'est une formule dangereuse, perfide, autour de laquelle demain se réconcilieraient les frères ennemis de l'appareil bureaucratique contre le courant révolutionnaire qui, lui-même, ne parvient pas à s'orienter nettement parce que nombre de ses membres sont obnubilés par « l'indépendance du syndicalisme ».

La vie de la C.G.T., du mouvement syndical, pendant ces derniers mois, apporte une démonstration éclatante des positions doctrinales du bolchevisme-léninisme sur la question des rapports entre les syndicats et le mouvement politique.

De 1936 à novembre 1938, les dirigeants syndicaux n'eurent qu'un objectif : devenir indépendants de l'action ouvrière ou plutôt rendre les actions ouvrières dépendantes de leurs objectifs politiques dans l'Etat bourgeois (institution de multiples conseils consultatifs, chambres d'arbitrage, commissions diverses...) et empêcher les prolétaires de briser l'armature du régime capitaliste. Depuis novembre 1938, l'appareil syndical cherche comment, malgré la lourde chute du nombre des adhérents, parvenir à se faire une situation dans l'appareil d'Etat. Avant comme après 1938, « l'indépendance du syndicalisme » cache fort mal la dépendance envers le capital.

Une partie de la bureaucratie syndicale, rassemblant les stalinien et ceux groupés par Jouhaux au congrès de Nantes, a nettement mis le cap sur la guerre impérialiste. La bourgeoisie française, pensent-ils, n'aura pas le temps de développer le fascisme avant que la guerre éclate ; pour faire la guerre, elle a besoin de gens qui sont écoutés des ouvriers, sauvons-là en nous sauvant nous-mêmes. C'est de cet état d'esprit que provient la décision qui, en fait, supprime le 1^{er} mai cette année (1). C'est cette pensée qui domina le Comité Confédéral national des 5 et 6 avril (où fut prise cette décision) avec le discours de Frachon.

Ce n'est pourtant pas sur cette partie dirigeante de la C.G.T. que nous attirons les militants d'avant-garde. Aujourd'hui, Jouhaux, Frachon, Racamond, Reynaud entraînent la grande masse ouvrière dans le gouffre de la guerre impérialiste. Non moins dangereux qu'eux sont ceux qui se mettent en bordure de la majorité et se préparent ainsi des positions pour l'avenir. Groupés autour de « Syndicats », ils ont mené une lutte très vive depuis Nantes et ils ont incontestablement marqué des points (2). On a déjà souvent dit et redit que rien de fondamental ne sépare ces divers clans de bureaucrates. Mais ce n'est pas suffisant pour caractériser

(1) Dans la guerre de 1914-1918, cette décision fut prise pour le 1^{er} mai 1915. Mais la Fédération des Métaux, avec Merrheim, lança un appel contre la guerre, se désolidarisant de la décision confédérale.

(2) Nos lecteurs ne sont pas sans ignorer leur victoire à l'U.D. du Nord, de la direction de laquelle ils ont éliminé les stalinien Bourneton et M. Desrumeaux.

Ils ont également obtenu gain de cause à Marseille pour les syndicats des Inscrits maritimes et des Marins. Dans ce cas d'ailleurs, les Ferri-Pisani et Cie ont, sous couvert « d'indépendance du syndicalisme », aidé les compagnies maritimes à combattre « France-Navigation », entreprise stalinienne de transports maritimes.

les bonzes de « Syndicats ».

Apparemment, ils n'ont aucun corps de doctrine commune, chacun gardant son « indépendance ». Par exemple, la résolution du C.N.C. des 5 et 6 avril est acceptée par Belin, repoussée par Dumoulin et provoque l'abstention de Delmas et de Vigné. Sur la question de la guerre, on trouve et on pourra trouver effectivement une nuance., dans la manière d'en être complice.

Par exemple, Delmas, qui a des prétentions d'homme d'Etat, commence à abandonner ses positions munichoises. Au récent Congrès de la Fédération des Fonctionnaires, il n'a pas encore voté avec Lacoste, on trouve encore dans son texte la condamnation de l'union sacrée, mais l'essentiel de la motion Delmas emboîte le pas à Chamberlain :

« Le Congrès, placé en face du coup de force hitlérien en Tchécoslovaquie, élève sa réprobation unanime contre une telle violation du droit international et contre la tyrannie exercée sur le peuple tchèque.

En présence de la situation actuelle de l'Europe, telle qu'elle résulte de la mainmise de l'Allemagne sur la Tchécoslovaquie, le congrès considère que les nations qui veulent conserver leur indépendance et maintenir les règles normales du droit international, ont pour devoir de se concerter, afin de déterminer une ligne de résistance commune.

Mais, par cette déclaration, le congrès n'entend pas renoncer définitivement à l'idée d'une conférence internationale ouverte à tous les peuples, destinée à réaliser le désarmement et à donner une solution équitable et durable aux problèmes politiques et économiques qui n'ont cessé de s'aggraver depuis plusieurs années. »

Dumoulin a trouvé une position qui lui permet de ne pas se compromettre positivement tout en ne gênant pas la bourgeoisie.

Au C.C.N., il soumit un texte dans lequel nous relevons les passages suivants :

« Pleinement conscient de sa tâche, instruit par l'expérience des faits et des événements passés, le C.C.N. déclare que le syndicalisme de notre pays n'a pas à renouveler les erreurs, ni à commettre les fautes que les guerres du dernier quart de siècle ont entraînées à leur suite.

Il précise que le mouvement français doit désormais cesser de prendre figure diplomatique et s'abstenir de réclamer des responsabilités et de revendiquer des mesures qui appartiennent en propre aux gouvernements et aux institutions publi-

ques chargées de la direction des affaires du pays.

Il ne convient pas que la C.G.T. se prononce pour des alliances, des accords et des barrages appelant l'emploi de moyens de force, s'opposant à des pratiques de violence. »

Autrement dit : la C.G.T. n'a pas à prendre des responsabilités qui incombent au gouvernement ! Mais Dumoulin s'est aperçu qu'il restait un point d'accrochage : que fera la C.G.T. si le gouvernement prend ses responsabilités et, pour ce faire, impose aux ouvriers des conditions de travail féroces. Et il ne parvient plus à ruser. Dans le même texte, il ajoute :

« La menace qui pèse sur les quelques droits demeurés en vigueur dans notre démocratie appelle les travailleurs français à se dresser vigoureusement contre le fascisme de l'intérieur et contre les entreprises fascistes du dehors.

Si cette action de résistance appelle des sacrifices nécessaires, la classe ouvrière française ne doit pas être seule à les consentir. Si le C.C.N. admet la nécessité de ces sacrifices comportant l'assouplissement des lois sociales, il rejette, cependant, et condamne les derniers décrets-lois institués uniquement pour favoriser les oligarchies capitalistes et financières. »

Il a ainsi retrouvé le chemin de son ami Jouhaux et de ses ennemis les stalinien. En insistant sur la première partie de sa motion, il peut espérer arrêter, à mi-chemin, ceux qui voudraient se placer sur la voie révolutionnaire et dénoncer la trahison de la direction confédérale.

**

Mais le clan de « Syndicats » apporte ou tente d'apporter autre chose au mouvement syndical. De l'expérience du Front populaire, il tire la leçon suivante : le régime (capitaliste a besoin, en France aussi, d'être réorganisé ; rien à faire pour obtenir un épanouissement de la démocratie ainsi que l'a montré l'échec du Front populaire ; si nous ne participons pas à cette réorganisation, c'est le fascisme qui l'emportera ; il faut donc que le syndicalisme aborde ce problème de façon « constructive » ; en premier lieu il doit définir sa propre place dans un cadre renoué, il doit « se repenser ». Dumoulin et Belin s'efforcent d'envelopper ce raisonnement qui dans une philosophie, qui dans une politique.

Il y a d'abord, dans ce « syndicalisme constructif » repensé (sic !) une négation de

l'internationalisme prolétarien et une reconnaissance de la nation comme donnée suprême. C'est en fonction de la nation que Belin combat les derniers décrets-lois :

« Les travailleurs salariés avaient montré, au cours de ces derniers mois, un certain sens des réalités nationales. On comprend ce que, par là, je veux exprimer. Voudrait-on, une nouvelle fois, les rejeter de la nation qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Pour les travailleurs, la nation ce n'est pas la terre, les usines, les machines : cela ne leur appartient pas. Ce n'est pas la culture : ils en sont à peu près complètement privés. La nation, ce ne peut être pour eux qu'un système dans lequel l'espérance leur est permise, un lien dans lequel ils trouvent déjà quelques-uns des éléments de la plus grande justice à laquelle ils aspirent. Supprimez cette espérance, diminuez ces éléments de plus grande justice, vous détruisez tout aussitôt le rattachement des masses laborieuses à la nation.

C'est ici que la législation nouvelle apparaît avec toutes ses inévitables conséquences. C'est là que se noue la chaîne de nos malheurs.

Et dans quelques mois d'ici, triste revanche, nous verrons, à défaut de catastrophes plus graves, surgir du tunnel gouvernemental un nouveau train de décrets-lois, où l'on commencera à pratiquer, à l'endroit des privilégiés, cette mobilisation qu'on applique seulement aujourd'hui aux plus déshérités des citoyens de notre pauvre pays.

Mais le mal aura été fait. (« Syndicats », n° 133, 27 avril 1939).

Rien de nouveau, pas plus que dans l'aspect social des pensées nouvelles (?) du clan « Syndicats ». A propos du Congrès de l'U.D. du Nord, Dumoulin en avait dit quelques mots dans cet organe :

« En pensant ainsi, ceux qui, comme moi, repensent le syndicalisme, ne redoutent pas la collaboration, ils l'envisagent ; ils ne la condamnent pas, ils la croient possible. Ils ne liquident pas d'un trait de plume les combats nécessaires, mais ils ne considèrent ces combats que par la pratique, comme disait Marcel Déat, d'un sport loyal et franc.

Notre congrès du Nord parle et pense. Mais il n'en est pas encore à repenser le

syndicalisme. Si je lui dis que nous avons tenté d'élaborer les bases de cette collaboration appelée à devenir féconde, il marquera son étonnement sans hostilité, mais il n'apportera pas spontanément son adhésion consciente à ce projet nouveau pour lui. Notre Pontigny du Nord a besoin d'être nourri. Le repensement du syndicalisme ouvrier doit être cultivé. »

« Repensement », que cache ce mot barbare ? Qu'est-ce que ce « Pontigny du Nord » d'où va nous venir la lumière ? Lisez cette petite note pour y voir plus clair :

LA COLLABORATION ENTRE PATRONS ET OUVRIERS DANS LE NORD

« Sous la présidence de M. Maurice Olivier, assisté de MM. Pierre Thiriez et Georges Dumoulin, vice-présidents de la réunion, un certain nombre de représentants patronaux et des syndicats ouvriers se sont réunis, hier, au siège de la première région économique, à Lille.

Un examen général de la situation économique et de certains problèmes sociaux a eu lieu. Les assistants ont convenu que, l'intérêt général du pays exigeait un contact permanent entre les représentants des grandes organisations économiques, pour aboutir, par le moyen de la coordination du travail, à une défense systématique et efficace de l'économie française et des conditions sociales d'existence des travailleurs.

De semblables examens auront lieu périodiquement et chaque fois que le besoin s'en fera sentir. (« Le Temps », 19 avril 1939).

La défense des conditions d'existence des travailleurs menée de façon systématique et efficace par Thiriez, le plus farouche patron de combat de Lille, il y aurait de quoi rire si l'on ne voyait pas derrière cette première entrevue, tenue au siège de la première région économique, l'amorce d'une organisation de la classe ouvrière dans un cadre régi par la structure militaire et policière de l'Etat. Le « syndicalisme constructif », au nom de « l'indépendance du syndicalisme », vise à intégrer davantage les organisations corporatives de la classe ouvrière, organisations qui devront être étroitement corporatives, dans l'appareil d'Etat bourgeois.

Il faut aussi noter que cette démarche de Dumoulin n'a soulevé aucun bruit, aucune critique dans tout l'appareil de la C.G.T.

Pourtant les staliniens, pour ne parler que d'eux, sont rarement embarrassés pour mener par tous les moyens campagne contre des

adversaires comme Dumoulin. Le silence de l'appareil syndical est plus éloquent qu'une approbation bruyante.

les oppositions révolutionnaires

De ce côté, peu à dire que nous n'ayons pas déjà dit. Au « Cercle Lutte de Classes », la conférence nationale avait permis aux syndicalistes purs et aux anarcho-syndicalistes de battre les « trotskystes » ; mais depuis ce Cercle ne vit guère. Certes, « le Réveil Syndicaliste » paraît ; il apporte sa critique, il dénonce la guerre impérialiste. Mais l'opposition ne vit pas car, conçue avant tout comme opposition parlementaire dans la C.G.T., elle ne trouve pas à s'exprimer au moment où toute vie intérieure d'organisation manque dans la C.G.T.

La Fédération des Techniciens s'est dégagée des « Amis de Syndicats », mais il est évident qu'elle ne peut pas, en raison de sa composition sociale, faire plus qu'apporter son appui à une opposition révolutionnaire prolétarienne ; elle ne peut mener une telle opposition. Or, une opposition prolétarienne est actuellement dépourvue de base d'organisation, dans le sein de la C.G.T. Aucun moyen artificiel ne permettra d'y remédier. Il faut que se fortifie le noyau politique qui pourra animer une telle opposition. Nous revenons ainsi au point central : la construction du parti révolutionnaire.

contre la censure bureaucratique

Depuis près de trois mois, la presse dite ouvrière n'a plus annoncé une seule lutte prolétarienne, une seule grève. Nous savons bien, depuis la fin du mouvement brisé du 30 novembre il n'y a pas eu de grands mouvements ouvriers. Pourtant, partout il y a du mécontentement : contre les 45 et les 60 heures, contre les arbitrages, contre la suppression de la convention collective de l'aviation, contre les nouvelles dispositions sur les augmentations de salaires... Mais s'il n'y a pas eu de mouvement important, il s'est produit fréquemment des manifestations de ce mécontentement. Ce que nous préconisons, dès le lendemain du 30 novembre, et ce pourquoi des condamnations nous ont été infligées, les ouvriers ont cherché instinctivement à le faire : résistance, freinage, ralentissement...

Si, par décret-loi, nous subissons officiellement une censure militaire, il n'a fallu au-

cun décret pour que s'exerce une censure bureaucratique. Un premier moyen pour ranimer les luttes de la classe ouvrière, c'est de faire connaître les mouvements même minimes qui se produisent. Il n'est nullement besoin pour cela de grands journaux ; des tracts, des pailloons, des notes dans les journaux d'avant-garde auraient une portée qui ne tarderait pas à briser la censure bureaucratique.

En ce 1^{er} Mai, les travailleurs qui ne veulent accepter « leur part de sacrifices » et qui parviendront à faire manifester sur le lieu de travail, des groupes d'ouvriers, contre la trahison des dirigeants, devront, pour que leur action ne soit pas étouffée, le faire connaître par tous les moyens dans la classe ouvrière. Ils prépareront ainsi les journées où les traîtres seront châtiés.

ENVOIE - NOUS TA SOUSCRIPTION !

Imminence de la guerre

MARC LAURENT

L'IMPERIALISME britannique, qui depuis quelque temps préparait en sous-mains sa revanche en resserrant à coups de livres sterling ses relations avec les Etats de la Baltique, la Pologne, la Roumanie, les Etats balkaniques, vient de constater, une fois de plus, que l'Axe est un fameux adversaire.

Ce fut d'abord Hitler qui, par son absorption sans résistance de la Tchécoslovaquie, démontra le peu de valeur des garanties franco-anglaises. Ce fut ensuite Mussolini qui, par la conquête de l'Albanie, mit en évidence la faiblesse du lion britannique à réagir en un point pourtant très sensible, puisqu'il perturbe gravement le fameux équilibre en Méditerranée.

Ces deux « coups » des bandits impérialistes allemand et italien jetèrent bas les manœuvres occultes de l'Angleterre. Celle-ci dut alors abattre ses cartes.

Ce fut la proposition d'assistance aux pays menacés : Pologne, Roumanie, Grèce, Turquie. Pour la Yougoslavie, Londres fut prudente, et pour cause ; ce pays fasciste, ex-allié français, semble déjà très engagé aux côtés de la Bulgarie et de la Hongrie dans le système d'hégémonie balkanique conçu par l'Axe.

Quels sont les résultats obtenus par Londres ? Il ne semble pas qu'ils soient très certains. La Pologne accepte une assistance, à condition de la réclamer... ce qui laisse à Beck la possibilité de manœuvrer ; le roi Carol cherche également plus à louvoyer qu'à traiter ; la Grèce accepte, mais lèche les bottes de Mussolini. Quant à la Turquie, elle pose des conditions, tant en ce qui concerne des avantages à obtenir de Paris pour le Sandjak d'Alexandrette que sur la participation nécessaire de l'U. R. S. S. à la fameuse « Ronde de la paix ».

L'élaboration de cette nouvelle coalition impérialiste est des plus difficiles à mettre sur pied. Chacun des petits brigands se mé-

fie également, à juste titre, du « protecteur » éventuel, qu'il soit démocratique ou fasciste... Par ailleurs, la Camarilla bourgeoise des petits pays ne veut accepter l'aide de l'U. R. S. S. qu'avec des pincettes... Le souvenir de 1917-1918 hante encore les boyards roumains et polonais. La Cité est également peu pressée de jeter l'U. R. S. S. au cœur du système. Elle sait que l'instabilité de la bureaucratie russe ne doit pas résister à une guerre. Révolution prolétarienne ou contre-révolution, avec retour aux visées de l'impérialisme russe (Constantinople, Bessarabie, etc...), sont pour elle des dangers qu'elle ne sous-estime pas.

Staline doit se donner bien du mal pour convaincre ces « messieurs de Londres » qu'il n'y a rien à craindre... ni sur le plan révolutionnaire, ni sur le plan impérialiste.

L'axe manœuvre

Toutes ces tergiversations sont très habilement exploitées par l'Axe, dont le plan diplomatique est essentiellement de préparer par une dissociation des résistances le succès rapide des plans militaires.

Face à l'accord possible polono-roumano-grec, il forge le sous-axe Budapest-Belgrade-Sofia, tandis qu'il exploite les craintes des bourgeoisies polonaise et roumaine. Quant à « l'invasion russe », seul moyen de résistance efficace (ce n'est évidemment pas la flotte anglaise qui peut défendre Varsovie ou Bucarest !) ; assurer ses arrières à l'Est pour agir en Méditerranée semble être le premier objectif de l'Axe.

la préparation des esprits

Roosevelt a manœuvré à plusieurs buts : faciliter la réélection, encourager les démocraties à refuser un nouveau Munich, préparer les esprits à l'idée de la guerre juste. Il a été ressassé par l'Axe. Nul doute que la convocation du Reichstag n'était pas prévue au programme. Hitler visera avant

tout à réfuter les affirmations de Roosevelt, quant aux responsabilités d'une guerre éventuelle. Il s'agit pour Berlin et Rome de mobiliser les esprits, ce qui est encore plus difficile à réaliser qu'en France. **Malgré les apparences, la crainte du flottement des masses est un constant souci pour tous les maîtres de l'heure.**

guerre ou nouveau Munich ?

S'il est une heure où l'Europe ressemble à une poudrerie, c'est bien celle où nous vivons : Gibraltar, Tanger, Tunisie, Lybie, Dodécannèse, Egypte, Pologne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, France, Allemagne, partout des troupes massées face à face et prêtes à tout au premier signal.

Et cependant, ce signal tarde à venir. C'est que la partie est de taille. Le Capitalisme sait qu'il s'agit non seulement de victoires ou de défaites, mais qu'il joue la peau du régime dans la bagarre.

Se battre aux colonies, voilà aussi un bien grand risque ! Surtout pour les impérialismes franco-anglais. Gare à la révolte des « fidèles sujets » devant les crimes et dévastations commis chez eux, devant la conscience qui les pénétrera qu'ils n'ont rien à voir dans cette histoire, dont ils sont les victimes involontaires.

Le Capitalisme joue sa peau, et les démocraties, au moins en Europe, le savent aussi

bien que les cliques fascistes d'Allemagne et d'Italie, si peu sûres des masses !

Par contre, la situation économique mondiale, qui s'aggrave rapidement, laisse assez peu de possibilités pour une position de repli pour les uns ou les autres. Sauf fait nouveau, un deuxième Munich apparaît difficile.

Il faudrait au moins de sérieuses concessions anglo-françaises en Méditerranée, l'abandon de l'Europe balkanique à l'influence économique de l'Axe. Il semble que les partisans « démocratiques » d'une nouvelle position de repli jusqu'à Constantinople et l'octroi de concessions à Djibouti, en Tunisie, à Suez, y compris l'abandon de Dantzig, pour obtenir un nouveau répit, soient en minorité dans les couches dirigeantes des capitalismes anglais et français. La guerre prochaine apparaît comme l'éventualité la plus probable.

Quoi qu'il advienne, le Capitalisme est très malade. Ce n'est pas le moment de désespérer ; plus que jamais, il faut comprendre que, aux yeux des masses, dans la guerre ou la paix, ce régime apparaîtra de plus en plus rapidement maintenant tel qu'il est : un moribond jouissant du sursis que lui ont octroyé les traités de la II^e et de la III^e Internationales.

23 AVRIL 1939.

Le discours d'Hitler

Sur le long discours d'Hitler, la presse des pays démocratiques et alliés aux démocraties a donné l'avis suivant, avant comme après le discours : ce sont des mots ; les paroles du Führer, nous n'y croyons plus ; c'est à ses prochains actes que nous l'attendons.

Ce discours, pas plus qu'aucun autre, ne pouvait contenir qu'une défense générale de la politique hitlérienne, en termes précis sur le passé, en termes généraux à propos de l'avenir. Hitler se trouvait devant une manœuvre habile de Roosevelt qui, en une cinquantaine de phrases, lui avait déclaré : les peuples veulent la paix, un mot de vous et elle sera assurée pour 10 ans, 25 même.

Un mot ? Devant le piège, Hitler s'est dérobé et a débité des mots tant et plus. Pas sans objectif précis, toutefois. Il a voulu incontestablement toucher dans tous les pays des couches plus ou moins larges de l'opinion publique. C'est d'autant plus visible qu'il éprouve à maintes reprises dans son discours

le besoin d'affirmer le contraire : je n'ai de comptes à rendre qu'à mon peuple, je m'adresse à mes députés, etc... Il voudrait bien être entendu et soutenu hors des frontières du Reich.

Et c'est pourquoi on trouve dans son discours des choses tout à fait intéressantes, enrobées bien entendu dans les tirades et déclamations ordinaires sur les juifs, le bolchevisme, la force immortelle du national-socialisme, etc... On trouve dans son discours un certain nombre de vérités sur les démocraties — de même que les hommes d'Etat des démocraties se privent de moins en moins maintenant de dire des vérités sur la terreur hitlérienne ; les brigands, de part et d'autre, abandonnent les conventions diplomatiques.

3

Mais le plus intéressant à relever du discours prononcé devant le Reichstag, c'est la façon dont Hitler apostrophe Roosevelt à qui il répondait. En substance, il lui dit : vous

êtes sur un trône d'or, vous avez des matières premières, de l'espace, c'est votre avantage sur moi qui n'ai rien de tout cela, mais qui dois songer à nourrir un peuple de 80 millions d'hommes. Comme remède, Hitler revendique des territoires, des colonies. Pour constituer un empire, il invoque l'Histoire, celle de l'Angleterre qui n'a pas conquis son empire par la démocratie. Et Hitler salue cet exemple qu'il veut suivre.

Par cette argumentation, Hitler tente de rassembler autour de l'Allemagne une partie aussi importante que possible de l'Europe contre l'Amérique. Ça, c'est d'une habileté extraordinaire. Pour bien le comprendre, nous conseillons de lire ou de relire l'ouvrage que Trotsky publia en 1924 : « Europe et Amérique ». Dans ce livre, une partie est dépassée, car il ne parlait des rapports de forces alors existants en Europe (hégémonie du capitalisme anglais, impuissance du capitalisme allemand), mais l'analyse du problème essentiel — les rapports Europe-Amérique — trouve aujourd'hui une vérification éclatante.

Le capitalisme des Etats-Unis, disait Trotsky, vient par la guerre de 1914-18 de conquérir la première place dans le monde. Pour consolider ses positions, il est amené à réduire l'Europe à la portion congrue. En 1924-25, l'oncle Sam se présente dans la vieille Europe comme un pacificateur, avec des plans (Dawes...). Mais quand la crise le frappera, alors ses interventions en Europe n'auront plus ce caractère pacifique. Dès cette époque, Trotsky indiquait que le prochain conflit mondial opposerait les Etats-Unis au pays disposant de l'hégémonie en Europe. C'était alors l'Angleterre ; depuis celle-ci a préféré ne pas heurter de front les Etats-Unis (1) et c'est l'Allemagne qui se pose en champion de l'Europe.

Ce plan du fascisme allemand est très habile, il se heurte toutefois à un obstacle de taille : impossible de créer les Etats-Unis fascistes d'Europe, car le fascisme n'est qu'une forme politique du capitalisme et la porte est fermée pour des Etats-Unis capitalistes d'Europe. Les impérialismes européens, les vieux et les plus jeunes, se disputeront la « portion congrue » jusqu'au jour où le prolétariat les écrasera pour instituer

(1) Cette attitude de l'Angleterre ne lui vaudra d'ailleurs aucune reconnaissance des Etats-Unis, car le capitalisme ne connaît ce sentiment que s'il peut lui apporter du profit. Les Etats-Unis escomptent que l'Angleterre, même victorieuse, sortira suffisamment affaiblie dans la prochaine guerre pour qu'ils l'écartent du marché chinois et lui soufflent le marché hindou.

ce que lui seul peut faire : les Etats-Unis socialistes d'Europe. Ceux-là seuls vaincront l'impérialisme américain, car ils ne seront qu'une étape d'une Confédération socialiste mondiale.

..

Nous voulons, à propos du discours d'Hitler relever encore quelques points :

a) D'abord, on observe que ce long laïus ne dit quasiment rien de l'U.R.S.S. Pourquoi ? D'une part, il est probable qu'Hitler n'a pas voulu dire clairement qu'une alliance Angleterre-France avec l'U.R.S.S. l'amènerait à tirer des conséquences immédiates ou équivaldrait pour lui à une déclaration de guerre. Il se réserve ainsi une marge de manœuvre. Et puis, il sait bien que Staline et sa clique sont moins que confiants quant au sort de leurs privilèges de couche dirigeante en Union soviétique, au cours d'une guerre ; aussi évite-t-il de pousser l'U.R.S.S. dans le camp opposé. Mais les conditions dans lesquelles la guerre va s'engager seront plus fortes que toutes ces ruses oratoires. L'empirisme de la bureaucratie stalinienne apparaît de façon flagrante : avant 1933, elle n'a pas compris qu'Hitler au pouvoir serait un super-Wrangel et elle a permis une première victoire du fascisme, de 1935 à 1938, elle a cru se défendre par le Front populaire et elle a permis au fascisme de remporter de nouvelles victoires, et maintenant elle cherche à être la seule à ne pas participer à une guerre où le monde entier sera engagé !

b) Autre silence d'Hitler : le Japon. Certains en concluent que le Japon ne se trouverait pas tellement dans l'axe avec Berlin et Rome. Erreur. Ce silence est tout aussi diplomatique que celui de Roosevelt qui, dans son télégramme, n'a pas dit un mot sur le Japon. (Il n'a tout de même pas l'idée de tenir une conférence internationale pour la répartition des matières premières, sans chercher à y inclure le Japon). Roosevelt s'est tu pour bien mener son opération contre l'Allemagne. Et Hitler n'a pas pipé pour ne pas montrer tout son jeu.

c) Actuellement, les points les plus névralgiques, en Europe, semblent être Dantzig et le couloir polonais. Est-ce là que jaillira l'étincelle ? Ou bien la tension montante entre la Pologne et l'Allemagne détourne-t-elle l'attention d'un coup en préparation dans les Balkans ou en Afrique du Nord ? Aucun discours, aucune analyse même ne peut apporter de réponse. Nous sommes là devant l'élément de surprise dans les jeux des chancelleries et des états-majors. Maintenant, c'est l'élément qui peut suffire à entraîner le monde dans la guerre. Car elle est là... P.

Europe et Amérique

Que veut le capital américain ? A quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même il est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il règlera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter ou de vendre.

La puissance économique des Etats-Unis ne s'est pas encore entièrement fait sentir, mais elle se fera sentir sur tout. Ce dont dispose maintenant l'Europe capitaliste dans la politique mondiale représente les restes de sa puissance économique d'hier, de son ancienne influence mondiale, qui ne correspond plus aux conditions matérielles d'aujourd'hui. L'Amérique, il est vrai, n'a pas encore appris à réaliser sa puissance. Mais elle l'apprend rapidement au détriment de l'Europe. Quelque temps encore, elle aura besoin de l'Angleterre pour la guider dans les voies de la politique mondiale. Mais il ne lui faudra pas longtemps pour l'égaliser et la dépasser dans ce domaine. Une classe possédante qui s'élève change rapidement de caractère, de physionomie et de méthodes d'action. Voyez, par exemple, la bourgeoisie allemande. Y a-t-il si longtemps que les Allemands étaient considérés comme de timides rêveurs aux yeux bleus, comme un peuple de poètes et de penseurs ? Or, quelques dizaines d'années de développement capitaliste ont suffi pour faire de la bourgeoisie allemande la classe impérialiste la plus cuirassée, la plus brutale, la plus agressive. Le châtement, il est vrai, ne s'est pas fait longtemps attendre. Et, de nouveau, le caractère du bourgeois allemand a changé. Il s'assimile rapidement sur l'arène européenne toutes les habitudes et tous les procédés d'un chien battu. La bourgeoisie anglaise est plus sérieuse. Son caractère s'est formé au cours de plusieurs siècles. Son sentiment de classe est profondément ancré en elle et il sera plus difficile de lui faire perdre sa mentalité de maîtresse de l'univers. Mais les Américains y arriveront quand ils le voudront et ils le voudront bientôt.

Ce programme américain de mise en tutelle du monde entier n'est pas du tout un programme pacifiste ; au contraire, il est gros de guerres et de bouleversements révolutionnaires. Ce n'est pas sans raison que l'Amérique continue à développer sa flotte. Elle construit activement des croiseurs légers et rapides, des sous-marins et des navires auxiliaires. Et quand l'Angleterre s'avise de protester à mi-voix, elle répond : « Souvenez-vous que j'ai à compter non seulement avec vous, mais avec le Japon ; or le Japon possède une énorme quantité de croiseurs légers, et il me faut rétablir la proportion qui est, vous le savez, de 5 à 3 ». A cela, impossible de répliquer, parce que les Etats-Unis peuvent, selon leur expression, faire des navires de guerre comme des petits pains. Voilà la perspective de la prochaine guerre mondiale, dont l'océan Pacifique et l'océan Atlantique seront l'arène, à supposer que la bourgeoisie puisse continuer à gouverner le monde pendant une période encore assez longue. Il est bien peu vraisemblable que la bourgeoisie de tous les pays consente à être reléguée à l'arrière-plan, à devenir la vassale de l'Amérique sans tenter tout au moins de résister. En effet, l'Angleterre a des appétits formidables, un désir furieux de maintenir sa domination sur le monde. Les conflits militaires sont inévitables. L'ère de l'américanisme pacifiste qui semble s'ouvrir en ce moment n'est qu'une préparation à de nouvelles guerres monstrueuses.

(28 juillet 1924.)

Le P.O.U.M. et l'expérience de la guerre civile d'Espagne

LE Bulletin d'information du P.O.U.M. : « Nouvelle Epoque », du 23 février 1939, numéro 1, publie une résolution politique sur la défaite militaire de Catalogne, qui mérite l'attention des militants d'avant-garde, en raison d'une série de positions importantes destinées à justifier la politique du P.O.U.M. à l'aide d'une confusion voulue, par la seule analyse de la politique des autres partis, celle du P.O.U.M. étant évitée.

Il est clair que la débâcle de Catalogne, suivie par la constitution de la Junte contre-révolutionnaire Casado-Mera-Miaja-Besteiro sur le front du centre, afin de livrer le prolétariat sans lutte au fascisme, n'a pas été simplement la défaite d'une armée, mais la faillite d'une force armée s'inspirant d'une politique erronée et contre-révolutionnaire : la politique du Front populaire.

Sur ce problème, il n'existe pas de grands désaccords entre le P.O.U.M. et nous, dans l'affirmation que la politique du Front populaire porte la plus lourde responsabilité de la victoire de la contre-révolution.

Seulement, lorsqu'on approfondit ces problèmes, non sur la base d'une critique superficielle du Front populaire, mais par l'étude des causes fondamentales qui ont facilité, permis le développement de cette politique en Espagne, on les trouve inséparables de la politique des organisations « révolutionnaires » C.N.T. - F.A.I. et particulièrement du P.O.U.M., parti « marxiste révolutionnaire ». Nos divergences avec le P.O.U.M. nous placent sur des positions diamétralement opposées.

Priver la guerre et la révolution de leur contenu de classe, demander le maximum de sacrifices aux travailleurs, lutter pour la défense de la constitution républicaine bourgeoise, rétablir l'économie bourgeoise, etc..., était une politique qui devait mener à la banqueroute. Cette critique de la politique du Front populaire et de ses conséquences est complètement juste, mais elle ne résout aucun problème en ce qui concerne la poli-

tion des partis « révolutionnaires » et du P.O.U.M. dans les événements d'Espagne.

••

Ces affirmations critiques générales de la politique du Front populaire se trouvent maintenant aussi dans les publications de l'anarcho-syndicalisme, qui, pourtant, a été, plus encore que le P.O.U.M., partie intégrante du Front populaire antifasciste.

« Le désastre foudroyant de l'Armée populaire espagnole, aussitôt que commença l'offensive fasciste en Catalogne, n'a pas été un fait historique fortuit, dérivant exclusivement de l'infériorité des moyens matériels ou de la démoralisation subite des combattants et de l'arrière. Il a été le point culminant d'une politique conséquente de trahison envers les objectifs fondamentaux de la guerre civile. »

En tournant autour de cette critique comme dans un cercle vicieux, il n'est pas difficile de trouver le moyen de justifier la propre politique erronée. Mais les problèmes principaux de la révolution (insurrection prolétarienne pour la conquête du pouvoir, problème de l'Etat, de la dictature du prolétariat, seule condition pour résoudre les problèmes de la révolution démocratique, questions agraire et coloniale, minorités nationales, etc...) demeurent dans l'ombre.

Dans cette résolution politique, le P. O. U. M. affirme, comme il l'a déjà fait, que le développement des événements confirme une fois de plus tout ce que nous avons dit : la guerre et la révolution sont inséparables, guerre au front et révolution à l'arrière. Selon ce raisonnement, le P.O.U.M. aurait eu raison et les événements lui en auraient apporté la confirmation.

La résolution politique du P.O.U.M. croit que la classe ouvrière est incapable de comprendre ou de se rappeler ce qui s'est passé en Espagne. Quelle lutte le P.O.U.M. a-t-il menée sur le terrain marxiste pour la révolution à l'arrière ? Par exemple, pour abattre le gouvernement bourgeois, au moyen d'une insurrection prolétarienne, pour instaurer la dictature du prolétariat.

Fascisme ou socialisme

Le P.O.U.M., comme tous les partis du Bureau de Londres, a lancé, il est vrai, de temps en temps, des mots d'ordre « révolutionnaires », comme « fascisme ou socialisme », guerre et révolution, mais en demeurant toujours dans l'abstraction, gênant toute action de la classe ouvrière par ses indécisions et ses zigzags opportunistes. Pourquoi le P.O.U.M. a-t-il abandonné au cours de la guerre civile le mot d'ordre de la dictature du prolétariat qui figurait dans son programme ?

« Fascisme ou socialisme », qui a été le mot d'ordre du P.O.U. M. pendant tout le cours de la guerre civile et que la résolution politique reprend encore actuellement, caractérise toute la politique antifasciste du P.O.U.M., qui n'a rien de commun avec le marxisme révolutionnaire. Que signifie ce mot d'ordre, sinon que le P.O.U.M. lutte contre le fascisme, en épargnant la démocratie, à qui il est allié, et que cette position contre le fascisme n'est pas une position de classe contre le capitalisme ?

C'est ce mot d'ordre, caractérisant toute la ligne politique du P.O.U.M., qui a conduit celui-ci à la participation au pouvoir avec la démocratie, abandonnant toute action violente de classe contre les divers gouvernements démocratiques qui se sont constitués en Espagne depuis juillet 1936 et qui ont fait le lit du fascisme. C'est ce mot d'ordre que le P.O.U.M. a opposé aux B.L., qui délaissent les mots d'ordre *capitalisme ou socialisme*, dictature bourgeoise ou dictature du prolétariat. Est-ce ainsi que le P.O.U.M. croyait pouvoir lutter à l'arrière pour la révolution ?

Le C.E. du P.O.U.M. n'a-t-il pas encore compris que l'expérience de la terrible défaite du prolétariat espagnol constitue un événement historique d'une portée formidable, qui détruit toute astuce et qui anéantit toutes les affirmations du genre « Nous avons eu raison ». Il suffit de lire la résolution de la bande d'assassins du Guépéou que constitue le C.C. du P.C. espagnol, publiée dans « L'Humanité », et tous les autres documents des socialistes, aussi bien de Caballero que de Negrin, des républicains et des anarcho-syndicalistes, pour se rendre compte quelle valeur peut

avoir la déclaration : « Nous avons eu raison », sans qu'elle repose sur une critique marxiste des événements, et de sa propre politique faite en Espagne. C'est cela qui peut prouver la valeur d'une critique saine d'un Parti révolutionnaire, dans la discussion et dans l'examen des causes fondamentales de la terrible défaite du prolétariat espagnol, et faire une différence réelle avec les affirmations de consolation « Nous avons eu raison », que l'on trouve dans toutes les publications des staliniens, des bourgeois, des socialistes, qui ont opéré comme une bande de Noske - Scheidemann, en commençant de Caballero - Prieto jusqu'à Negrin, de l'anarcho-syndicalisme, agents de la contre-révolution et de toutes les besognes des gouvernements du Front populaire.

« Pratiquement, le gouvernement du Front populaire espagnol ne poussait pas les masses à avoir confiance dans leur propre action politique et militaire ; il laissait le résultat et la solution de la guerre civile de notre pays à la merci de l'action pouvant être entreprise par les « puissances amies ». Pour obtenir cette aide, on supprima les comités ouvriers, on liquida les collectifs, on donna une vie artificielle à un parlement mort, on alla jusqu'à rétablir le culte religieux. »

Le P.O.U.M. constate tous ces faits comme si lui-même n'avait pas existé dans les événements et comme si ses positions devaient être prises après la défaite pour en tirer parti.

Mais, précisément, le P.O.U.M., avec les autres partis antifascistes, a eu confiance dans les démocraties, premièrement avec la démocratie nationale, en collaborant avec Azana, Companys, etc... ; ensuite, dans les démocraties internationales du Front populaire et de l'U.R.S.S.

N'est-ce pas le P.O.U.M. qui a participé au banquet de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Barcelone, avec les assassins de la vieille garde bolchevik ? Le P.O.U.M. dira que ce fut une action de politesse diplomatique du gouvernement de la Généralité et du ministre du P.O.U.M. Ce sont précisément des faits, qui sont l'inévitable conséquence d'une fausse politique de l'antifascisme bourgeois.

La suppression des Comités

Mais le fait le plus grave est celui de parler de « suppression des comités », de « parlement mort », etc..., comme le fait la résolution politique. A quels comités ouvriers se réfère la résolution politique ? En cela consiste toute la fausse politique, la confusion voulue du P.O.U.M., de façon à faire croire que les comités ouvriers ont été supprimés contre la volonté et contre la politique du P.O.U.M.

Chacun sait que les comités, les véritables et seuls comités ouvriers révolutionnaires qui ont existé dans le cours de la guerre civile d'Espagne ont été supprimés après des accords préalables entre le P.O.U.M. et la C.N.T.-F.A.I. et tous les autres partis du front antifasciste, au mois de septembre 36, pour participer au gouvernement de la Généralité. Les autres « Comités ouvriers » de la C.N.T. et de l'U.G.T., dissous à la fin de 1937,

n'ont joué qu'un rôle économique limité, sans importance pour la guerre civile, et leur dissolution ne fut que la conséquence de « toute une politique de trahison et de tromperie des objectifs fondamentaux de la guerre civile » : la politique du Front populaire antifasciste et de collaboration des parties « révolutionnaires » : P.O.U.M., C.N.T.-F.A.I. avec l'antifascisme démocratique bourgeois, dans les gouvernements de Catalogne et central.

La résolution dit que l'on « donna vie à un parlement mort ». Quel parlement et qui avait tué ce parlement ? On ne trouve dans la résolution aucune indication expliquant les mystères de la mort d'un parlement.

C'est cela qui démontre toute la fausse position du P.O.U.M. sur le problème du pouvoir et de l'Etat. Peu de temps avant la contre-révolution des journées de mai, le P.O.U.M. avait déjà sou-

tenu que « la classe ouvrière pouvait s'emparer du pouvoir sans lutte armée et que tous les organismes de l'Etat s'étaient brisés et se trouvaient dans la rue ».

Les événements de mai 37, pendant lesquels la révolution fut étranglée définitivement, ne furent pas la confirmation de la politique « juste » du P.O.U.M., mais la confirmation de la trahison qu'étaient sa participation et celle de la C.N.T.-F.A.I. au pouvoir bourgeois. C'est cette politique de collaboration qui avait affaibli, démoralisé, désorienté, désarmé idéologiquement le prolétariat, qui le livra aux coups de la contre-révolution, abandonné dans la confusion et privé d'une direction révolutionnaire, pendant les « journées de mai ». Le lit de la semaine contre-révolutionnaire de mai fut préparé par la politique des partis « révolutionnaires » — C.N.T.-F.A.I. et P.O.U.M. — et favorisé par le gouvernement Caballero.

Le mouvement contre-révolutionnaire déchaîné par le stalinisme savait qu'il trouvait la classe ouvrière désorientée et dans l'impossibilité de se défendre par une offensive révolutionnaire. Ce calcul de la contre-révolution ne devait que trop réussir. La classe ouvrière vaincue et désarmée, Franco pouvait être sûr de la victoire dès 1937. Mais les « journées de mai » devaient dévoiler toutes les fausses illusions d'une « théorie » funeste, celle du P.O.U.M. sur la prétendue conquête du pouvoir sans lutte armée. C'est sur la base de cette « théorie », élaborée sur le terrain de la collaboration dans le gouvernement catalan, que le P.O.U.M. pouvait considérer le parlement comme mort et tous les organismes de l'Etat bourgeois morts et enterrés.

Incapable, en Espagne, de comprendre ces problèmes ; il est de toute évidence que le C.E. du P.O.U.M. ne pourra pas les comprendre après les événements de mai, et surtout dans l'émigration, où l'orgueil de l'héroïsme le rendra impotent.

Un « spécialiste » des questions internationales du P.S.O.P., Collinet, écrit dans « Juin 36 » (numéro 49) :

« Les trotskystes, qui admettent la participation du P.O.U.M. au Comité central des Milices, lui reprochent gravement d'avoir participé dans le gouvernement catalan, qui, cependant, n'était que la continuation fidèle du Comité central (avec le même rapport de forces). »

Même en voulant suivre ce raisonnement « logique » sans se placer sur le terrain des principes du marxisme révolutionnaire et en admettant que les trotskystes aient trouvé juste la participation du P.O.U.M. au Comité central des Milices antifascistes dans la forme présentée par « Juin 36 », le faux, dont le but exclusif est la défense de la politique opportuniste du P.O.U.M., est trop évident.

Pendant les événements de juillet 36, l'importance capitale de la constitution du C.C. des Milices — auquel le P.O.U.M. ne pouvait pas refuser de participer — provenait de deux facteurs fondamentaux, qui indiquaient en même temps quelle devait être la tâche d'un parti révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire des journées de juillet contre le fascisme, et particulièrement l'action du prolétariat catalan, avaient ébranlé les organismes du pouvoir de l'Etat bourgeois, enlevant à la Généralité tout « droit légal ».

C'est à la suite de ces événements que l'on passa à la constitution d'un « nouveau pouvoir », représenté par le Comité central des Milices. D'autre part, la dualité de pouvoir se présentait dans la situation révolutionnaire en face de l'Etat bourgeois, avec les Comités révolutionnaires, constitués par les ouvriers, les paysans et les soldats dans toute la Catalogne et dans certaines régions de l'Espagne.

Le C.C. des Milices, bien qu'il constituât une déformation de la dualité de pouvoir, représentée par les Comités révolutionnaires et l'armement général des travailleurs, constituait un organe révolutionnaire progressif en face de la vieille Généralité. En même temps, le Comité central reflétait la confusion, la surprise des partis ouvriers devant une situation historique nouvelle, par l'absence d'un parti bolchevik.

La participation du P.O.U.M. ou d'un autre parti révolutionnaire au C.C. ne pouvait pas être évitée, mais la tâche du P.O.U.M. était d'une importance formidable. Premièrement, il s'agissait de clarifier la situation sur le problème de la dualité de pouvoir, établie par le prolétariat, à travers ses organismes nouveaux : les Comités révolutionnaires, et de combattre pour l'exclusion des partis bourgeois au sein du Comité central, ainsi que celle de M. Companys, de la présidence, sur la base des mots d'ordre : tout le pouvoir aux Comités ; constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Nous avons défendu ces positions déjà en Espagne, contre les dirigeants du P.O.U.M. et contre Collinet, alors dans la S.F.I.O., dès 1936.

Le P.O.U.M. a participé au Comité central en acceptant la participation des partis bourgeois et la présidence de Companys, qui avait tout fait pour empêcher l'armement du prolétariat.

Le faux le plus monstrueux est constitué par l'affirmation de Collinet, que la participation du P.O.U.M. au gouvernement catalan constituait « la continuation fidèle de la participation au C.C. des Milices ».

Laissons de côté les « erreurs » faites par le P.O.U.M. dans le C.C. des Milices, en se conduisant comme un parti opportuniste, sans être capable de comprendre la situation et les nouveaux rapports de force produits. Mais la participation du P.O.U.M. au gouvernement catalan non seulement ne constituait pas la « continuation » de la participation au C.C. sur un terrain progressif, mais une trahison sans exemple, poignardant à l'unisson avec l'anarcho-syndicalisme l'héroïque prolétariat espagnol, qui donnait les preuves de ses capacités révolutionnaires dans la guerre civile.

•••

La constitution du gouvernement catalan fut le premier acte de la reconstitution d'un pouvoir ébranlé, menacé d'être englouti par les flots du mouvement prolétarien révolutionnaire, un arrêt dans l'aggravation de la crise politique, dans une accentuation toujours plus marquée des contrastes de classe et dans la dualité de pouvoir.

De même que l'anarcho-syndicalisme, le P.O.U.M. participa à la constitution du gouvernement

catalan, appelé « junte de la Généralité », sur la base d'un infâme marché conclu entre les sommets : acceptation de la dissolution du Comité central et de tous les Comités qui s'étaient constitués dans le cours de la lutte armée, en échange de la reconstitution des « communes » sur les principes de la proportionnelle entre tous les partis, y compris les partis bourgeois et petits-bourgeois, de la même façon que venait d'être reconstituée la Généralité.

Tels sont les faits que les divers avocats de la politique du P.O.U.M. cachent aux masses prolétariennes.

Une comparaison historique

Un autre problème, souligné dans le même numéro de « Juin 36 », est celui qui se réfère à deux périodes de deux situations bien distinctes : celle de la révolution russe de 1917 et celle de la guerre civile d'Espagne de 1936. Ce passage veut faire croire que les trotskystes qui critiquent le P.O.U.M. ne veulent pas admettre les caractères différents, afin d'en tenir compte dans la critique au P.O.U.M.

Sur ce problème, personne plus que les B.L. n'a su tenir compte, dans l'analyse, des caractères particuliers et des différences entre la guerre civile espagnole et la révolution russe.

La critique bolchevik contre la politique nationale et internationale du P.O.U.M. ne date pas de la guerre civile de 1936 et ne se réfère pas d'une façon abstraite à la situation dans laquelle opérait le P.O.U.M.

Notre critique envers la politique du P.O.U.M. — en tenant compte de tous les facteurs qui comptent dans la tactique — part de positions doctrinales et de confrontation de programme, sur la base des principes du marxisme révolutionnaire internationaliste, d'une stratégie de classe contre classe.

Sur le problème du pouvoir, de l'Etat et de la dictature du prolétariat, le programme du P.O.U.M. de 1936 disait : « Le pouvoir se conquiert par la lutte armée, par la destruction de l'Etat bourgeois, contre tout principe de collaboration et pour l'instauration de la dictature du prolétariat ».

Quelle est la situation pouvant justifier, juste au moment où les ouvriers sentent armés et qu'il existe une guerre civile, la trahison du P.O.U.M. de son propre programme, la participation au pouvoir dans l'Etat bourgeois, pour « théoriser » ensuite la conquête du pouvoir sans lutte armée et abandonner complètement la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat ?

Mais si l'on veut défendre la politique du P.O.U.M. sans tenir compte de tous les problèmes théoriques de la révolution, des problèmes fondamentaux, comme celui de l'Etat et des tâches du parti de classe, il n'est pas difficile de justifier et de démontrer toutes les difficultés de la situation pour un petit parti, etc..., et de conclure que le P.O.U.M. ne pouvait pas agir autrement qu'il ne l'a fait.

Les falsificateurs de la révolution espagnole ne se trouvent pas seulement dans le banditisme stalinien et réformiste, mais aussi chez les soi-disant révolutionnaires centristes. Dans la période présente, la lutte contre ces derniers doit être menée d'une façon intransigeante.

La raison du P.O.U.M. et de ses avocats pour justifier la dissolution des Comités révolutionnaires et pour constituer le gouvernement catalan : le fait que ces comités n'étaient pas construits sur une base démocratique — prouve seulement le cynisme opportuniste, incapable de comprendre et de rectifier les propres « erreurs ».

Mais pour des marxistes-bolcheviks-léninistes, qui, sur tous les problèmes de la révolution, partent de positions de principes et d'un programme, il est clair que si la particularité de la situation et les caractéristiques d'un pays déterminent une tactique appropriée, la ligne politique de classe, sur les problèmes de la lutte armée pour la conquête du pouvoir, la destruction de l'Etat et l'instauration de la dictature du prolétariat, etc..., doit rester ferme, implacable, quelles que soient les circonstances et quelle que soit l'importance numérique du parti de la classe ouvrière.

La moindre faiblesse dans le domaine des règles de la lutte de classe fait partie de l'arsenal des trahisons de la classe ouvrière.

La politique du P.O.U.M. n'est pas seulement une politique opportuniste d'une « particularité » espagnole, mais aussi une politique de trahisons qui a fait faillite.

•

Le stalinisme hurle maintenant à la trahison de quelques chefs militaires, essayant ainsi d'atténuer sa grande responsabilité. Réduire de cette façon le problème le plus important de la guerre civile espagnole signifie simplement essayer d'éviter les responsabilités et empêcher l'analyse juste pouvant conduire à établir des conclusions utiles, à l'avenir, au mouvement ouvrier international.

Avec ces justes observations de la résolution politique à l'égard du stalinisme, quelle conclusion politique le P.O.U.M. tire-t-il de sa propre action en Espagne ?

Si, pour une série de faits et d'événements fondamentaux, le stalinisme ne peut comprendre cette critique, car il se trouve de l'autre côté de la barricade, quel intérêt peut avoir le P.O.U.M. à cacher la politique qu'il a faite en Espagne ? Chaque fois que le P.O.U.M. est contraint de répondre à la critique trotskyste, il crie à la calomnie et aux mensonges.

A ce propos, nous publions la résolution du C.E. du P.O.U.M. se référant aux événements de Madrid, et l'on verra, sans calomnie, que si le P.O.U.M. ne s'est pas joint aux traités de la Junte de Madrid, comme l'a fait ouvertement Colinet, il atténue et justifie les traités de la Junte.

“Nous avons vu juste”

La résolution politique déclare accepter la critique de tous les partis et groupes ouvriers dans une discussion fraternelle. Nous acceptons cette invitation de discussion, mais nous pensons que celle-ci doit être faite sur la base d'arguments et sur la reconstruction des faits, dans un langage clair, sans sous-entendus et mauvaises intentions.

« Le Parti estime qu'en général, sa politique a été complètement juste. Cependant, le P.O.U.M. ne prétend pas être infallible. La révolution espagnole a été suffisamment riche en enseignements, qui seront d'une extrême importance pour l'avenir du mouvement ouvrier international, pour que notre Parti décide, sans raison, pour des motifs d'amour-propre ou d'inconcevable prestige, de ne pas accepter la critique et la discussion fraternelles avec tous les partis ou groupes révolutionnaires indépendants du monde entier. Ce faisant, le P.O.U.M. se propose d'aider la clarification qui permettra plus tard la compénétration afin de réaliser la nécessité la plus urgente dans les circonstances historiques actuelles : une nouvelle Internationale révolutionnaire. »

Nous nous proposons de publier une documentation. Au P.O.U.M. de la comprendre, bien que nous connaissions autant que Marceau-Pivert la « théorie » : « Tout se tient... ».

« Tout le cours grandiose de la révolution espagnole, depuis le 14 avril 1931, démontre historiquement le rôle néfaste joué à l'époque actuelle par les partis petits-bourgeois démocratiques et leur fidèle allié, le réformisme ouvrier. Pendant les huit années passées, le prolétariat espagnol a résolu par son action toutes les crises graves, sans tirer aucun avantage de sa force et de sa puissance. Les gouvernements républicains socialistes, en même temps qu'ils réprimaient férocelement le mouvement ouvrier révolutionnaire, permettaient toutes les libertés politiques à la plus noire réaction. Tout d'abord, ce fut Sanjurjo, qui se souleva à Séville le 10 août 1932, secondé par toute la garnison. La classe ouvrière triompha immédiatement de cette tentative. La renonciation de la part du gouvernement républicain-socialiste à la réalisation des revendications démocratiques les plus élémentaires et la persécution systématique contre les travailleurs produisaient un tel désarroi parmi les masses populaires qu'à la suite de leur abstention électorale, la réaction triompha aux élections générales de novembre 1933. Républicains et réformistes, effrayés, abandonnèrent l'activité ; le prolétariat prépara la révolution d'octobre 1934, qui, à son tour, établit les conditions pour le grand triomphe électoral du 16 février 1936.

« Dans toutes les situations critiques, les dirigeants du prolétariat ont résolu la situation en finissant par offrir le pouvoir aux partis petits-bourgeois. Ces derniers ont réalisé une politique tendant, en toutes circonstances, à faciliter à la réaction la possibilité de se soulever contre la République. C'est ainsi que le soulèvement actuel put s'organiser au grand jour dans toutes les casernes d'Espagne et être dirigé par les capitalistes-généralistes désignés comme hommes de confiance du gouvernement du Front populaire. A la suite des immenses et tragiques expériences des

révolutions allemande et autrichienne, on a voulu offrir à la classe ouvrière espagnole une révolution à bon marché. Ceci s'est passé dans l'étape historique actuelle, dans laquelle le capitalisme s'est renforcé sous sa forme la plus brutale. La révolution, c'est la révolution avec toutes ses conséquences. Et celle que l'on offre comme étant meilleur marché finit par être la plus chère, puisqu'elle coûte des torrents de sang prolétarien. Le processus espagnol confirme une fois de plus que la sauvegarde du prolétariat repose uniquement dans sa propre action indépendante, dans la lutte intransigeante pour la révolution socialiste, dans le combat implacable contre tout opportunisme collaborationniste, en démasquant systématiquement devant les masses travailleuses tous les complices OUVRIERS de la politique du Front populaire. Le dilemme politique de notre époque est sans équivoque : fascisme ou socialisme. Le P.O.U.M. n'a cessé de le proclamer pendant tout le cours de la révolution. Seuls, les partis petits-bourgeois préparent le lit du fascisme. »

Cette citation, longue mais nécessaire, nous permet de démontrer la duplicité des dirigeants du P.O.U.M., lorsqu'ils affirment que « le processus espagnol confirme une fois de plus que la sauvegarde du prolétariat se trouve uniquement dans sa propre action indépendante, dans sa lutte intransigeante, etc... », contre l'opportunisme collaborationniste, en dénonçant systématiquement », etc., etc...

Mais ces positions d'intransigeance que le P.O.U.M. veut enseigner à la classe ouvrière sont-elles récentes, après l'expérience faite, ou bien ont-elles été défendues par le P.O.U.M. dans le processus de la guerre civile ?... Ni l'un ni l'autre. Le P.O.U.M. ne dit pas si sa participation au Front populaire de 1935 (il a signé le manifeste du Front populaire) fut une « erreur » ou si sa collaboration avec la petite-bourgeoisie dans le gouvernement catalan a été une politique « juste ».

Comme on le voit, dans tous les événements mentionnés par la résolution politique, le P.O.U.M. s'est toujours trouvé en collaboration — soit par tactique à cause des « particularités espagnoles », soit parce qu'il était un « petit parti » — avec la petite-bourgeoisie, avec les partis du Front populaire, et surtout il a été incapable d'une critique révolutionnaire pour dénoncer « les complices ouvriers de la politique du Front populaire », qui discutaient à la même table du gouvernement catalan avec le petit-bourgeois Companys.

Si l'intransigeance du P.O.U.M. s'est forgée au cours des événements, il est alors nécessaire de faire toute une critique, en collaboration avec les forces prolétariennes, qui n'ont pas attendu l'expérience de tant de sang prolétarien pour dénoncer « les complices ouvriers », y compris le P.O.U.M., dans tout le cours de la tragique guerre civile d'Espagne.

C'est sur ces problèmes que l'on reconnaît la force, la sincérité marxiste révolutionnaire des noyaux militants d'avant-garde, à qui incombe la tâche historique de la construction d'une direction révolutionnaire. Nous nous adressons particulièrement à ces prolétaires qui ont survécu à la terrible expérience d'Espagne.

Critique de l'anarcho-syndicalisme

Dénoncer tous les crimes de la politique du Front populaire, du stalinisme, de l'anarcho-syndicalisme, sans être capable d'opérer une révision de sa propre politique, signifie vouloir continuer dans la même voie. Nous avons appris qu'avec la seule critique des autres, on ne construit pas un programme révolutionnaire et on ne peut dire avoir observé toutes les règles de la lutte révolutionnaire.

Lorsque Azana, dans les conversations avec Del Vayo, sur le problème de la « paix » ou de la continuation de la guerre, pendant la débâcle de Catalogne, déclarait à celui-ci : « Vous avez été des assassins entre les mains de Moscou » (« Match », numéro 34), ceci ne peut pas empêcher que M. Azana a été, avec Staline, le chef des assassins de la contre-révolution démocratique du Front populaire en Espagne.

« Pour la première fois, l'anarcho-syndicalisme a joué un rôle dans une grande révolution européenne, par son influence parmi les masses ouvrières. La C.N.T. jouissait parmi les travailleurs de notre pays d'un prestige extraordinaire, puisqu'elle était attachée aux meilleures traditions révolutionnaires du prolétariat espagnol. Pendant des années, l'anarchie offrit aux travailleurs, bernés par le réformisme de Pablo Iglesias, l'unique perspective révolutionnaire. Cependant, l'anarcho-syndicalisme, qui était sûr de l'adhésion aveugle des travailleurs et des paysans les plus combattifs, ne sut jamais donner à leurs luttes une orientation et une cohésion politiques. Dans l'opposition, l'anarcho-syndicalisme fut capable de conserver ses cadres et même de maintenir une certaine austerité révolutionnaire. Il manquait cependant de théorie révolutionnaire. Puisque sans théorie révolutionnaire il n'y a pas de révolution possible, la guerre civile espagnole a été le champ d'épreuves où s'est révélé non seulement le vide de la politique de l'anarchie, mais aussi sa transformation rapide en imposture. Pendant tout le cours de la révolution, les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. ont été les complices dociles de tout le développement contre-révolutionnaire espagnol.

« Il est certain qu'ils alternèrent leurs grandes phrases révolutionnaires avec leurs grands actes contre-révolutionnaires. Pendant les premiers temps de la révolution, ils discréditèrent celle-ci en se dédiant à des expériences infantiles de communisme libertaire à la ville et à la campagne, et en faisant leurs essais de capitalisme syndical. Par la suite, aussitôt qu'ils acquirent la responsabilité de la collaboration au pouvoir, acceptant ainsi la politique du Front populaire, ils ont approuvé tous les attentats contre les intérêts révolutionnaires du prolétariat et ont même consenti à une répression sanglante contre un grand nombre de leurs propres militants. La C.N.T. et la F.A.I. étaient des facteurs décisifs dans le processus révolutionnaire espagnol et elles interprétèrent au début le sentiment de classe que la révolution reflétait, et que les comités ouvriers constituaient. La C.N.T. et la F.A.I. enterrèrent, peu après leur naissance, leurs propres enfants : les comités ouvriers. Elles acceptèrent la disparition de ceux-ci, afin de reconstruire la machine de l'Etat bourgeois et de rendre à tous les organismes de celui-ci leurs anciennes fonctions.

« Par la suite, en échange de quelques portefeuilles ministériels, la contre-révolution trouva la voie ouverte ; la C.N.T. et la F.A.I. ont été ses collaborateurs. La révolution a confirmé la justesse de l'expression de notre Maurin : « La C.N.T. est un colosse aux pieds de boue ». L'anarcho-syndicalisme est une doctrine impuissante qui ne résiste pas au moindre contact avec la réalité de la construction révolutionnaire. La révolution espagnole en a été la démonstration. La révolution espagnole sera aussi sa tombe. Cependant, parmi les travailleurs anarcho-syndicalistes se trouvent aussi les révolutionnaires les plus désintéressés et enthousiastes, qui commencent à comprendre la faillite de leur idéologie. »

Nous avons encore reproduit une longue citation de la résolution politique concernant la critique du P.O.U.M. envers l'anarcho-syndicalisme.

On peut dire que c'est la première fois que le P.O.U.M. fait une critique ferme et relativement juste de l'anarcho-syndicalisme, après deux années et demi de contre-révolution.

Cependant, ici comme ailleurs, le P.O.U.M. passe sous silence ses positions envers l'anarcho-syndicalisme pendant ces deux années et demie.

Chaque fois que nous, trotskystes, parlions de la politique de collaboration contre-révolutionnaire de la C.N.T. - F.A.I. en Espagne, tous leurs complices internationaux criaient à la calomnie et à la mauvaise foi des trotskystes. Maintenant, le P.O.U.M. devient trotskyste dans la critique contre l'anarcho-syndicalisme... et nous verrons ce que dira celui-ci.

Nous ne voulons pas atténuer la critique « juste » du P.O.U.M. envers l'anarcho-syndicalisme, mais nous ne pouvons pas passer sous silence la responsabilité et la complicité du P.O.U.M. dans la politique de collaboration de la C.N.T.-F.A.I. pendant les événements d'Espagne, en particulier sur le problème du pouvoir et de l'Etat, auquel se réfère la résolution politique du P.O.U.M.

Lors de la participation de la C.N.T.-F.A.I. au gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. n'a adressé à celles-ci aucune critique. Au contraire, le P.O.U.M. acceptait la dissolution du Comité central des Milices, avec toutes ses conséquences, et participait au gouvernement catalan, en même temps que la C.N.T. et la F.A.I.

Et quelle critique a faite le P.O.U.M. en septembre 1936 à l'anarcho-syndicalisme, lorsque celui-ci participa au gouvernement central de la République avec Caballero, ce qui constituait l'intégration totale de l'anarcho-syndicalisme dans l'Etat bourgeois et une trahison unique dans l'Histoire ?

Dans un éditorial de « La Batalla », le P.O.U.M. encourageait cette participation et le C.E. entreprenait des démarches avec les anarchistes et Caballero, demandant sa propre participation — qui lui fut refusée — au gouvernement central de la République.

Il faut tenir compte de ces faits et ne pas oublier... qu'au moment même où les dirigeants anarchistes trahissaient le prolétariat, en participant au pouvoir de la bourgeoisie, tandis que les masses prolétaires d'avant-garde se révoltaient

indignées, le P.O.U.M. ne fit pas écho au mécontentement des masses prolétariennes anarchistes, en dénonçant les « complices ouvriers », mais il encourageait la trahison et se préparait à en faire autant... Si Caballero — dont le P.O.U.M. dit qu'il n'a pas voulu être le Noske d'Espagne — avait

voulu !... Ces faits n'existent pas dans la résolution politique du P.O.U.M., afin d'en donner une explication. Nous espérons qu'un jour, les militants du P.O.U.M. le feront à la place du C.E., qui est lié aux responsabilités de la contre-révolution.

Infériorité numérique

Au lieu de donner une explication de la politique en Espagne, la résolution politique ne constitue qu'un ensemble de contradictions, avec un confusionnisme voulu, dans le but d'excuser et d'atténuer toute la politique du P.O.U.M., à l'aide d'une méthode qui n'est pas sérieuse et tend à tromper les ouvriers.

« Le P.O.U.M. n'a pu, en aucun moment du processus révolutionnaire, jouer un rôle déterminant. Son infériorité numérique ne lui a pas permis d'être un facteur décisif dans les principaux événements espagnols ».

Que signifie cette justification du P.O.U.M. ? Un parti, petit ou grand, un groupe ou un militant luttent-ils sur la base d'un programme ou sur la base de la force numérique ? Les rapports de force, les circonstances ou la situation particulière d'une révolution peuvent déterminer une tactique appropriée, mais ne doivent déterminer la lutte politique d'un parti, si petit soit-il, que sur la base de principes et d'un programme.

Le P.O.U.M. a fait en Espagne une politique opportuniste, non parce qu'il était un petit parti, de même que le stalinisme et la C.N.T. - F.A.I. n'ont fait leur politique, et non une autre, parce qu'ils étaient des grands partis. La révolution espagnole sera la tombe du P.O.U.M., comme elle l'a été de l'anarcho-syndicalisme et des partis de la II^e et III^e Internationales. Tels sont les enseignements de la révolution espagnole.

L'audace du P.O.U.M. ne connaît vraiment pas de mesure :

« Notre Parti s'est efforcé à tous les moments d'agir conformément aux enseignements de la révolution russe. »

C'est là le plus grand mensonge que les B.L. ne doivent pas laisser passer. La lutte que nous menons contre le stalinisme, pour ses monstrueuses falsifications de la révolution d'octobre, doit nous permettre de voir que des falsifications existent aussi dans le centrisme.

Le P.O.U.M., qui a participé au Front populaire, au pouvoir, qui a encouragé l'anarcho-syndicalisme à s'intégrer dans l'Etat bourgeois, qui, en Espagne, comme maintenant dans l'émigration, s'est spécialisé dans la lutte contre le trotskysme, en alliance avec tous les débris qui forment le Bureau de Londres, qui empêche le regroupement du prolétariat révolutionnaire pour la construction des partis révolutionnaires et de la IV^e Internationale, déclare ingénument qu'il s'est efforcé d'agir — joint aux Companys, Garcia Oliver, Comorera, Azana, etc... — sur la base des principes de la révolution russe !

La résolution politique parle de l'absence qui s'est fait sentir en Espagne d'un organisme révolutionnaire international, pour en conclure que la tâche principale du Parti consiste à créer les bases de la nouvelle Internationale. Mais le P.O.U.M. n'est-il pas un des partis responsables d'avoir laissé croire que cette « nouvelle Internationale » devait se construire avec le Bureau de Londres, devenu un cadavre, que le P.O.U.M. demande maintenant à enterrer ? N'est-ce pas cette politique centriste du Bureau de Londres qui a généré la création des bases de la « nouvelle Internationale » ?

Le P.O.U.M., qui a nourri et qui nourrit encore les illusions chez les ouvriers qui ont confiance dans sa politique, qui ont cru au Bureau de Londres, fait croire maintenant à un nouveau centre pour construire la « nouvelle Internationale ».

Le fait est que le P.O.U.M., hier à travers le Bureau de Londres, aujourd'hui à travers un nouveau « centre », mène une lutte sans principes contre les forces les plus importantes qui luttent véritablement pour la construction de la nouvelle Internationale sur le programme de la IV^e.

Aux militants d'avant-garde de comprendre l'importance de la lutte juste menée par les B.L. contre les obstacles de la politique du C.E. du P.O.U.M. sur ces problèmes avant que la situation ne fasse verser de nouveaux torrents de sang prolétariens.

ERRATUM

Des camarades italiens nous ont fait observer que le numéro du « Nuovo Avanti » cité dans l'article sur l'Espagne paru dans le numéro 3 de « La Vérité », ne contenait pas l'affirmation se référant au « génie de Negrin »... En effet, une coquille s'était introduite à l'impression. Il s'agit du « Nuovo Avanti », n° 2, 14 janvier 1933.

Une réunion d'information concluante

Tirer les leçons de la défaite en Espagne répond à la volonté des militants qui veulent en éviter le retour. Ce fut le but d'une réunion d'information organisée par le P.S.O.P. qui eut lieu le dimanche 23 avril. Une centaine de militants seulement répondirent à l'appel. Rous, en l'absence de Collinet, fit un exposé sur le déroulement de la Révolution espagnole et en particulier insista sur les erreurs commises par la Direction du P.O.U.M. qui eurent pour aboutissant les journées de Mai, laissant le prolétariat de Barcelone désorienté et sans direction révolutionnaire.

Il rappela les positions exprimées par les B.-L. en Espagne sur le problème de l'Etat et contre la collaboration du P.O.U.M. au gouvernement.

Pour Marceau Pivert, il n'est pas possible de discuter avec Trotsky s'il juge que l'on n'a pas l'étiquette de « marxistes ».

En ce qui concerne le P.O.U.M., il montra quelques tracts publiés sous réserves d'en montrer d'autres au début de juillet 1936 et se terminant par un appel à la Révolution socialiste. Tout cela pour justifier de leur bonne volonté et que s'ils n'avaient pas triomphé, ce n'était pas tellement de leur faute.

Toutefois Pivert reconnaît que la discussion est nécessaire.

Rolland, ensuite, démontra que toutes les attitudes concrètes du P.O.U.M. dans les événements ont été une capitulation véritable en contradiction avec leurs déclarations. Actuellement, la direction

du P.O.U.M. se livre à une critique vigoureuse contre les anarchistes sur leur collaboration au gouvernement central et de la généralité, mais ces mêmes critiques n'ont pas été exprimées une seule fois lors de cette période. Le P.O.U.M. également accepta la dissolution des comités. Roland opposa à la formule « Fascisme ou Socialisme » qui pouvait laisser place à équivoque à des formules politiques bourgeoises, celle ayant un véritable contenu : Capitalisme ou Socialisme.

Sur l'attitude des B.-L. en Espagne, il ne manqua pas de rappeler que Rous représentait le S.I. en Espagne, demanda à adhérer au P.O.U.M. avec le droit de fraction et celui de publier un organe dans son sein. Cette position formellement intransigeante mais sans portée pratique n'a pu que nuire aux développements des conceptions B.-L. Il conclut par la nécessité de forger l'outil de la Révolution : un Parti.

A un camarade qui s'étonnait qu'un programme juste sur la IV^e Internationale ne s'était pas développé, la réplique de Rous fut un aveu que le Parti révolutionnaire restait à créer ainsi que la IV^e Internationale, confirmant sans le vouloir toute notre critique sur les problèmes de construction de la IV^e Internationale.

Un camarade du P.O.U.M. ayant vécu la Révolution souligna par des exemples les causes de la défaite.

La réunion se termina par un court exposé d'un autre camarade du P.O.U.M. qui tenta de justifier l'attitude de la direction.

Pour comprendre la défaite du prolétariat d'Espagne, il faut lire et diffuser :

“ Nuevo Curso ”

Bulletin espagnol d'information bolchevik-léniniste pour la construction de la IV^e Internationale.

SOMMAIRE :

- 1° L'unique perspective révolutionnaire.
- 2° Thèses politiques.
- 3° Problèmes des jeunes et thèses politiques.
- 4° Les minorités nationales et coloniales dans la guerre civile d'Espagne.
- 5° La crise des bolcheviks-léninistes en Espagne et sa solution à l'expérience de la guerre civile.
- 6° Critique de la « résolution politique du C.C. du P.O.U.M. ».
- 7° Notes internationales.

Bureau de Londres, F. O. I.

et "centre d'une nouvelle internationale"

LA Conférence internationale qui devait se tenir à Barcelone le 19 juillet 1937, sur l'initiative du P.O.U.M., et à laquelle était assurée la participation des partis centristes « indépendants » internationaux et autres, s'est terminée comme toutes les décisions que peuvent prendre les partis centristes sur les problèmes internationaux.

••

Nous apprenons, par une résolution du C.E. du P. O. U. M., de quels problèmes devait s'occuper cette Conférence internationale, si elle avait eu lieu. Il ne s'agit pas — comme on l'avait dit — d'une conférence devant donner naissance à la « nouvelle Internationale », dont parle tant le centrisme, mais de la création de quelque chose d'équivalent au Bureau de Londres.

De cette conférence devaient sortir les lignes directrices devant mobiliser le prolétariat pour la défense de la Révolution espagnole. (Lire : défense de la politique du P.O.U.M.)

En un mot, à cette conférence devaient être discutés tous les problèmes de la révolution sous l'aspect national et international !...

Comme on le voit, il s'agissait — de même que toutes les initiatives que peut prendre le P.O.U.M. — de faire approuver la politique opportuniste et de collaboration du P.O.U.M. aux délégations de bonzes des partis centristes du Bureau de Londres et aux autres alliés, les brandlériens qui venaient alors d'approuver Staline dans les massacres des vieux dirigeants bolcheviks d'Octobre. Et naturellement reconnaître la « nécessité de la nouvelle Internationale, qu'il faut construire après la victoire de la révolution espagnole ».

Depuis 1937, une série d'événements se sont succédés, aggravant la crise du Bureau de Londres à un tel point que les défenseurs mêmes de celui-ci déclarent : « Le Bureau de Londres est un cadavre à ensevelir. » (Bulletin du P.O.U.M., numéro 2.)

Mais, malgré toute l'expérience de la faillite et du rôle réactionnaire joué par le Bureau de Londres dans le mouvement ouvrier international, depuis sa constitution (1932), il ne manque pas de partis qui le défendent.

••

Le Parti (?) maximaliste italien, un groupe de débris, de fossiles émigrés dont la politique a toujours servi dans l'Aventin, dans la concentration, etc..., à toutes les manœuvres du réformisme et du stalinisme, gênant le regroupement de l'avant-garde, aussi bien dans l'émigration qu'en Italie, pour la construction d'un parti révolutionnaire. C'est ce « parti » qui, après avoir défendu sans réserves la politique du parti « frère »

le P.O.U.M., défend maintenant le Bureau de Londres.

A cette besogne du maximalisme italien se trouve associée la direction de l'organisation archiomarxiste grecque, direction se trouvant à l'étranger, qui a rompu avec les B.L., pour mener une lutte antitrotskyste sans principes, qui ne correspond nullement aux sentiments des groupes de révolutionnaires archiomarxistes qui, en Grèce, luttent contre la dictature et à qui leur direction fait croire au révolutionnarisme du Bureau de Londres.

A ces deux groupes émigrés se sont joints, comme les définit le P.O.U.M., « les derniers arrivés au Bureau de Londres » : les Brandlériens.

••

Cette lutte pour faire vivre un « cadavre à enterrer » et s'opposer à la construction de la IV^e Internationale est dirigée par le Parti d'union sacrée : l'I.L.P., qui se trouve à la présidence du Bureau de Londres.

En ce moment, l'I.L.P. traverse une crise sérieuse, qui peut conduire le parti à la scission. Seule, la scission, la rupture avec la direction « pacifiste » chamberlainiste de ce parti peut encore sauver les prolétaires révolutionnaires trahis qui s'y trouvent.

••

La responsabilité du C.E. du P.O.U.M. et son opportunisme zigzagant apparaissent encore plus précisément sur les problèmes du Bureau de Londres et international.

Le Comité exécutif du P.O.U.M., dans ses dernières tractations avec les sommets du Bureau de Londres, se faisait voter la « responsabilité historique » d'assumer la direction du secrétariat général de ce Bureau...

La présidence à l'I.L.P., le secrétariat général au P.O.U.M., le comité à Balabanoff du Parti maximaliste : il ne restait plus rien du Bureau de Londres, après que celui-ci eut distribué les charges d'honneur à une série d'opportunistes.

Mais, devant le C.C. élargi de mars 1939, le C.E. du P.O.U.M. présente une résolution déclarant que le Bureau de Londres « a fait une faillite complète » et que si, à la prochaine conférence internationale d'avril, celui-ci n'est pas liquidé, le P.O.U.M. abandonnera le Bureau.

Il est certain que, sans le P.O.U.M., le Bureau serait enterré depuis des années. De cette expérience, qui démontre une faillite totale de la politique des partis centristes, quels enseignements le P.O.U.M. tire-t-il ?

L'expérience de la faillite du Bureau de Londres aurait dû, malgré tout, servir aux partis centristes, qui ont démontré leur impuissance sur les problèmes de la construction des nouveaux partis, surtout par manque de principes et de programme, sur le problème de la construction de la « nouvelle Internationale ».

**

La politique actuelle du P.O.U.M., qui considère le F.O.I. comme un champ de manœuvres pour la construction d'un « centre international poumiste », ne peut servir qu'à gêner le regroupement international autour du programme de la IV^e Internationale, poursuivant ce qu'a fait le Bureau de Londres depuis sa formation.

Cette politique du P.O.U.M. ne favorise que les chacals du réformisme et du stalinisme de la II^e et III^e Internationales, qui préparent l'union sacrée pour conduire le prolétariat au carnage impérialiste au nom d'un antifascisme auquel s'est associé le P.O.U.M. en Espagne.

Les prolétaires d'avant-garde du P.O.U.M., de l'ex-Gauche communiste doivent comprendre que le C.E. veut les conduire à une nouvelle édition du Bureau de Londres, contre les seules forces des bolcheviks-léninistes qui luttent pour la construction d'une nouvelle Internationale : la IV^e.

La direction est plus décidée que jamais à continuer dans la même voie d'un nouveau Bureau de Londres. Malgré les moyens matériels énormes dont dispose maintenant le C.E. du P.O.U.M., il n'est pas difficile de dire où conduira la politique de celui-ci.

**

Dans une « résolution », le P.O.U.M. a défini son orientation antibolchevik, antitrotskyste pour mener une lutte décisive soi-disant de clarification sur le « front ouvrier international » contre les courants progressifs pour la IV^e Internationale, que le P.O.U.M. déclare faillite.

Dans le F.O.I., le P.O.U.M. lutte avec, comme perspective, la construction d'un « nouveau centre international » pour créer les bases de la nouvelle Internationale, de cette « nouvelle Internationale » qui devait être construite avec le Bureau de Londres, sur lequel le P.O.U.M. a dû convenir — après la critique trotskyste — qu'il s'agissait d'un « cadavre à enterrer ».

**

Une série de décisions sont prises à ce propos :
1^o Construction d'un « nouveau Centre international » dans le F.O.I., ou en marge de celui-ci.

Pour cela, on compte sur Pivert et Collinet (du P.S.O.P.), Sneevliet (du R.S.A.P. de Hollande), Vereecken et quelque parti américain comme celui de Lovestone, le plus réactionnaire des brandlériens.

2^o Constitution d'un Bureau Panaméricain du Sud.

3^o Publications : un bulletin d'informations internationales : « La Batalla », bi-mensuel ; une revue théorique : « Nueva Era », du même format que celle publiée en Espagne, et autres bulletins intérieurs et d'informations, en langue anglaise, française, etc...

Le C.E. du P.O.U.M. a déclaré la guerre aux B.L. Les militants du Parti suivront-ils ce « nouveau cours » d'antitrotskysme, entrepris en Espagne il y a deux ans ? Nous nous faisons un devoir d'avertir les militants du P.O.U.M. des dangers de ce « nouveau cours » de Gorkin et d'Andrade.

Le P.O.U.M. trouve une voie ouverte par toutes les erreurs du S.I. de la IV^e Internationale « proclamée » et il profite de la scission des rangs bolcheviks-léninistes.

La tâche des B.L. est d'y parer, en menant la lutte pour l'unité des B.L. sur la base de la construction des nouveaux partis et de la IV^e Internationale.

L'armée était le point d'honneur des paysans parcellaires ; c'est elle qui les avait transformés en héros, c'est elle qui défendait contre les ennemis du dehors la nouvelle propriété, glorifiait la nationalité qu'on venait de conquérir, pillait et révolutionnait le monde. L'uniforme était le costume de gala du paysan ; la guerre sa poésie ; la parcelle que, dans son imagination, il étendait et arrondissait, devenait la patrie, et le patriotisme la forme idéale du sentiment de propriété. Mais les ennemis contre lesquels le paysan français doit actuellement défendre sa propriété, ce ne sont pas les cosaques, ce sont les huissiers et les percepteurs. La parcelle ne se trouve plus dans la prétendue patrie ; elle est couchée sur le rôle des hypothèques.

Karl MARX (« Le 18 Brumaire ».)

Avant le Congrès National

UN congrès du P.S.O.P. doit, si la situation internationale le permet, se tenir à la Pentecôte. L'axe du congrès sera l'adoption du programme du Parti. Une commission avait été désignée pour mettre au point un projet de programme, mais il semble que la diversité politique de sa composition ne lui permette pas d'aboutir.

Le congrès se trouvera donc en présence de plusieurs textes, l'un rédigé par Rous, est déjà parvenu aux sections, nous en reparlerons dans notre prochain numéro ainsi que d'autres. Nous nous limitons ici à publier un projet que le camarade Desnots a soumis par ailleurs à la discussion du P.S.O.P.

« La Vérité » réservant une tribune libre à la préparation du congrès du P.S.O.P. publiera l'essentiel des documents y ayant trait et tous les articles de discussion ou documents que nous enverront les militants du P.S.O.P. de toutes tendances. En agissant de la sorte, nous sommes fidèles à nos règles de démocratie prolétarienne et nous sommes également conséquents avec notre conception du P.S.O.P. comme creuset du regroupement pour le parti révolutionnaire.



Le P.S.O.P. aura bientôt une année d'existence ; durant cette première année, ce parti n'a pas numériquement progressé. Il semble même qu'il soit sur ce plan en recul très net sur les prévisions établies à Royan, voire après Royan.

Les principales causes de cette situation résident dans la diversité des objectifs dressés par la G.R. à Royan et la diversité de vues entre les membres de sa direction pour le but poursuivi. L'entrave que constituaient les illusions subsistant dans la S.F.I.O., ses chefs et leur rôle ; la formule devenue fameuse « nous voulons continuer le parti socialiste » recueillait l'unanimité de la G.C. car chacun donnait à cette formule, à l'époque, un contenu à sa convenance.

Depuis Royan et ceci sans l'avoir décidé, sans l'avoir discuté, par la force des faits, par la pression de la vie de ses groupes et de leur activité révolutionnaire, la direction du P.S.O.P. a été en réalité entraînée sur une toute autre voie, souvent à reculons, parce que la direction actuelle du P.S.O.P. est prisonnière de ses perspectives initiales.

Marceau Pivert, s'il ne peut le résoudre, comprend le problème ; voici comment il le pose dans le dernier numéro des « Cahiers rouges » :

« On peut nous reprocher aujourd'hui notre obstination à considérer au moins en apparence, comme une « erreur », un « malentendu », une brimade facilement réparable ce qui résultait, en réalité, d'un profond phénomène de réaction politique, qu'une dégénérescence fatale de la bureaucratie social-démocrate devait entraîner un jour ou l'autre ; mais, si nous acceptons le reproche, si nous pouvons regretter qu'en effet, **UNE MAUVAISE PREPARATION PSYCHOLOGIQUE DE NOS MILITANTS A LA SEVERE EVENTUALITE D'UNE SCISSION NE NOUS AIT PAS PERMIS DE LES CONSERVER TOUS**, nous continuons à penser que notre **TACTIQUE**, en dépit de ces réels inconvénients, était la mieux adaptée à la nécessité de disputer les masses socialistes encore saines à un appareil corrompu.

Les militants du P.S.O.P. avaient « une mauvaise préparation psychologique » à la sévère éventualité d'une scission. Il s'agit beaucoup moins d'une préparation « psychologique » à des choses sévères qu'une impréparation politique pour bâtir le nouveau parti. Il serait erroné de

faire croire que ce sont les militants de la base qui, dans cette voie, freinent, rechignent ou sabotent. Ce sont les positions fondamentales de la direction et de la G.R. qui étaient erronées. Il n'y aura pas d'avance tant que ces positions n'auront pas été revues, corrigées.

Il semble d'ailleurs dans le rapport politique de Marceau Pivert, que celui-ci ait voulu se livrer à un examen, mais il est à craindre qu'il ne le veuille pas jusqu'au bout ; la suite de son rapport semble le démontrer, puisque Marceau Pivert s'entête à bien exposer que le P.S.O.P. ne doit pas être un parti bolchevik. Il semble confondre la plateforme politique bolchevik avec les méthodes d'organisation propres au triomphe de cette plateforme, et Pivert escamote la plateforme en se taillant quelques succès d'organisation facile.

**

Le premier congrès du P.S.O.P. n'enregistrera pas de progrès dans la mesure où un regroupement sérieux ne s'opérera pas entre les militants qui veulent mettre un terme aux erreurs doctrinales de la G.R. reconnues aujourd'hui par ses chefs eux-mêmes. Il s'agit beaucoup moins d'avoir eu raison que de savoir que faire. Pour la tâche très rude de la période à venir, le P.S.O.P. doit s'armer politiquement de fond en comble.

Cet armement politique du P.S.O.P. et de ses militants dépend d'une orientation générale qui ne peut être tracée sans passer au crible l'expérience accomplie en France et sur le terrain international.

**

Le projet de résolution que nous publions ici ne tient pas assez compte de cette nécessité. L'ensemble est progressif, mais le projet aurait besoin d'être un peu plus étendu sur quelques points fondamentaux. Il est indispensable, en effet, que craquent les divergences entre ceux qui ont assimilé les erreurs passées et ceux qui s'apprentent à accepter toute formule concernant ces erreurs et au fond d'eux-mêmes sont bien décidés à rester dans la même voie.

La délimitation politique des erreurs passées en France dans la G.R., en Espagne dans le P.O.U.M. est indispensable. Ce n'est pas un élément de désorientation politique, de démoralisation, c'est un moyen d'animer la vie politique du P.S.O.P., de créer des conditions de délimitation fructueuses et de faire gagner au P.S.O.P. en efficacité dans toute son action.

« La Vérité » en soulignant cela ne vise pas d'autre but que d'attirer l'attention des militants révolutionnaires du parti sur les problèmes politiques à résoudre.

R. M.

PROJET DE PROGRAMME pour le Congrès du P. S. O. P.

(présenté par le camarade Desnots)

I. - Avertissement liminaire.

Le programme du P.S.O.P. dans la période présente doit être un document essentiel et durable.

« Tout pas fait en avant, tout mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes », écrit Marx. Mais il ajoute que « les programmes sont des jalons marquant le degré de développement auquel s'est élevé le mouvement d'une société ou d'un parti donné ».

MULTIPLICITE DES PROGRAMMES ET LEUR IDENTITE.

C'est par douzaines que surgissent aujourd'hui les programmes. Emanant de partis de droite fascistes ou pro-fascistes, des organisations du type « frontiste » camouflant sous des phrases révolutionnaires un contenu nettement fasciste, de partis bourgeois avérés comme le parti radical ou des partis « ouvriers » de la seconde et de la troisième internationales, tous ces programmes

sont conservateurs, en contradiction profonde avec l'esprit des larges masses ouvrières et paysannes qui ont élevé « leur mouvement » aux journées révolutionnaires de juin 1936 et destinés à maintenir ces masses sous la dictature de fait de la grande bourgeoisie, classe au pouvoir.

NECESSITE ET IMPORTANCE

DU PROGRAMME DU P.S.O.P.

Dans cette floraison contre-révolutionnaire, les programmes de la S.F.I.O. et du Parti Communiste français ont un caractère particulièrement vénérable : la II^e Internationale, dès 1914, s'était engagée sur la pente rapide de la trahison ; la III^e Internationale dégénérée — avec son chef Staline — l'y a rejointe et le programme bolchevik-léniniste, symbole achevé du degré de développement de l'expérience des luttes depuis 1914 entre la révolution et la contre-révolution est aujourd'hui renié et falsifié par les faussaires staliniens et de ce fait méconnu ou inconnu de millions de travailleurs qu'il a cessé d'impulser révolutionnairement. Des groupes de militants se réclamant de ce programme bolchevik-léniniste ou susceptibles de s'y rallier sont présentement dispersés et épuisent leurs forces en luttes intestines au lieu de les concentrer dans l'organisation répondant aux nécessités de l'instant.

Le programme du P.S.O.P. doit répondre à la triple nécessité de renforcer au sein du parti son unité idéologique ; de donner une base de regroupement aux révolutionnaires les plus conscients sur le plan national et international ; de susciter autour du parti afin de le soutenir dans sa lutte, de larges masses ouvrières et paysannes groupées élémentairement en vue de l'organisation, de l'éducation et de l'action de classe.

Le programme du P.S.O.P. doit donc être le résultat d'une sérieuse élaboration politique à tous les échelons du parti et faire ensuite l'objet d'un travail rédactionnel aux lignes simples accessible à tout travailleur. C'est dans cet esprit que la section de La Queue-les-Yvelines présente à la discussion ce projet de programme et invite tous les militants décidés à s'y rallier avec ou sans réserve à manifester leur adhésion motivée.

II. - Face à la guerre et à la dictature, un programme de classe.

LA GUERRE MENACE.

Le premier congrès du P.S.O.P., depuis sa fondation, se déroule dans une période tragique où les coups de force se succèdent, où les événements se précipitent, où monte à l'horizon — avec la rapidité et la violence d'un déchaînement cosmique le péril d'une nouvelle conflagration mondiale.

LA DICTATURE.

L'imminence de la guerre impérialiste — même lorsque cette dernière est présentée comme l'ultime conflit entre « démocraties » et fascisme — signifie pour les travailleurs de la ville et des champs, sur leur personne et sur leurs organisations de classe, le resserrement brutal de l'appareil de coercition du capitalisme dont l'Etat bourgeois — fut-il « démocratique » et « constitutionnel » n'est qu'un instrument de plus en plus docile. Gestapo hitlérienne, Ovla de Mussolini, Guépéou stalinienne, Intelligence service des banquiers anglais ou décrets-lois de Daladier appuyés par les forces de l'armée et de la police, 2^e bureau ; **LA GUERRE, C'EST LA DICTATURE.**

LA MISERE.

L'imminence de la guerre impérialiste et l'oppression militaire et policière qui l'accompagne nécessairement, signifient aussi pour tous les travailleurs la phase ultime de la contre-offensive que le capitalisme a déclenchée contre eux après la poussée prolétarienne de juin 1936 ; sa volonté de leur reprendre au centuple ce qu'il a dû céder, de briser pour une période indéterminée leurs possibilités d'une action de classe analogue et ainsi de prolonger à leurs dépens sa tyrannie. Travail forcé dans les usines, impôt forcé aux guichets publics, coût de la vie en continuelle augmentation : **LA GUERRE, C'EST L'INTENSIFICATION DE LA MISERE.**

MISERE, FASCISME ET GUERRE :

ASPECTS INDISSOCIABLES DU CAPITALISME.

Ouvriers et paysans de tous les pays veulent la paix ; ouvriers et paysans de tous les pays entendent défendre, reconquérir et élargir leurs libertés ; ouvriers et paysans de tous les pays savent que leur production industrielle et agricole est suffisante pour que devienne réalité la devise du communisme : **DE CHACUN SELON SES FORCES A CHACUN SELON SES BESOINS** et le régime capitaliste qui les exploite ne leur apporte que misère, fascisme et guerre.

Misère, fascisme et guerre sont les trois aspects indissociables du régime capitaliste. Mais le régime capitaliste n'est qu'un « accident » dans le développement de l'humanité et non sa forme durable et définitive. Toute la doctrine socialiste vérifiée par les faits prouve que le capitalisme est entré dans sa période de déclin et que les conditions objectives d'une société socialiste ou communiste sont réalisées.

LES COMBATTRE PAR L'ACTION DE CLASSE.

Misère, fascisme et guerre ne sont pas le lot fatal de l'humanité, mais des fléaux humains que l'on peut combattre, que l'on doit abattre, contre lesquels il faut lutter. **LE PARTI SOCIA-**

LISTE OUVRIER ET PAYSAN VEUT ETRE LE PARTI DES TRAVAILLEURS POUR LEUR EMANCIPATION DEFINITIVE. IL SE DRESSE FACE A LA MISERE, AU FASCISME ET A LA GUERRE PARCE QUE, FIDELE AU DRAPEAU DU SOCIALISME, IL EST CONSTITUE POUR GUIDER LES TRAVAILLEURS, LES ENTRAÎNER AU RENVERSEMENT DU CAPITALISME ET A L'EXERCICE DU POUVOIR. LA LUTTE DES CLASSES EST SA RAISON D'ETRE.

En inscrivant en première ligne de son programme d'action immédiate l'organisation et l'action des travailleurs contre la guerre, le fascisme et la misère, le **PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN** se délimite nettement des organisations bourgeoises et des internationales II et III.

DELIMITATIONS POLITIQUES.

Il dénonce et combat les agissements de ceux qui en France sont les agents directs du fascisme, même lorsqu'ils préconisent « un fascisme français ». Qu'il soit français ou d'importation, le fascisme signifie toujours dictature, guerre et misère.

Il dénonce et combat les agissements de ceux qui, en France, sont les champions du fascisme. Il le fait non pas à la manière de « l'Humanité » ou du « Populaire » fulminant contre les agents d'Hitler et de Mussolini, mais en appelant les ouvriers à briser par la force les bandes armées que le capital dresse pour la sauvegarde de ses privilèges.

Il dénonce et combat toutes les manifestations du réformisme qui, sous prétexte d'atténuer la misère, de « démocratiser » la dictature et « d'humaniser » la guerre soutiennent le capitalisme, l'Etat bourgeois et leur régime de sanglante oppression.

Il dénonce et combat la criminelle politique d'union sacrée qui incite les travailleurs à accepter la misère au foyer pour que soit plus grande la puissance militaire de la « patrie » bourgeoise; à accepter la guerre et la dictature qui en résulte pour que le capitalisme des pays « démocratiques » soit vainqueur du capitalisme des pays « totalitaires » ; à oublier que l'ennemi est la bourgeoisie de leur propre pays pour se dresser contre leurs frères de misère asservis au régime fasciste.

DENONCIATION DU PARLEMENTARISME.

Il dénonce et combat la démocratie bourgeoise et sa forme parlementaire qui s'oppose à l'exercice direct du pouvoir par les masses ouvrières et paysannes, et à la gestion directe de leur économie, qui donnent aux masses exploitées l'illusion d'un droit au pouvoir et à la gestion par le moyen d'un parlement élu par truquage, incontrôlé des masses, dont le rôle public est de plus en plus effacé, dont la mission réelle est de faire écran entre les travailleurs qui croient être et gouverner et les puissances capitalistes qui, en fait, dominent et contrôlent l'Etat.

PAS DE PROGRAMME MAXIMUM - MINIMUM.

Le **PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN** dénonce et combat le « gauchisme » verbal pour qui toute revendication immédiate des ouvriers et des paysans est chose méprisable parce que tendant à aménager l'économie du régime, et à consolider ce dernier, mais il dénonce et combat avec la même énergie la conception social-démocrate d'un double programme maximum-minimum dont la réalisation est subordonnée (programme maximum) à une révolution en vue de laquelle on n'entraîne pas les travailleurs ou (programme minimum) à la bonne volonté du parlement sans intervention de la puissance revendicative des masses. Dans sa période ascendante, le capitalisme a pu, par des concessions habilement consenties, consolider ses positions et accroître sa puissance d'exploitation. Dans sa période actuelle de déclin, le capitalisme ne peut pas céder à ses exploités sous peine d'accélérer sa propre décomposition. Toute action revendicative voulue, soutenue, défendue, par les travailleurs de la ville et des villages est d'ordre révolutionnaire puisqu'elle améliore la condition des travailleurs, accroît par conséquent leur puissance d'action, affaiblit la position de leur propre capitalisme, ouvre le champ de revendications plus larges car c'est la lutte incessante pour des objectifs plus lointains qui permet au prolétariat et à la paysannerie pauvre de maintenir contre le gré des exploités l'intégralité de leurs conquêtes précédentes et caractérise par cela même la période révolutionnaire au cours de laquelle l'initiative de l'action appartient au prolétariat industriel et agricole et à ses alliés naturels les paysans pauvres. Il en résulte que « savoir arrêter un mouvement » au moment où les travailleurs en plein élan portent atteinte à la propriété et aux privilèges capitalistes, ébranlent le régime, c'est trahir le prolétariat et la paysannerie : l'arrêt d'un mouvement révolutionnaire n'est profitable qu'aux intérêts de classe de la grande bourgeoisie. Aucune raison d'Etat, en régime capitaliste, ne saurait justifier cette attitude contre-révolutionnaire qui fut celle de Blum, de Thorez et de Jouhaux en juin 1936.

PROGRAMME DE CLASSE

DEVANT LES PROGRAMMES ELECTORAUX.

Le **PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN** ne formule pas un programme destiné à prendre l'alignement sur les panneaux électoraux ; il n'adresse pas des promesses à des catégories déterminées d'électeurs, il ne dit pas : « Venez à nous, votez pour nous et vous obtiendrez tel ou tel article de notre programme ». Le P.S.O.P. s'adresse à tous les travailleurs, pourvus ou non d'un bulletin de vote : adultes, femmes, jeunes, encasernés, travailleurs étrangers ; Parti de classe du prolétariat, il élabore à l'intention de tous les exploités du régime un programme de classe, des principes d'action et d'organisation, des objectifs immédiats et futurs qui s'inspirent uniquement de l'intérêt réel des masses travailleuses et des nécessités de la stratégie dans la lutte des classes. Sa propagande générale et l'action de ses militants ne consistent pas seulement à

présenter le programme du P.S.O.P. et à lutter pour lui en en réclamant l'exclusivité mais surtout à faire pénétrer dans les masses, à le commenter, à s'intégrer dans les masses mêmes pour, avec elles, le réaliser extra-parlementairement et avec elles, le soumettre à une révision périodique et approfondie. C'EST DANS LA MESURE OU LES MASSES S'EMPARERONT DU PROGRAMME DU P.S.O.P. QUE CE PROGRAMME DEVIENDRA UNE FORCE ET FERA ECHEC A LA MISERE, AU FASCISME, A LA GUERRE.

ALLER AUX MASSES,

Le PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET YSAN se fixe pour tâche spécifique de mettre en œuvre quelle que soient ses conditions d'existence légales, semi-légales ou illégales, tous les moyens de la propagande et de l'organisation pour favoriser le regroupement et l'organisation élémentaire des masses qu'elles soient dans ses rangs ou hors de ses rangs (comités, syndicats, coopératives, conférences inter-usines, états généraux paysans, congrès ouvriers et paysans, etc...) et la popularisation de son programme ; sa libre discussion, son adoption totale ou partielle par les ouvriers et les paysans étant le seul moyen pour les travailleurs de la ville et des champs de réaliser la cohésion indispensable à leur action commune pour des buts communs. Il oppose cette unité ouvrière et paysanne d'action révolutionnaire à la formule contre-révolutionnaire « d'union des Français » propagée par les faussaires de la III^e Internationale et aujourd'hui adoptée par la majorité du Parti S.F.I.O.

FORGER LE PARTI REVOLUTIONNAIRE,

Il se fixe pour tâche générale, et donne cette tâche en particulier à chacun de ses militants, de réaliser, sur la base du P.S.O.P., le parti révolutionnaire capable de guider les masses ouvrières et paysannes vers le renversement du régime capitaliste et de son Etat bourgeois, et d'organiser avec elles les bases de la société socialiste qui est son objectif suprême, et sa raison d'être, dans les jours de défaite et dans les jours de succès.

Le parti poursuit ses buts politiques par ses groupes constitués dans les entreprises, quartiers, villages, casernes, etc... Il contrôle et dirige toute l'activité de ses membres sur la base d'un régime démocratique de discussion et d'élaboration de sa politique. L'appartenance à des formations bourgeoises est absolument incompatible avec l'appartenance au P.S.O.P.

Mais la structure du capitalisme, les conditions mêmes et le caractère même de la lutte des classes confèrent de toute nécessité au parti révolutionnaire et à son programme un caractère internationaliste.

LE P.S.O.P. — SECTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE MONDIAL A CONSTITUER

Le P. S.O.P. ne réalisera pas la direction révolutionnaire des ouvriers et des paysans en France, il ne les armera pas de l'arme politique essentielle qu'est le programme de la révolution socialiste s'il ne se considère comme un élément du parti révolutionnaire mondial qu'il faut créer.

La II^e Internationale qui n'existe que comme une juxtaposition de sections œuvrant indépendamment les unes des autres et chacune derrière une fraction de leur bourgeoisie — et la III^e Internationale dont toutes les sections sont commandées par la bureaucratie soviétique ont été dominées, au fond, par la même conception du socialisme national ou du « socialisme dans un seul pays », conception théorisée par le stalinisme, qui ne s'est pas seulement vérifiée fausse mais qui s'est également montrée criminelle car elle a abouti à l'écrasement du socialisme successivement dans chaque pays. Il n'y a pas de « socialisme dans un seul pays » et l'arme pour le triomphe du socialisme, le parti révolutionnaire ne peut être forgé nationalement.

L'Internationale révolutionnaire à reconstruire, sur la base des expériences des précédentes, la IV^e Internationale ne peut être conçue comme le couronnement de partis nationaux fortement constitués. C'est simultanément que se constituent, face à l'organisation bourgeoise internationale des polices, des églises, des états-majors, des capitalistes, face au capitalisme international, à ses moyens de propagande et de corruption, face à ses valets des Internationales II^e et III^e, aujourd'hui sombrées dans les reniements et la trahison, le parti de la révolution mondiale et ses sections nationales.

La IV^e Internationale ne se constituera que par un rassemblement mondial de l'avant-garde dans un congrès où auront été démocratiquement préparés thèses, manifestes, programme statuts.

Les rassemblements internationaux qui, comme le Bureau de Londres, n'ont pas été constitués sur un programme marxiste, ne possèdent aucune viabilité et ne peuvent constituer que des obstacles pour le regroupement de l'avant-garde et la construction de la IV^e Internationale.

CARACTERE INTERNATIONAL DU PROGRAMME.

Le programme, arme politique essentielle du P.S.O.P. ne serait qu'un pauvre document sans portée s'il ne présentait, lui aussi, un caractère international. Pour mieux tromper les ouvriers et les paysans, les démagogues en mal d'élection ou de réélection promettent beaucoup et ne donnent rien : Economies, impôt sur les riches, retraite des vieux, revalorisation des produits agricoles, protection douanière, etc..., mais un programme de classe contre la misère, le fascisme et la guerre est, nous l'avons vu, un programme de lutte et cette lutte ne peut être conduite que dans la solidarité internationale des travailleurs dont l'Internationale révolutionnaire coordonne les actions de même que sur le plan national, le parti révolutionnaire coordonne les luttes de chaque groupe de militants.

Plus les travailleurs aborderont les tâches constitutives d'organisation de la production et de la consommation, plus le caractère international de ces tâches s'impose avec évidence. Indépendamment de ces considérations, c'est dans la mesure où l'on substitue à la notion bourgeoise des patries l'esprit de classe internationaliste que le capitalisme vacillera devant la révolte mondiale des esclaves et que la fraternisation des soldats transformera la guerre impérialiste en guerre civile libératrice.

Le présent programme ne peut être considéré que comme l'apport de l'avant-garde du prolétariat de France au programme du parti révolutionnaire mondial.

III. - Rappel de quelques notions fondamentales

La falsification éhontée des principes révolutionnaires par les dirigeants traitres de la social-démocratie et les staliniens rend nécessaire, dans le programme du P.S.O.P., le rappel de quelques notions fondamentales du socialisme.

PROPRIETE CAPITALISTE ET PROPRIETE INDIVIDUELLE

Le monde entier, à l'exception de l'U.R.S.S., se trouve actuellement sous la domination économique du capital, domination basée sur la propriété individuelle et la production pour le marché. Le mode de production capitaliste nous amène donc à la double notion de la PROPRIETE INDIVIDUELLE et de la PROPRIETE CAPITALISTE, la seconde ne se maintenant qu'à la condition de s'accroître et ne pouvant s'accroître que par la surexploitation des prolétaires (hommes, femmes, jeunes, coloniaux) et la spoliation éhontée de la propriété individuelle.

MONOPOLES DE FAIT ENGENDRENT PUISSANCE ECONOMIQUE

Le monopole mondial des moyens de production, de transformation et de répartition est entre les mains d'un GROUPE INFIME DE PERSONNES CONSTITUANT LA CLASSE CAPITALISTE et assure à cette classe un pouvoir illimité sur des millions de prolétaires, d'artisans, de paysans pauvres.

PUISSANCE ECONOMIQUE SE RENFORCE DU POUVOIR POLITIQUE

La domination économique du capital est consolidée par sa domination politique : les Etats des divers pays, quelle que soit leur structure et leur forme (totalitaire, monarchique, constitutionnelle), sont étroitement tributaires des groupements financiers internationaux. Par voie de conséquence, ces groupements financiers et tous leurs satellites exercent un contrôle absolu sur l'organisation étatique, qui met à leur disposition exclusive sa force armée, son appareil policier, judiciaire, parlementaire, tous ses moyens de contrainte physique et morale. La bourgeoisie capitaliste, malgré sa minorité numérique absolue, est devenue ainsi CLASSE DOMINANTE et consolide sa domination, économique et politique, dans le domaine intellectuel par le monopole de fait de la presse, de l'instruction publique, du cinéma, de la radiodiffusion. Elle peut ainsi, dans les rangs mêmes du prolétariat, de la paysannerie pauvre et de l'artisanat, développer ses antennes, corrompre, dissocier, diviser, créer parmi ceux dont l'union révolutionnaire l'abattrait instantanément des courants conscients ou inconscients qui la soutiennent et œuvrent pour sa propre politique.

CONTRADICTIONS INTERNES DU CAPITALISME

ANARCHIE CAPITALISTE ET CRISE

Mais, dans sa course à la plus-value, la bourgeoisie a dû développer sans trêve ses forces de production, anarchiquement, sans système et sans coordination. D'où concurrence acharnée entre les entreprises capitalistes ou les groupes d'entreprises, gaspillage de forces, lutte pour le marché mondial, main-d'œuvre, débouchés et matières premières, crises économiques cycliques dont la périodicité et l'ampleur vont en s'amplifiant, chômage, surexploitation, destruction voulue d'une masse de plus en plus grande des forces productrices et des richesses fabriquées.

ANTAGONISME DES CLASSES, COLONIES ET MINORITES NATIONALES

A l'anarchie de la production qui mine la puissance capitaliste s'ajoutent les antagonismes des classes que sa course au profit exacerbe en créant la misère des masses sur l'entassement des richesses inutilisées que ces masses produisent par leur travail salarié et mal rémunéré. Le capitalisme soulève aussi contre lui et contre les Etats capitalistes l'immense révolte des masses coloniales exploitées et des minorités nationales, les unes et les autres constituant la majorité absolue de la population du globe.

LES GUERRES

La lutte du capitalisme pour son hégémonie détermine une forme particulière de concurrence entre les Etats capitalistes et aboutit finalement à la guerre. Les guerres prennent un caractère périodique de plus en plus rapproché et de plus en plus destructeur, chaque guerre portant le germe des prochains conflits et écrasant les survivants du poids des charges destinées à en solder les frais et à préparer la course aux armements en vue des guerres ultérieures. Au même titre que les crises économiques, les guerres sont un des attributs essentiels du capitalisme.

IMPERIALISME

Dans le dernier stade de son développement, le capitalisme est devenu mondial ; les trusts ont surgi dans chaque pays, détruisant ou englobant la multiplicité des entreprises concurrentes et dominés à leur tour par le capital bancaire. L'intervention toute puissante du capital bancaire a associé sous son contrôle le capital industriel et la grande propriété foncière. Le monopole du capital financier amène une transformation profonde des formes de concurrence, mais ne supprime pas cette concurrence, elle l'étend à l'ensemble de la planète et la rend infiniment plus redoutable dans ses conséquences.

C'est en opposant groupes d'Etats à groupes d'Etats que les diverses fractions du capital financier opposent et confrontent leurs intérêts contradictoires ; d'où conflits armés pour le partage du monde, la possession des colonies, guerres douanières se prolongeant par de nouveaux conflits armés.

NOTION DE L'ETAT

Dans ces conditions, l'Etat et sa force armée revêtent pour la bourgeoisie une importance exceptionnelle. Les Etats capitalistes sont de plus en plus l'instrument de la politique de rapine et les accords temporaires entre pays capitalistes (alliances militaires, pactes de non-agression, S.D.N.) ne sont que des associations de brigandage dont ces accords décuplent et multiplient la nocivité.

Chaque Etat, dominé par la superstructure impérialiste, devient le monstrueux creuset où misère, souffrances, privations, travail des masses ouvrières et paysannes et travaux des laboratoires sont absorbés et transformés en un formidable appareil guerrier terrestre, maritime et aérien ayant la destruction pour objet.

Dans ces conditions, la notion même d'une transformation graduelle d'un Etat démocratique en régime socialiste est un non-sens et une duperie. La croyance en la possibilité — par de « bonnes élections » ou par le recours au pouvoir absolu d'un homme ou d'une dynastie — de l'amélioration continue de l'Etat et à son rôle de « régulateur » entre les diverses couches sociales du pays constitue la plus pernicieuse illusion que bourgeois radicaux et traitres S.F.I.O. ont entretenue dans les masses.

Aux illusions parlementaires et légalistes, le P.S.O.P. oppose la claire notion de la lutte des classes. Il défend les intérêts de classe des masses ouvrières et paysannes, y compris leurs revendications à caractère démocratique. Il œuvre ainsi à rassembler les masses ouvrières et paysannes en vue du renversement de l'Etat bourgeois et pour restituer à la collectivité les monopoles de fait qui constituent la puissance des trusts. La prise du pouvoir politique et la possession de la puissance économique sont inséparables.

Le P.S.O.P. dénonce et combat les tendances timorées qui prétendent « faire l'économie d'une révolution » ou ne déclencher celle-ci que lorsque sera faite « l'éducation des cerveaux » et la « conquête d'une majorité parlementaire ».

Il faut détruire l'appareil d'Etat, y substituer un type nouveau d'Etat ouvrier et paysan qui remette aux masses travailleuses les leviers de commande dont le capitalisme a jusqu'à ce jour joué contre elles. On n'apprivoise pas les vipères, on les extermine.

Le P.S.O.P. proclame ouvertement que la période transitoire qui mène de la révolution prolétarienne à la société socialiste nécessite l'instauration de la dictature du prolétariat, basée sur les conseils armés des ouvriers et des paysans. Cet enseignement, tiré par Marx après la Commune de Paris, démontré dans les faits par la Révolution d'octobre, a trouvé aussi une vérification éclatante, bien que négative, dans la défaite de la classe ouvrière d'Espagne, où la politique de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. a permis à la contre-révolution démocratique de liquider les comités ouvriers créés le 19 juillet, comme prix d'une collaboration au pouvoir bourgeois.

IV. - Problèmes actuels à la lumière des principes socialistesL'EPOQUE DES SOUBRESAITS CAPITALISTES

Le capitalisme français est entré dans sa période de déclin et constitue aujourd'hui le plus proche « Dominion » des banquiers de Londres. Mais l'impérialisme lui-même, dernière étape du capitalisme, par les contradictions insolubles qu'il a accumulées, par les ruines et les destructions ; les sacrifices et les misères qu'il engendre, est au bout de sa course et doit historiquement céder la place à l'ordre nouveau, socialiste ou communiste.

La société nouvelle ne se détache pas comme un fruit mûr. La classe au pouvoir n'abandonne jamais de plein gré ses privilèges ; il faut l'intervention puissante des masses et parmi ces masses, à leur tête, un parti révolutionnaire accepté par elles, contrôlé par elles, sachant prendre l'initiative du commandement dans la lutte des classes, mais ne craignant pas d'expliquer avant de diriger, et soucieux d'être compris, afin d'être écouté.

Jusqu'à ce jour, trahisons et défections ont privé les masses de cette direction révolutionnaire et ont permis au capitalisme finissant de prolonger son existence. L'époque actuelle est celle des soubresauts violents du régime cherchant à se survivre.

GUERRE — FASCISME — REFORMISME

La guerre, le fascisme, le réformisme ont été dans cette dernière période de trente ans et restent l'ultime recours de la classe au pouvoir. Le P.S.O.P., dans son programme d'action, envisage ces trois problèmes.

LA GUERRE

Toute la situation de la France est dominée, comme celle du monde entier, par la préparation du nouveau carnage impérialiste dont nous avons ci-dessus montré le caractère. Le P.S.O.P. reprend à son compte la tradition révolutionnaire de la gauche de la II^e Internationale (motions Stuttgart) et la position révolutionnaire des bolcheviks-léninistes aux débuts de la III^e Internationale.

Le contenu fondamental de la politique du prolétariat et des paysans contre la guerre impérialiste est donné par les formules indépensables de Liebknecht et de Lénine : L'ennemi principal est dans notre propre pays ; la défaite de notre propre gouvernement bourgeois est le moindre mal ; il faut transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Au moment où toute l'activité du pays est orientée vers la préparation de la guerre, le P.S.O.P. ajoute : Il faut étouffer la guerre avant d'être broyé par elle ; le grand patronat agraire et industriel étant intégré dans le système de mobilisation économique, sans laquelle la guerre n'est pas possible, l'action des masses regroupées élémentairement : comités ouvriers et paysans, syndicats, etc... pour leurs revendications immédiates est le plus sûr moyen de reculer le déclenchement du conflit.

Comités de masses et syndicats ne sont pas deux formes exclusives l'une de l'autre ; les comités groupent toutes les masses exploitées pour l'ensemble des problèmes qui les concernent ; les syndicats rassemblent les ouvriers sur la base de la production pour la défense de leurs revendications à l'entreprise. Cette défense dépendant de l'orientation politique, le P.S.O.P. repousse la formule de « l'indépendance du syndicalisme » revendiquée par tous les serviteurs du capital, depuis les syndicats professionnels jusqu'à Frachon, pour défendre leurs politiques de collaboration de classe et invite ses membres à organiser une opposition révolutionnaire dans la C.G.T.

Ce mouvement populaire contre la guerre et contre sa préparation doit être accompagné d'une action vaste contre la propagande chauvine, contre l'union sacrée, contre les partis et les organisations qui servent cette propagande.

Il doit, de toute nécessité, s'orienter commémovemment révolutionnaire vers la prise du pouvoir. C'est l'affirmation en France d'un tel mouvement qui permettra en Allemagne, en Italie et dans toute l'Europe la désagrégation de l'armée, la fraternisation européenne des forces ouvrières et paysannes décidées à établir la paix socialiste sur le cadavre de l'oligarchie capitaliste.

Le P.S.O.P. dénonce et combat la formule : « Vaincre le fascisme (Hitler) d'abord ». Aucun état-major militaire, aucun gouvernement bourgeois n'est capable de vaincre le fascisme parce qu'ils sont eux-mêmes fascistes par essence. Les ouvriers et les paysans ne peuvent accepter l'éventualité de la lutte armée contre l'agression fasciste que lorsqu'ils seront maîtres de leurs usines, de leurs champs, de leur appareil d'Etat et que la lutte contre l'agression fasciste sera une guerre de défense révolutionnaire. Comme jadis les armées de Valmy, l'armée révolutionnaire ouvrière et paysanne de France sera alors invincible.

LE FASCISME.

C'est la forme virulente de la réaction pour la défense extra-légale des privilèges capitalistes menacés et l'écrasement subséquent des mouvements révolutionnaires ouvriers et paysans. Ainsi le fascisme surgi en Italie, puis en Allemagne avec ses ramifications dans tous les pays capitalistes est un aspect international de la lutte des classes dont l'initiative appartient au capitalisme.

Après l'écrasement du mouvement révolutionnaire et quelques mesures coercitives contre quelques fractions indociles du grand capital, le fascisme s'organise, développe sa propagande, utilise l'appareil d'Etat dont il s'est emparé, imprime son empreinte aux générations nouvelles desquelles il se fait accepter, utilise les réactions légitimes des travailleurs et des paysans brimés par les impérialismes voisins, prétend relever le drapeau des minorités nationales opprimées. Mais incarnation politique du capitalisme, le fascisme ne résoud aucune des contradictions internes du capitalisme, il les amplifie et par là mûrit les germes de sa propre décomposition.

Le succès temporaire des fascismes est fonction de la dégénérescence de la III^e Internationale et du recul révolutionnaire en Europe. Le capitalisme qui s'était ligué contre la révolution russe à ses débuts a aidé à l'épanouissement du fascisme et la lutte dans laquelle il prétend entraîner ouvriers et paysans demeure une guerre impérialiste pour la conquête du marché des débouchés des grandes routes commerciales terrestres et maritimes, quelles que soient les responsabilités immédiates dans le déclenchement effectif du conflit. L'histoire de 1914 se répète.

La II^e et la III^e Internationales, par leur politique chauvine de collaboration de classe, par l'abandon de leur programme en faveur des minorités nationales et des peuples coloniaux, portent une écrasante responsabilité dans le danger actuel que le fascisme fait peser sur le monde.

La libération des minorités nationales et des peuples coloniaux est liée à la libération des ouvriers et paysans du régime capitaliste et à la victoire, dans les pays impérialistes, de la révolution socialiste dont le prolétariat constitue le moteur révolutionnaire. La réalisation des objectifs démocratiques de la révolution ne peut être résolue que par l'instauration de la dictature du prolétariat, du pouvoir des ouvriers et des paysans.

LE REFORMISME.

En France, la bourgeoisie aux abois devant la poussée ouvrière et paysanne n'a pas encore eu à violer sa propre légalité pour réprimer cette poussée par les moyens de la dictature brutale. Le réformisme auquel se sont ralliés dans l'action les dirigeants traîtres du Parti communiste français et de la C.G.T. unifiée, a pris soin de canaliser les masses et de les enfermer dans l'appareil d'Etat dont elles ont pris provisoirement la direction officielle pour mieux les duper. C'est l'histoire du Front Populaire.

La présence de Blum au pouvoir ne changeait en rien le caractère de classe de l'Etat bourgeois. La participation du P.S. à la direction du gouvernement ne faisait que tromper les masses sur le caractère bourgeois de l'Etat. En restant dans le P.S. jusqu'à ce que la direction Blum, Paul Faure la chasse, la Gauche révolutionnaire ne montrait pas nettement au prolétariat la nécessité de briser avec cet Etat.

La politique de la main tendue, l'alliance politique avec les radicaux, le soutien de Thorez, le vote par le groupe parlementaire communiste des lois scélérates et du budget de guerre empêchaient-ils la collaboration de classe d'être une politique de trahison dont les masses ouvrières et paysannes sont les victimes ? Et l'ampleur même de cette trahison — un parti entier reniant son programme — la rend-elle moins criminelle que la trahison d'un Millerand, d'un Briand, d'un Hervé ou d'un Doriot ?

L'expérience du Frente Popular en Espagne, parce que déformée par la propagande du Gouvernement de Front populaire en France, n'a pas servi les travailleurs de ce pays.

A l'appel des chefs socialistes et communistes, ils ont su « arrêter leur mouvement » aux frontières de la légalité bourgeoise qu'il fallait détruire ; ils n'ont pas utilisé la situation pour dresser l'indestructible armature de comités ouvriers et paysans armés ; ils n'ont pas désarmé le fascisme français ; ils n'ont pas jugulé les « 200 familles » et par cela même la vie chère, en exerçant le contrôle ouvrier et paysan dans les entreprises qu'ils occupaient et qu'ils ont accepté d'évacuer ; ils n'ont pas dressé devant le Parlement bourgeois le pouvoir des comités ouvriers et paysans, ceux-ci devant se muer en Soviets (conseils) et imposer leur pouvoir à celui de l'Etat bourgeois.

En conséquence, leurs dirigeants ont trafiqué des accords et des compromis et donné à l'Etat bourgeois l'arme formidable, contre un prolétariat désarmé et déçu, des décrets-lois, du code du travail, du code de la guerre, de l'organisation économique de la nation pour la guerre.

Ces dirigeants ont aidé le capitalisme à déclencher sa contre-offensive et à réoccuper ses positions. Après quoi, le Front populaire ayant bien servi la bourgeoisie, la bourgeoisie a décidé la dislocation du Front populaire : Daladier occupa le pouvoir, dans le silence complice du Parlement croupion, avec en mains l'arsenal des décrets-lois dictatoriaux.

Le Front populaire et tous ceux qui l'ont soutenu en bernant les masses ouvrières et paysannes ont été les fourriers les plus directs et les plus responsables de la réaction et du fascisme.

V. - Tout est possible.REVENDICATIONS IMMEDIATES.

Ce qui n'a pas été fait peut et doit être accompli. Le salut des travailleurs en dépend, et les forces ouvrières et paysannes sont inentamées. Le P.S.O.P. veut être l'agent du regroupement révolutionnaire de ces forces et le programme d'action qu'il leur propose, nettement progressif, comporte trois phases successives, allant de la situation actuelle jusqu'à l'avènement d'une Fédération européenne de républiques socialistes.

Première phase. — La lutte contre la guerre et le fascisme, indépendamment des formes particulières qu'elle nécessite, implique l'action des masses pour un ensemble de revendications immédiates dont l'énumération n'est pas limitative.

Le P.S.O.P. lutte avec vous sur les bases suivantes :

- Action/généralisée contre la vie chère et le chômage.
- Réduction des heures de travail. — Augmentation du salaire réel.
- Contrôle ouvrier par les Comités d'usines.
- Liberté d'organisation syndicale.
- Pour les chômeurs, relèvement des allocations — aux dépens des budgets de l'armée et de la police. — Exonération des loyers. — Gratuité des transports.
- Pour les femmes, les jeunes, les immigrés, à travail égal salaire égal.
- Jeunes et femmes vont connaître, par le fait de la mobilisation pour la guerre impérialiste, une surexploitation dans les entreprises. Le P.S.O.P. attache une importance toute particulière à l'organisation de ces couches qui joueront un rôle de premier plan dans la lutte contre le régime capitaliste.
- Pour les agricoles, extension des lois sociales et leur application intégrale.
- Retraite des vieux applicable immédiatement.
- Pour les paysans travailleurs : extension et démocratisation du crédit agricole, suppression des saisies, aménagement de certaines dettes et suppression de certaines autres résultant de l'usure, gestion directe de leurs organisations professionnelles et de leurs offices.
- Restriction de la rente foncière par un statut de métayage et de fermage discuté par les paysans eux-mêmes.

- Pour les soldats, diminution du temps de service, amélioration de l'ordinaire, augmentation du prêt, suppression du rabiot, droit à l'organisation et à l'exercice de leurs libertés politiques, suppression de la justice militaire.
- Pour les colonies : abolition du code de l'indigénat.

La préparation intensive à la guerre et la guerre font porter aux jeunes travailleurs une part énorme du poids qui pèse sur la classe ouvrière.

Dans les usines, ils subissent la surexploitation éhontée des patrons avant de subir celle de l'état-major dans les casernes. Pendant la guerre, ils fourniront la plus grande partie du matériel humain et subiront les plus lourdes pertes.

A travers ces épreuves ils se tremperont, se formeront. Ils aspireront d'autant plus à la libération que le régime leur aura porté les coups les plus rudes. A l'arrière comme au front, ils se porteront à la pointe des combats contre la bourgeoisie. Ils y apporteront toute leur énergie, tout leur enthousiasme et toute leur fraîcheur non encore salie et déçue par les traîtres.

C'est pourquoi le P.S.O.P. attache la plus grande importance à la défense des revendications des jeunes travailleurs par ses J.S.O.P. et à leur organisation.

Face aux réformistes et aux stalinien qui livrent la jeunesse travailleuse dans les bras de la bourgeoisie et de ses valets galonnés, le P.S.O.P. répond à la préparation à la guerre impérialiste par la mobilisation révolutionnaire de la jeunesse travailleuse sur les mots d'ordre :

Formez vos comités de jeunes contre la guerre !

A travail égal, salaire égal.

A bas les deux ans !

Retour au service d'un an.

Augmentation du prêt.

Droits politiques aux jeunes, même encasernés, à partir de 18 ans.

A bas les périodes de réserves !

Formez vos comités de réservistes !

Un programme plus détaillé sera établi après consultation générale des sections et des travailleurs et l'élaboration de cahiers locaux.

CONTRE LE BASTION ETATIQUE (2^e phase)

La poussée ouvrière et paysanne doit reprendre contre l'appareil d'Etat et son arsenal de lois. Le P.S.O.P. préconise les directives suivantes :

- Généralisation immédiate d'un mouvement populaire de comités ouvriers et paysans, élus démocratiquement par assemblées populaires de village et d'usine, révocables par elles et fédérant leur action pour les revendications et l'organisation économique-politique (ces comités peuvent, eu égard à leur rôle ultérieur, se constituer sous le titre significatif de comités pour la création populaire des Conseils ouvriers et paysans).

- L'organisation de l'auto-défense et de l'armement prolétarien (milices ouvrières), premier pas vers l'abolition de l'armée bourgeoise et son remplacement par l'armement général du prolétariat.

- Le contrôle ouvrier et paysan sur les entreprises et les centres de répartition.

- Une campagne populaire pour le retour au service d'un an, l'abrogation des décrets-lois, la reprise des grands travaux sous le contrôle des collectivités locales.

La réalisation d'un tel mouvement de masses animées par le P.S.O.P. permettrait aux travailleurs la constitution de jurys prolétariens contre la calomnie et la désagrégation, pour la salubrité du mouvement ouvrier et paysan et la solidarité effective contre la répression, sous toutes ses formes.

- La formation des cadres techniques capables d'assurer le fonctionnement des communes ouvrières et paysannes et les problèmes de la production et de la consommation, sur le plan intérieur et européen.

- Une campagne pour la réduction des budgets de guerre et la révision de la dette publique, pour l'allègement progressif des charges fiscales.

»

EXERCICE DE DOUBLE POUVOIR (3^e phase)

Le P.S.O.P. luttera au sein des masses ouvrières et paysannes pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, dans lequel les comités populaires élus prendront leur plein développement, jusqu'à devenir les centres populaires d'élaboration politique, de discussion, d'étude et de décision, puis d'exécution et de contrôle.

Sous la poussée et la fusion des masses populaires organisées en comités agissants, le gouvernement ouvrier et paysan sera amené à prendre les mesures suivantes :

- Expropriation des 200 familles, sans indemnité.

- Nationalisation des monopoles de fait, des industries-clés et des banques.

- Régime social d'assurance, de soins médicaux, d'aménagement scolaire, de fiscalité.

- Réalisation d'un statut social de la paysannerie et d'un régime agraire, pour lequel un chapitre spécial de ce programme sera réservé.

- Monopole du commerce extérieur.

- Désarmement de la police et de l'armée bourgeoise et instauration d'un système populaire défensif des conquêtes révolutionnaires ouvrières et paysannes.

— Alliance étroite et appui aux minorités nationales, libération des peuples coloniaux, soutien des mouvements révolutionnaires des pays voisins.

•

A l'ultime degré de son développement, le pouvoir des ouvriers et des paysans s'est affermi en même temps que celui de la bourgeoisie et son appareil d'Etat s'effondrait. Le prolétariat et les paysans pauvres auront eu à vaincre les tentatives contre-révolutionnaires de leurs exploités de toujours. L'heure sera venue de la République française des Soviets ouvriers et paysans, dont le but est la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Un tel programme n'est pas un rêve utopique. Il est l'unique voie dans laquelle les masses travailleuses peuvent et doivent s'engager pour échapper au talon de fer qui leur martèle le visage et disperser les spectres de la faim, du fascisme et de la guerre. Tout est possible si les masses comprennent que l'expérience de 1936 doit être reprise sur une ligne révolutionnaire ci-dessus définie, si le P.S.O.P. agit en parti révolutionnaire et les guide sur cette voie de combat.

Le P.S.O.P. ne se fait aucune illusion sur les périls de la situation actuelle. Il sait que les événements peuvent aller vite ; il sait que les puissances de guerre et de fascisme, renforcées par les années de Front populaire, peuvent encore infliger aux travailleurs de sanglants sacrifices et les réduire à des conditions illégales d'existence. Mais, dans les pires adversités, tout reste possible avec la volonté et l'organisation révolutionnaire, avec l'aide des ouvriers et des paysans, avec la solidarité internationale.

Le P.S.O.P. se développe et se forge en parti révolutionnaire. Ni les sacrifices, ni les tâches n'effraient ses militants. Ouvriers et paysans de France et de tous les pays, pour la Révolution socialiste, UNISSEZ-VOUS !

AVEC LE P.S.O.P., BRISEZ VOS CHAINES !

Deux lettres sur les travaux d'une Commission d'Enquête

Quand les camarades qui constituaient le Parti Communiste Internationaliste décidèrent d'entrer dans le P.S.O.P., ils n'ignoraient pas que des adversaires invoqueraient les calomnies pour s'opposer plus ou moins franchement à l'adhésion de quelques-uns d'entre eux. Ils se trouvèrent devant la décision d'un Conseil national du P.S.O.P. (mi-décembre 1938) désignant une Commission d'enquête. Les cas de trois camarades furent soulevés : ceux de Trocello, de E. Molinier et de P. Frank. Au cours des mois qui venaient de s'écouler, la Commission a écarté le « cas Trocello »... parce que ce camarade est mort, comme si la dignité ou l'indignité au point de vue révolutionnaire était réglée par un décès. Quant aux travaux de la Commission, nous publions, en ce qui les concerne, deux lettres adressées par Molinier et Frank, l'une à cette Commission d'enquête, l'autre à la C.A.P. Elles informeront amplement les camarades.

A LA COMMISSION D'ENQUETE

Camarades,

C'est vers le 15 décembre que vous avez été chargés, par le Conseil National du P.S.O.P., d'examiner les accusations qui pouvaient être formulées contre nous.

Nous avons été entendus une fois sur les déclarations faites verbalement par X... (membre du P.O.I. ; les accusations devaient être tournées par écrit). Autant que nous le savons, le texte remis par X... ne contient pas toutes les accusations

formulées verbalement, et notamment certaines particulièrement odieuses.

Une autre déposition contre nous a été faite par Rosmer qui s'est refusé à être entendu contradictoirement avec nous.

Au bout de trois mois et demi, nous croyons qu'il s'est écoulé un temps suffisamment long pour nous autoriser à faire les remarques suivantes :

— Nous ne savons nullement où en sont les choses après quinze semaines. La commission n'a pris aucun procès-verbal des dépositions faites verbalement. Les accusateurs n'ont pas formulé

leurs griefs devant nous. Un membre du P.S.O.P., dont vous n'avez pas relevé le nom à, un jour, au hasard de sa présence au siège, apporté des accusations sur lesquelles des précisions seraient indispensables.

Nous n'avons eu aucune pièce à notre disposition pour savoir quels sont les faits précis sur lesquels la Commission aurait des explications à nous demander.

Nous avons, au cours des années passées, participé à des commissions d'enquête dans les organisations ouvrières; jamais nous n'avons vu procéder de cette manière.

Nous avons dit devant le bureau du P.S.O.P. la veille du Conseil national qui vous désigna: nous sommes les premiers désireux de pouvoir nous expliquer contradictoirement avec ceux qui nous calomniaient; nous ne craignons rien d'une commission d'enquête qui pourra examiner toute notre activité du point de vue de la morale révolutionnaire. Nous réaffirmons aujourd'hui cette déclaration.

Mais nous ne pouvons pas ne pas ajouter aux observations ci-dessus qu'au lendemain même du congrès des J.S.O.P. de la Seine, où a triomphé une tendance animée par des camarades ayant été solidaires de nous dans le groupe bolchevik-léniniste et dans le P.C.I., des membres du bureau du P.S.O.P. ont demandé la suspension de la « Jeune Garde » dont la parution pourrait être ou serait assurée par « l'argent de Molinier ». De là à ce que, avec le temps ou la distance, on en vienne à expliquer le vote du congrès des J.S.O.P. de la Seine par « l'argent de Molinier », il y a un chemin que certains parcourront très facilement.

Nous ne sommes pas décidés à permettre que l'on puisse se servir de la Commission d'enquête à des fins politiques.

C'est pourquoi nous avons tenu à vous adresser notre protestation contre la procédure anormale suivie jusqu'à ce jour.

Le 30 mars 1939.

A LA C.A.P. DU P.S.O.P., PARIS :

Camarades,

Au mois de novembre 1938, une délégation du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE a été reçue par le Secrétariat de la C.A.P., afin d'avertir ce dernier de la décision de notre organisation de se dissoudre par l'adhésion individuelle de ses membres dans le P.S.O.P.

Cette question ne vous était pas à l'époque étrangère et notre décision vous avait déjà été communiquée dans des conversations antérieures. Vous avez déclaré que vous n'y voyiez aucun obstacle, au contraire, mais que le cas de quelques camarades serait probablement soumis à la Commission d'enquête. A la suite du Conseil national de novembre, nous avons appris que seulement

Frank, Molinier et Trocello étaient déférés devant une Commission d'enquête.

Depuis, nous avons été reçus, le 30 janvier 1939, par la Commission d'enquête, qui nous a verbalement exposé les accusations verbales qui lui avaient été formulées par un responsable du P.O.I. Les griefs verbaux étaient les suivants :

- a) corruption financière, escroqueries ;
- b) extorsion d'un testament à Léon Sedoff, agonisant.

Depuis cette date, nous avons fourni une documentation politique, attendant d'avoir l'acte écrit d'accusations, pour répondre avec plus de précision et citer nos témoignages.

Cette première réunion avait été considérée comme préparatoire, sans procès-verbal, sans le minimum de précisions et d'ordre indispensable à un tel sujet. Depuis cette date, nous n'avons jamais été convoqués. Nous avons appris que des militants l'étaient; nous avons sollicité des confrontations, que nous n'avons pas obtenues, et enfin, nous avons remis une lettre à la Commission d'enquête sur le caractère étrange de sa procédure.

Nous avons été stupéfaits de la façon dont deux de ses membres ont accueilli ce jour-là notre demande, qui est pourtant fort justifiée (car la Commission s'est réduite à deux membres, en même temps qu'aucun procès-verbal écrit des dispositions n'est pris). Que demandions-nous? Strictement le droit de connaître l'accusation et, en fonction de cette accusation, de solliciter que soient entendus des témoins qui, sur des points précis de l'accusation, pourraient répondre. On nous a répondu par une fin de non-recevoir, dans des termes de très grande brutalité; entre autres: « Nous ferons comme bon nous semble. Nous choisirons notre procédure. Nous retiendrons ce que nous voulons des dépositions. Vous le saurez quand nous vous communiquerons notre décision. Que cela vous plaise ou non, c'est la même chose! ».

La Commission affirme être souveraine. Nous ne savons pas ce que cela signifie et nous ne pensons pas qu'une formation qui a son origine dans l'omnipotence d'une commission de contrôle incontrôlée acceptera que des militants (se tenant volontairement à l'écart d'une activité militante, afin d'éviter des incidents inutiles), qui réclament que justice leur soit rendue, ne puissent connaître l'accusation, ni les témoignages à charge ou à décharge, c'est-à-dire ne puissent en rien intervenir dans la procédure de commission d'enquête.

Nous savons que notre activité depuis plus de quinze années dans le mouvement ouvrier nous vaut bien des inimitiés et bien des haines, mais nous pensons qu'elle nous donne droit à une procédure normale et non à une caricature de la justice prolétarienne.

Recevez, Camarades, nos saluts révolutionnaires.

Le 18 avril 1939.

que se passa-t-il chez les B.-L. d'Espagne ?

L'article ci-dessous a été écrit par un camarade espagnol. Le sujet de cet article doit attirer l'attention des B.L., non seulement espagnols et français, mais de tous les pays.

Nous continuerons la publication d'une série de documents sur ce sujet, dans le seul but de servir à la clarification des grands problèmes (questions de la formation et éducation des cadres, régime sain et démocratique dans les rangs B.L. ; construction des nouveaux partis et de la IV^e Internationale), à la lumière de l'expérience tragique de la guerre civile d'Espagne.

Il est inutile de dire que les affirmations contenues dans cet article, à propos de l'activité néfaste des B.L. officiels en Espagne, ont déjà été faites, à l'époque, par « Le Soviet », particulièrement contre le travail infâme du provocateur Zannon et de l'agent officiel du Guépéou : le capitaine Narvitch.

Ce dernier a été, en fait, l'instigateur de la scission des B.L. en Espagne et a subventionné toute l'activité de la soi-disant section espagnole de la IV^e Internationale.

L'assassinat de Wolff et de Moulin, partisans de l'unité des B.L. sur la base des propositions du « Soviet », ne constitue pas un fait isolé, mais fait partie de toute l'œuvre infernale du Guépéou, qui a pu s'introduire chez les B.L. par suite d'un faux système d'organisation, défendu encore actuellement par les divers Naville et B.L. du même genre qui se trouvent dans le S.I.

Le camarade Marcus est un militant de l'ex-Gauche communiste et du P.O.U.M., qui a participé à toutes les luttes de la guerre civile, au front et à l'arrière. Ce camarade a connu de près toute l'activité néfaste de la soi-disant section espagnole de la IV^e Internationale. Son activité lui a valu d'être persécuté par les opportunistes et d'être menacé de mort par le Guépéou, dans les prisons de la République démocratique du gouvernement Negrin.

**

Encore une fois, nous demandons aux B.L. officiels de France et d'Espagne, au S.I. une confrontation et une discussion sur ces problèmes, afin d'éviter d'autres provocations du Guépéou et de garantir les militants contre la provocation policière.

La défense des organisations ouvrières contre les provocateurs ne peut être réalisée qu'en observant les règles prolétariennes : discussion honnête et respect de la démocratie prolétarienne dans les rangs de l'avant-garde.

Ni la calomnie, ni le refus d'une discussion honnête et de confrontation avec les adversaires, dans les rangs prolétariens, ou autres méthodes de l'ultimatisme du P.O.I. et du S.I. ne pourront remplacer les principes fondamentaux de la morale révolutionnaire, qui, sans ces règles de démocratie et de discussion honnête, ne peut servir qu'à sa déformation en instrument des ennemis de classe dans les rangs prolétariens.

Un tel système sera toujours impuissant et impropre à la défense des organisations révolutionnaires et à un programme de classe. Telle est l'expérience des B.L. dans la guerre civile d'Espagne.

ROLAND.

A PRES les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, sa dégénérescence, commencée avec la politique et la tactique de la « troisième période » de l'ultra-gauchisme, du social-fascisme et d'anarcho-fascisme, et accompagnée de l'étranglement de la révolution chinoise, de la défaite du prolétariat allemand, de la victoire du fascisme sans combat, atteint son point culminant avec le tournant à 180 % de l'ultra-gauchisme à la capitulation et à la collaboration de classes ; avec la politique nationaliste de l'U.R.S.S. et la soumission des sec-

tions de l'I.C. à cette politique ; avec l'abandon de la lutte pour impulser la révolution mondiale ; l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. ; la politique de Front populaire et d'union sacrée, et, enfin, l'abandon de tout principe du marxisme révolutionnaire et du bolchevisme-léninisme.

Ce point culminant de dégénérescence de l'I.C. démontre l'impossibilité de la régénérer et indique la mission de ceux qui sont demeurés fidèles au marxisme et au bolchevisme. De là, la nécessité de lutter pour la construction des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale, qui relève

le drapeau de la révolution prolétarienne, trahie par les partis de la II^e et III^e Internationales. En se basant sur les expériences de la révolution russe, chinoise et allemande, c'est-à-dire lutter pour la création des partis révolutionnaires sous le drapeau de la IV^e Internationale, héritière légitime du marxisme et du bolchevisme et des expériences du prolétariat mondial.

La Section espagnole de la III^e Internationale, le P.C., à travers ses bonzes, s'adapta à tout moment à la politique de dégénérescence, suivant mot à mot toutes les consignes de Moscou, empêchant tout acte de protestation ou de discussion de la ligne politique, expulsant les non-conformistes d'une façon antidémocratique, transformant le P.C.E. en simple agence de la bureaucratie stalinienne.

C'est ainsi que le 14 avril 1931 — jour de la proclamation de la II^e République — le P.C. lança le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », tandis qu'il n'avait rien fait pour que les travailleurs comprennent la nécessité de construire ceux-ci d'abord, afin de prendre le pouvoir ensuite.

De la même façon, se déroule toute la politique d'ultra-gauchisme, du social-fascisme et d'anarcho-fascisme, de front unique par la base, avec son incompréhension de l'Alliance ouvrière, son manque d'expérience du processus historique mondial, de la révolution espagnole et de l'insurrection d'octobre 1934.

Le tournant de l'ultra-gauchisme à la collaboration de classes fut aussi adopté en Espagne. Le Parti Communiste fut le plus grand propulseur du Front populaire, se convertissant par la suite, dans la révolution, en chien de garde de la contre-révolution et de la sauvegarde de la propriété privée.

L'insurrection d'octobre 1934 fit sentir plus durement l'absence du Parti révolutionnaire, capable de mener les travailleurs à la victoire dans les batailles successives.

La totale dégénérescence du P.C., avec le tournant à la collaboration de classes, démontra que celui-ci ne pouvait plus arborer désormais le drapeau de la révolution socialiste.

Dans le cours de dégénérescence du P.C.E. se développèrent trois tendances d'opposition communiste :

1^o La Fédération Catalano-Baléare, séparée du P.C., mouvement petit-bourgeois nationaliste-réformiste, dirigé, entre autres, par J. Arquér.

2^o Le Bloc Ouvrier et Paysan, mouvement confusionniste, naviguant entre le marxisme révolutionnaire et le réformisme, et dirigé par J. Maurin ; la F.C.B. et le B.O.P. se fusionnèrent, formant le Bloc ouvrier et paysan de la Fédération Communiste Ibérique.

Avec la fusion, la confusion programmatique du nouveau parti augmenta. Ses mots d'ordre de « Généralité rouge », « République catalane », etc..., sont le prototype de toute son activité politique. En 1934, ce parti fait partie de l'Alliance Ouvrière. Après le mouvement insurrectionnel d'octobre 1934, il se livre à une démagogie révolutionnaire, parlant de la prise du pouvoir par l'insurrection, de

dictature du prolétariat, etc..., sans modifier son caractère opportuniste.

En 1935, il convoque une conférence d'unification marxiste, arrivant à un accord avec la Gauche communiste et formant le P.O.U.M.

3^o La Gauche communiste, numériquement faible, mais représentant un mouvement solide basé sur l'expérience bolchevik-léniniste, fidèle représentant légitime du marxisme révolutionnaire.

Après la faillite de la III^e Internationale et du P.C.E., devant l'impossibilité de régénérescence de celui-ci, se pose la nécessité, manifestée en particulier pendant l'insurrection d'octobre 1934, de méthodes tactiques et stratégiques à employer par la Gauche communiste, pour la création du Parti de la révolution espagnole. Sans Parti révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution victorieuse.

La Gauche communiste, jusqu'alors fidèle représentante du marxisme révolutionnaire, tomba dans le plus bas opportunisme, ne comprenant pas les méthodes tactiques et stratégiques pour créer le Parti révolutionnaire capable de conduire les travailleurs espagnols à la victoire. Ceci la conduisit à abandonner des positions fondamentales du bolchevisme-léninisme devant le centrisme du B.O.P.

Les Jeunesses Socialistes, qui, à la suite de l'expérience du « bienio » (deux ans) républicain-socialiste dans le pouvoir bourgeois et de l'insurrection d'octobre, lançaient des mots d'ordre de bolchevisation du Parti socialiste, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, de IV^e Internationale, représentaient un terrain formidable de travail pour la Gauche communiste, en vue de la formation du Parti révolutionnaire. Il fallait empêcher que le stalinisme s'emparât par la suite des J.S. et désarmât par sa démagogie l'aile gauche du P.S.

La première tâche consistait à lutter pour la construction du Parti révolutionnaire, sans abandon de principes. Dans les Jeunesses Socialistes, un travail pouvait être réalisé, qui en aurait entraîné une grande partie vers notre programme bolchevik-léniniste. Ceci ne fut pas compris par la G.C. et il lui fut beaucoup plus commode d'accourir à la Conférence d'unification marxiste du B.O.P. d'accepter un programme minimum et de s'unifier avec les centristes du Bloc ouvrier et paysan, sans une ample discussion à la base des organisations respectives.

L'unification fut uniquement bureaucratique et le P.O.U.M. fut créé. En oubliant cette considération, les militants révolutionnaires furent entraînés et absorbés par le courant centriste.

Ainsi capitulèrent les dirigeants les plus capables de la Gauche communiste, courbant l'échine devant l'opportunisme déchaîné, pendant toute l'activité du P.O.U.M.

Avec la formation du P.O.U.M., les représentants du bolchevisme-léninisme en Espagne disparurent. Le S.I. pour la IV^e rompit toute relation avec les militants de l'ex-Gauche communiste, contribuant à augmenter encore plus la confusion, semant le désarroi chez les militants qui auraient pu reconnaître l'erreur commise par l'unification et par l'abandon du travail au sein des Jeunesses Socialistes. Ils auraient pu s'orienter de nouveau

dans la voie du marxisme révolutionnaire par leur travail dans le P.O.U.M. pour se différencier d'avec le centrisme et attirer les militants vers les positions du bolchevisme-léninisme et de même travailler dans les Jeunesses Socialistes pour le regroupement révolutionnaire, en vue de former le Parti révolutionnaire sur la plate-forme de la IV^e Internationale.

Dans ce confusionnisme sans clarification, la Jeunesse Socialiste s'unifia avec la Jeunesse Stalinienne, qui monopolisa la direction et l'adapta aux exigences de la bureaucratie de Moscou.

Les militants révolutionnaires du P.O.U.M. se trouvèrent dans la même situation confusionniste et ne réagirent pas devant les claudications de la direction, n'entreprirent aucun travail de délimitation et de clarification. Dans cette situation, on arriva au 19 juillet 1936, début de la guerre civile, sans existence d'un groupe bolchevik-léniniste capable de recommencer à lutter pour la construction du Parti de la révolution.

Sans ce parti, la victoire de la révolution est impossible, malgré les nombreuses conditions révolutionnaires objectives, si les subjectives n'existent pas, c'est-à-dire s'il manque un parti ayant un programme clair et une expérience, et possédant des cadres capables de pénétrer dans les masses travailleuses.

Au début de la phase armée de la lutte de classes, des camarades B.L. de différentes nationalités vinrent lutter aux côtés des travailleurs espagnols. Deux groupes se créèrent : « Le Soviet », qui édita un bulletin portant ce nom et proposa l'unification au groupe officiel pour la réalisation d'un travail pratique et pour lutter pour la construction du parti en Espagne, insistant que ce travail devait être entrepris au sein du P.O.U.M., où il fallait entrer sans conditions, et lutter à l'intérieur contre le centrisme, pour rallier, au programme B.L. de la IV^e Internationale, les militants révolutionnaires du P.O.U.M. et de la J.C.I.

Ce travail était capital pour le processus de formation du Parti révolutionnaire, parce que le P.O.U.M. représentait un obstacle, empêchant le développement révolutionnaire du nouveau Parti. Le groupe officiel ne comprit pas l'importance de ce problème, différant l'unification avec le groupe « Le Soviet » et le commencement d'un travail sérieux pour la formation du Parti. Ceci démontre qu'il n'est pas suffisant d'être doté d'une juste politique marxiste — question principale — mais qu'il faut aussi comprendre la tactique et la stratégie pour réaliser cette politique juste.

Lorsque la direction du P.O.U.M. réagit contre les quelques B.L. et leur interdit l'entrée des locaux du Parti, le groupe officiel « La Voz Leninista » tomba dans l'infantilisme, proposant l'entrée, en tant que fraction indépendante, avec son propre journal, etc... ce qu'un parti comme le P.O.U.M. ne pouvait accepter, étant donné sa conception centrisme et sa réaction contre les B.L. à ce moment.

Ainsi se dévoila toute l'incapacité tactique du groupe officiel « La Voz Leninista » pendant toute la période de son activité, se démontrant incapable de toucher les militants révolutionnaires pour leur regroupement et arriver à la formation du Parti bolchevik en Espagne.

La création d'un Parti révolutionnaire est encore plus difficile, si l'on ignore la tactique et la stratégie révolutionnaire. L'ignorance absolue, sur ces problèmes, du groupe officiel, voulant créer des bolcheviks-léninistes à tout prix, conduisit celui-ci à commettre des erreurs que les B.L. du monde entier ont chèrement payées. Un B.L. ne peut pas être celui qui arrive aujourd'hui au mouvement ouvrier, sur le passé duquel on ne connaît rien ; un B.L. ne peut être qu'un ancien militant révolutionnaire, donnant des garanties sur son passé et sa moralité personnelle, afin qu'il ne puisse s'agir d'un agent extérieur dans notre camp révolutionnaire.

Le groupe officiel « La Voz Leninista » a admis comme B.L. des éléments tels que Zanon, qui le jour avant était encore fasciste, au service de l'O.V.R.A. et qui, uniquement pour sauver sa vie, s'affilia aux organisations révolutionnaires pour servir ensuite d'agent provocateur de la police, dans le procès contre les B.L. en Espagne. Mais ceci n'est pas tout. Pendant qu'on soulevait des questions personnelles à propos de l'unification avec le groupe « Le Soviet », des agents du Guépéou pénétraient dans la section B.L. espagnole. Les agents du Guépéou ont manipulé à leur gré la section espagnole. Avec leur argent fut publiée « La Voz Leninista », tandis qu'ils assassinaient Wolf et Moulin, et préparaient, à la fin du travail de provocation, l'assassinat de ceux qui, inconsciemment, permettaient leur jeu.

Les grands coupables inconscients de la persécution et de la détention des B.L. en Espagne furent précisément les militants de la section espagnole, qui jouèrent avec leur propre vie et celle de leurs camarades. Ces méthodes ne peuvent continuer à être employées, si on veut construire la IV^e Internationale.

La révolution espagnole a démontré, dans tout son cours, l'absence du Parti révolutionnaire. La défaite de la classe ouvrière espagnole est due à la trahison des Partis socialiste et communiste, de l'anarcho-syndicalisme et à la capitulation du P.O.U.M.

Seulement, il ne suffit pas d'un parti possédant un programme juste marxiste-révolutionnaire sous le drapeau de la IV^e Internationale, doté d'une stratégie et d'une tactique admirables, il faut aussi sélectionner les composants de ce Parti, empêcher que les agents provocateurs de la police et du Guépéou puissent pénétrer dans nos rangs.

Dans tout parti révolutionnaire doit exister une commission de contrôle, et la démocratie la plus absolue pour la discussion et l'élection de la direction. La direction et la représentation du bolchevisme-léninisme et de la IV^e Internationale ne peuvent être assumées que par des éléments conscients et possédant une expérience révolutionnaire.

Tels sont les enseignements de la révolution espagnole, pour tous les B.L. du monde : la tactique et la stratégie, les méthodes et l'activité révolutionnaire contre la provocation de la police et du Guépéou, dans le but de la construction des partis révolutionnaires dans le monde entier. Et, surtout, ne jamais abaisser le drapeau de la IV^e Internationale.

MARCUS.

LES REVUES

Clé

Au sommaire du numéro 2 de cette revue, éditée par la Fédération Internationale de l'Art révolutionnaire indépendant, figure un article de Trotsky : « Pour la liberté de l'Art », dont nous détachons les lignes suivantes :

« La lutte pour les idées de la révolution dans l'art doit commencer une nouvelle fois par la lutte pour la vérité artistique, non dans le sens de telle ou telle école, mais dans le sens de la fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur. Sans cela, il n'y a pas d'art. « Tu ne mentiras point », voilà la formule du salut. »

C'est Trotsky qui nous apprend autrefois qu'on ne peut servir la cause de la révolution prolétarienne si l'on cesse de servir la vérité. Pour notre part, nous entendons rester fidèle à cette leçon, même lorsque, pour les besoins de sa lutte fractionnelle, celui dont nous la tenons serait tenté de l'oublier. N'est-ce pas le même homme qui écrit aujourd'hui que « la fin justifie les moyens » ? Sans doute, tant qu'on reste décidé à ne considérer de telles formules comme pleinement valables que lorsqu'il s'agit de déterminer l'attitude à observer à l'égard de l'ennemi de classe. Mais, hélas !...

Dans le même numéro, un article intelligent de Henri Pastoureaux sur les pages de Lénine : « Cahiers sur la dialectique de Hegel », récemment publiés par la N.R.F. Après avoir justement souligné l'erreur trop fréquemment répandue de ceux qui opposent une dialectique marxiste à une dialectique hégélienne, l'auteur met les révolutionnaires en garde contre le peu d'intérêt témoigné par eux, depuis la disparition de Marx, à la dialectique « algèbre de la Révolution », disait Herzen.

✱

La Nouvelle Revue Française

Dans le numéro d'Avril, on trouve d'intéressants souvenirs d'Elsa Triolet sur Maïakovski, le plus grand poète soviétique, qui se suicidait en 1930.

Dans le même numéro, le pro-stalinien Benda écrit :

« En 1918, vous pouviez, Français et Anglais, organiser la paix. Parce que vous aviez, en 1914, accepté de tenir tête à ceux qui entendaient la troubler. Conclusion, que je livre aux pacifistes : Si vous voulez organiser la paix, il vous faudra peut-être commencer par ne pas la sauver. »

Bien entendu, ce Benda n'est pas mobilisable. C'est un vieux beau qui écrivait dans le numéro de Mars de la N.R.F. :

« Comme je suis un affreux bourgeois et me plais mieux dans un salon de première qu'avec des hommes en salopette et parmi des bielles couvertes d'huile, je dis, en remontant, à ma voisine, jeune créature de luxe, douée de tous les charmes de cet état : « Allons vers un monde plus civilisé ». »

C'est le même Benda qui collabore à toutes les revues stalinienne, en compagnie de M. de Mon-

therlant. Kerillis, Buré, Montherlant, Benda... On n'a que les alliés qu'on mérite !

✱

Le Croquant

Une entreprise stalinienne qui n'ose pas dire son nom. Ce journal mensuel, organe d'hypothétiques « Pionniers de la Culture », a pour but le noyautage des Commissions de jeunes du Syndicat National des Instituteurs et n'a même pas le mérite d'être bien fait.

Le niveau est légèrement en-dessous de celui du « Petit Echo de la Mode » et de « La Veillée des Chaumières », et l'on comprend qu'il n'intéresse qu'un nombre assez restreint de jeunes de l'enseignement. « Le Croquant » ne publie guère autre chose que les habituelles pauvretes que les staliens destinent à la jeunesse :

« Aimez, l'amour c'est le talisman qui ouvre toutes grandes les portes du bonheur... Rien n'égale en bonheur le sentiment de deux êtres jeunes qui mêlent leur haleine au-dessus d'un berceau. »

(Numéro de Janvier 1938.)

Mais, dans son numéro de Janvier 1939, « Le Croquant » a publié, sous le titre : « La vie des jeunes Européens aux colonies », un soi-disant reportage qui aurait sa place dans « Le Figaro » ou dans « Le Matin ». Après une énumération des avantages du célibat, qui, à la colonie, permet d'obtenir des « succès auprès des jeunes demoiselles (sic) de hauts fonctionnaires ou de gros commerçants » et qui donne la « facilité de se procurer des femmes noires », les auteurs (ils se sont mis deux pour commettre cette ordure !) écrivent, en effet :

« Le boy est donc « roi » dans la maison. Il peut sans crainte se livrer à ses instincts de paresse. Il gaspille tout à loisir les produits qui lui sont confiés. Il ne prend aucune précaution pour conserver en bon état ce qui appartient au patron : linge, vaisselle, meubles, bibelots... Il se soucie peu des dépenses qu'il crée comme à plaisir. Bref, il est le modèle des mauvais serviteurs. »

On croirait lire la prose de quelque douairière aussi indignée du fait qu'un valet de chambre ait attenté à sa « propriété » que du fait qu'il ait dédaigné d'attenter à sa vertu trop défranchie.

Les jeunes de l'Enseignement méritent une autre presse. Qui donc, puisque la place leur est si chichement mesurée dans « L'Ecole Libératrice », prendra l'initiative d'un organe des Commissions de Jeunes qui soit vraiment un organe de combat et de culture prolétarienne et non pas une feuille dans laquelle l'indigence d'esprit le dispute au chauvinisme ?

✱

Combat

« Combat » est une revue fasciste que dirige Thierry-Maulniér, qui avait autrefois fondé « L'Insurgé ».

Dans le numéro de Février, un certain Dominique Bertin écrit les lignes suivantes :

« Aujourd'hui, la France, en face de l'axe totalitaire, est battue sur le plan du nombre ; elle

est battue sur le plan industriel... Mais il y a un terrain sur lequel la France peut agir en rendant toute riposte impossible : c'est celui des mercenaires.

Nous avons, en Afrique, des millions de sujets qui ne nourrissent pas d'autre rêve que d'être honorés par la France d'un uniforme et d'un fusil. »

Ce Bertin nourrit-il d'autre rêve que d'être bientôt honoré d'un solide coup de pied quelque part ?

La Voie de Lénine

Sous ce titre vient de paraître le premier numéro d'une revue éditée par la minorité du P.O.I. qui décida d'entrer dans le P.S.O.P. (Rous-Craipeau).

Nous n'avions pas, jusqu'alors, de textes définissant avec précision leurs positions — exception faite de la déclaration d'entrée dans le P.S.O.P. Force nous est de constater que « La Voie de Lénine » prend des positions dangereuses, qu'il n'est pas possible de justifier par « l'habileté » nécessaire pour militer dans le P.S.O.P.

Aucune « habileté » ne peut justifier une édulcoration complète du programme. Nécessité de la IV^e Internationale, de la formation d'un parti ré-

volutionnaire, délimitation d'avec la ou les politiques de « Juin 36 », critique du P.O.U.M., etc..., rien de tout cela n'est défendu ou formulé par la rédaction de « La Voie de Lénine ».

Voilà ce que nous apporte aujourd'hui le même Rous qui, en 1935, combattant la tactique des Groupes d'Action Révolutionnaire animés par un groupe bolchevik-léniniste), nous demandait, avec un comique non recherché par lui : « Vos passeports ? ».

« Vos passeports ? », cette question, ni le S.I., ni Trotsky la posent à « La Voie de Lénine », cependant qu'on trouve encore quelques membres de l'organisation officielle pour reprocher à « La Commune »... une origine opportuniste ! Au contraire, la pression internationale s'exerce pour faire entrer P.O.I. et J.S.R. dans le P.S.O.P., ce que nous croyons aussi être un pas nécessaire, mais avec quelle orientation de travail ?

« La Voie de Lénine », c'est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Certes, quand il le jugera utile, Trotsky donnera le coup de barre pour remettre « les siens » vraiment sur la voie de Lénine ; mais le manquement bureaucratique d'une organisation apportera encore d'autres surprises que cette « revue marxiste de discussion » (sic) dépourvue d'axe politique.

LES LIVRES

ALEXANDRE BARMINE :

« Vingt ans au service

de l'U. R. S. S. »

(Albin Michel).

Pas plus qu'une histoire de la Révolution d'Octobre, ce livre n'est une histoire de la dégénérescence stalinienne de l'Internationale Communiste. Il s'agit seulement d'un volume de souvenirs, qui, d'ailleurs, n'est pas sans intérêt.

L'auteur, entré au Parti Communiste en 1919, peu après sa sortie de l'école, devint rapidement commissaire politique, puis officier rouge avant d'entrer à l'Académie d'Etat-Major, école supérieure de guerre créée par le gouvernement soviétique. Puis, de 1923 à 1925, il remplit diverses missions diplomatiques dans le Proche-Orient et il appartient ensuite, pendant dix ans, aux cadres du Commissariat du Commerce Extérieur. Successivement directeur général des importations en France et en Italie, agent officiel de l'U.R.S.S. en Belgique, président du Trust central de l'Exportation des produits de l'industrie automobile et d'aviation, il devient, en mars 1937, chargé d'Affaires de l'U.R.S.S. à Athènes et c'est là que, se sentant menacé par le Guépéou, il rompt avec le gouvernement soviétique.

A l'occasion de la campagne de Varsovie, Barmine se compare au soldat de Stendhal, qui avait participé à la bataille de Waterloo sans en comprendre l'importance. On pourrait en dire autant de toute son activité. Pendant ces 19 ans, Barmine, soldat rouge, s'est battu, puis, haut fonctionnaire, a été absorbé par les problèmes techni-

ques que posaient chaque jour à l'U.R.S.S. ses relations commerciales, sans jamais comprendre la signification historique des événements qu'il vivait. Il a vu s'effondrer ses rêves de Révolution en Pologne, en Orient, en Chine, en Allemagne ; il a vu exterminer l'opposition et tuer, les uns après les autres, tous les hommes qu'il avait appris à vénérer, tout le haut personnel diplomatique et militaire, ses anciens chefs et ses anciens camarades, sans voir qu'on s'éloignait chaque jour un peu plus du socialisme. Barmine appartient à cette génération de fonctionnaires qui, trop absorbés par les nécessités de l'action quotidienne, toujours difficile, ont méconnu l'importance des problèmes politiques et qui, même au moment où le doute les envahissait, gardaient leur confiance dans un Parti et un Bureau politique entièrement soumis à Staline.

Sur les conditions de vie des travailleurs soviétiques, les renseignements qu'il fournit viennent s'ajouter aux réquisitoires de Gide, d'Yvon et de Cligla. Les postes importants qu'il a occupés lui ont permis de constater que l'industrialisation et les fameux plans n'aboutissaient à une augmentation de la production qu'au prix de frais généraux énormes, que ne suffit même pas à compenser le niveau extrêmement bas des salaires. La corruption et le favoritisme se sont installés dans les milieux dirigeants de l'U.R.S.S., tandis que croît chaque jour, entre ouvriers des villes et paysans (sur lesquels s'appuie Staline) d'une part, entre les dirigeants et la masse des travailleurs d'autre part, la différence de salaire. L'ouvrier, même qualifié, est obligé de renoncer aux denrées les plus élémentaires, trop coûteuses, tandis que le paysan vend librement pour son propre compte et dicte son prix à l'ouvrier. A l'intérieur d'un

même kolkhoze, la différenciation entre paysans riches et paysans pauvres s'accroît et l'on peut dire qu'en fait, à la campagne, la propriété privée est rétablie.

Telles sont les conclusions de Barmine, qui déclare, par ailleurs, qu'il renonce, pour sa part, à toute activité politique. Son livre eût gagné à donner des événements une analyse plus sérieuse et plus objective, non pas qu'il soit tendancieux, mais parce que la vie et l'évolution d'un homme n'expliquent rien, en dehors des circonstances, auxquelles l'auteur ne s'attache pas assez.

Cependant, tel qu'il est, ce volume constitue sur la vie d'un fonctionnaire soviétique durant les 20 dernières années un document important.

JEAN GIONO :

« Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix »

(Grasset).

Jean Giono est un écrivain qui ne manque pas de talent et qui a su, fort habilement, utiliser ses qualités pour trouver l'audience d'un public fidèle. Mais Giono est un pacifiste dont on a coutume de dire qu'il a quelque influence sur la jeunesse. Souhaitons toutefois qu'il n'en soit rien, car Giono fait profession d'un pacifisme qui conduit tout droit — comme ce fut le cas pour Alexandre et Emery, briseurs de grève le 30 novembre — à l'alliance avec les éléments les plus réactionnaires.

Nous entendons bien que Giono vit parmi les paysans et qu'il croit les connaître. Mais, lorsqu'il prend, au début de sa « Lettre », ce ton faussement familier dont on use volontiers avec les enfants et les simples d'esprit, il n'y a là qu'un artifice littéraire fort éloigné de la véritable simplicité et, lorsqu'il prétend s'adresser aux paysans du monde entier, il convient de le mettre en garde contre cette naïveté des intellectuels, qui s'imaginent trop aisément que les travailleurs sont pendus à leurs lèvres. Pour faire la révolution socialiste, les paysans n'auront pas besoin des conseils de Giono et c'est fort heureux !

Que Giono ne comprenne rien à la production capitaliste et qu'il soit, sur ce sujet, plus ignorant que le dernier de ces ouvriers contre lesquels il essaie de dresser les paysans, rien là que de très naturel. Mais pourquoi vouloir nous apitoyer sur le sort des paysans qui récoltent cinq cents mille kilos de fraises et trois cents mille kilos d'asperges sur des terres qui leur appartiennent ? Ce ne sont point là, en effet, des paysans pauvres, mais bien des riches propriétaires, qui sont les pires ennemis des paysans pauvres.

Cependant, Giono, qui vient de découvrir que la surproduction engendre la misère, tient à nous soumettre, lui aussi, son petit projet de réforme du monde. Les remèdes proposés sont d'une puérilité désarmante : que chacun cultive quelques

champs et il aura ainsi sa nourriture et le bonheur assurés. C'est strictement tout. La guerre sera ainsi, paraît-il, supprimée, car tout ravitaillement deviendra impossible. L'argent ? Il suffit de le supprimer. Les machines, la technique ? Cela nous importe peu, dit en substance Giono, qui ne comprend même pas que, dans le monde qu'il souhaite, il n'y aurait plus de place pour ceux qui écrivent des livres et qui en tirent, chaque année, d'importants revenus.

Tout cela est, bien entendu, ridicule, mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi, à la manière des raticions, l'exhortation à la pauvreté, c'est-à-dire, en réalité, à l'abandon de la lutte de classes et à la résignation. Il y a aussi, à la manière des fascistes, l'attaque traditionnelle contre le syndicat et les organisations ouvrières. Parlant, par exemple, de son père, Giono écrit :

« Il voulait dire merde à son patron (c'est aussi une joie parfois), il disait merde à son patron), et pour le faire, il n'avait besoin ni de syndicat, ni de se réunir avec dix mille autres ouvriers. »

Il y a, à la manière de Dorgères, l'attaque contre les ouvriers :

« On n'a jamais tué que des paysans dans les batailles. Les ouvriers n'ont pas le droit de prendre parti pour ou contre les guerres, car ils ne font pas la guerre. »

Tout cela fait de la « Lettre aux paysans » un livre absolument réactionnaire. Et il est bien impossible que son auteur puisse jamais mener une lutte sérieuse contre la guerre impérialiste. Par contre, il ne serait peut-être pas très surprenant qu'il finisse, comme le firent tous les pacifistes de son espèce, dans la peau d'un larbin du patronat et de l'Etat-Major.

IGNAZIO SILONE :

« Le pain et le vin »

(Grasset)

Un livre d'un émigré italien plein de notations intéressantes sur la vie des paysans pauvres, les « cafoni », en régime fasciste. Partout, la misère, l'espionnage, la délation, la mort.

Un révolutionnaire rempli de doute comme n'importe quel théologien (n'a-t-il pas été élevé chez les curés ?) est rentré clandestinement en Italie pour y mener un travail illégal. Ce sera un échec, mais il ne saurait guère en être autrement d'un travail mené dans de telles conditions.

Silone, qui a du talent, fait vraiment la part trop belle aux « crises de conscience » et aux facteurs psychologiques. Son livre est d'un militant découragé qui n'a plus confiance dans la classe ouvrière et dans l'action de l'organisation révolutionnaire, qui, bien loin d'enchaîner l'individu, est, au contraire, l'instrument de sa libération.

A. G.

Les origines

du nouveau parti révolutionnaire⁽¹⁾

La rupture avec Paz et "Contre le courant"

LE début de 1929, avec l'expulsion de L. Trotsky de Russie, marque une étape décisive dans la voie du regroupement des bolcheviks-léninistes dans le monde. Dans sa lutte, pour l'extermination des bolcheviks-léninistes, Staline fit un faux pas, dont on peut mesurer l'ampleur aux conséquences heureuses qu'eut l'exil de L. Trotsky pour le regroupement des forces bolcheviks-léninistes dans le monde entier. En 1929, Staline n'en était qu'à une phase embryonnaire de la répression qui s'est depuis développée contre les révolutionnaires en U.R.S.S. Staline n'envisagea l'expulsion de L. Trotsky que comme un moyen de décapiter les bolcheviks-léninistes russes, sans en saisir toute la portée pour la reconstitution d'une opposition sérieuse dans les sections de l'Internationale Communiste.

✱

L. Trotsky avait consacré, dans l'Internationale Communiste, une part importante de son activité au P.C. français. De loin en loin, un contact était gardé, en France, avec l'opposition russe ; des personnages se disant accrédités, et dont il semble qu'ils étaient particulièrement accrédités par la fraction dirigeante de l'I.C. afin de désorganiser les rangs oppositionnels, se prétendaient en liaison avec Trotsky et gardaient le contact avec les principaux groupes énumérés dans notre précédent article.

La venue de Trotsky en Europe devait hâter le regroupement des forces actives de ces groupes, ainsi d'ailleurs que la crise, qui les rongeaient respectivement. Nous nous limiterons, dans ce numéro, à la prise de position de L. Trotsky à l'égard d'un des groupes, le plus important à l'époque par ses publications : le groupe de M. Paz — « Contre le courant ».

Dès l'arrivée de L. Trotsky en Turquie, M. Paz s'y rendit pour prendre contact. Les projets ébau-

chés entre L. Trotsky et Paz comprenaient une fusion des groupes existants, par l'édition d'un organe de combat à périodicité fréquente, pouvant jouer un rôle décisif dans le regroupement en France et dans le monde des forces bolcheviks-léninistes. Ce projet, Paz, à l'époque, l'accepta pour mieux l'étrangler, car ce projet mettait en cause la suprématie de Paz et de son groupe, comprenant, entre autres : Roy (l'actuel adjoint de Croizat aux Métaux et collaborateur de « Syndicats »), Lemire (du Cercle « Lutte de Classe des Métaux »).

La volonté de ne pas perdre les paresseuses habitudes acquises, ni leur « rôle dirigeant », orientait toute l'activité de Paz et de son groupe. Paz tint, après son retour, secrets les projets élaborés. C'est pourquoi plusieurs militants — trois en premier lieu, deux autres par la suite — après avoir obtenu de Rosmer un visa politique (d'ailleurs fort réservé), prirent sur eux de rejoindre L. Trotsky, afin de mettre un terme à l'état moribond de l'opposition française.

Ces militants partirent en Turquie, où les avaient devancés des recommandations si chaleureuses que L. Trotsky leur fit subir un certain nombre de petites épreuves avant de prendre nettement contact, ce qui fut fait. Devant l'inertie du groupe Paz, on aboutit à un projet d'hébergement, qui devait être par la suite réalisé : LA VERITE. Le projet mit au comble la fureur du petit cercle fermé où M. Paz faisait germer les éléments de sa plate-forme. Paz-Roy-Lemire, ainsi que Mme Paz, expédièrent à L. Trotsky un factum grandiloquent, d'où il résultait que des intrus troublaient le jeu sûr, mais lent, de M. Paz.

Nous publions la réponse personnelle de L.

(1) Lire dans le numéro 3 de « La Vérité » le premier article de cette rubrique (De 1923 à 1929).

Trotsky à M. Paz. Cette réponse marqua, en réalité, la rupture de L. Trotsky avec *Contre le courant*, dont les positions politiques et d'organisa-

tion contribuaient à l'affaiblissement des rangs oppositionnels en France, ce que nous traiterons par la suite.

Lettre de L. Trotsky à Maurice Paz

Constantinople, le 11 Juillet 1929.

Cher Camarade Paz,

A la lettre collective, que je n'ai pas à caractériser comme il conviendrait dans ma réponse, parce que je suis sûr que je collaborerai avec la majorité de ses signataires — signataires par malentendu — à cette lettre vous ajoutez une lettre privée, qui me donne la possibilité de vous répondre en pleine franchise, pleine liberté et même pleine brutalité.

Vous me nommez le « chef » et, dans cette dénomination, vous puisez pour vous le droit de m'instruire et de me guider. Vous m'indiquez, à chaque occasion, comment un « chef » devrait se comporter, comment il devrait distribuer son temps, à quels travaux il devrait renoncer pour s'occuper d'autres, indiqués par vous. Or, peut-être, me permettez-vous de vous demander à vous si votre temps et vos forces sont distribués conformément à cette grande besogne révolutionnaire dont vous voulez être l'axe ». Parce qu'il ne s'agissait dans votre lettre que de cela : Qui sera l'axe ? Et votre rupture avec l'hebdomadaire, l'opposition que vous lui manifestez, vos accusations contre Gourget et maintenant contre Rosmer tournent autour du même « axe ».

Je ne sais pas si je suis le « chef », et surtout si je suis le chef qui vous convient, à vous. Je crois plutôt que non. Mais, dans mes relations avec les amis comme avec les ennemis, je n'ai pas d'autres considération que celle-ci : la cause révolutionnaire. Les préventions personnelles me sont absolument étrangères. J'ai voulu, je l'ai répété maintes fois, que « Contre le courant » se transforme en hebdomadaire. Vous n'aviez encore, à Constantinople, opposé que la question pécuniaire. Vous m'avez communiqué, c'est-à-dire confirmé, ce que je savais déjà, que les dépenses de « Contre le courant » sont couvertes par des moyens procurés par l'opposition russe, et que, la somme étant près d'être épuisée, la continuation du journal comme hebdomadaire présenterait des difficultés. Cet argument m'a frappé. Je ne pouvais le comprendre. Je me suis dit : « C'est une remarque faite en passant. Il ne faut pas en exagérer l'importance ». Il est exact que j'ai dû accepter votre proposition d'un bi-mensuel, mais il ne s'agissait, pour moi (et pour vous), que d'un régime transitoire, c'est-à-dire pour deux ou trois mois maximum. En réalité, la décision qui fut prise fut celle d'un hebdomadaire avec la perspective d'un quotidien, et c'est même indiqué dans votre carnet. Mais vous ne vous êtes rapproché ni du quotidien, ni de l'hebdomadaire, ni même du bi-mensuel. « Contre le courant » est devenu un recueil de documents russes, plus encore qu'il ne l'était auparavant. On n'apprend absolument rien, par ce journal, sur le mouvement français. Nous avions élaboré d'autres projets encore pour le travail dans les masses. Rien n'a été réalisé. On ne voit pas, dans « Contre le Courant », la moindre trace des efforts faits pour cette fin. Et après que j'ai attendu avec patience quatre mois durant, après avoir répété avec insistance qu'il fallait sortir de la chambre close, et que vous n'avez riposté qu'avec des histoires sur Treint et sur Souvarine, après quatre mois vous me présentez un extrait de votre carnet pour mettre en règle votre documentation. Mais c'est là un procédé de notaire, et non pas de révolutionnaire. Et c'est ici le point décisif. Pour publier nos documents en Russie, nos amis ont donné tout ce qu'ils avaient et sacrifié tout ce que peuvent sacrifier les hommes dévoués à leur cause. A Paris, il ne s'agissait pas de faire tant. Pour faire l'hebdomadaire, il aurait fallu des sacrifices tout à fait secondaires et insignifiants : des sacrifices de temps et des sacrifices pécuniers. On commence, on donne le bon exemple et on exige des autres, parce qu'on a le droit d'exiger au nom de la cause commune. Mais vous avez commencé par la constatation de l'absence de base financière et pais, pour « approfondir » la théorie de l'abstention, vous avez ajouté l'absence de base doctrinale. Tout ce qui a été fait et dit, jusqu'à ce moment, est nul et non opérant. Pour faire quelque chose de « solide », il faut attendre votre brochure. Ah ! c'est tout de même une prétention hors de propos, et vous-même ne vous seriez pas décidé, dans d'autres circonstances, à cet argument inouï, si vous ne vous étiez pas mis vous-même dans une situation précaire, où il faut, coûte que coûte, trouver des apparences d'arguments.

Vous ne trouvez pas d'expressions assez énergiques pour dénigrer les cinq camarades qui ont « puisé l'inspiration à Constantinople ». Cette ironie est déplacée. Sans parler de son mauvais goût. Ces camarades, bien occupés pour gagner leur vie, sont venus, de leur propre initiative et à leurs propres risques, pour m'aider ici, à Constantinople, dans un moment assez difficile. Leur aide m'a été bien précieuse. Tout cela est juste. Mais il y avait autre chose dans cette histoire. Je me suis dit, après les avoir observés de près : Les camarades qui sont capables d'une telle initiative et de tels sacrifices personnels sont des révolutionnaires ou peuvent le devenir, parce que C'EST PAR CELA, camarade Paz, QUE COMMENCENT LES REVOLUTIONNAIRES. Il peut y avoir des révolutionnaires savants et ignorants, intelligents et médiocres. Mais il ne peut y avoir des révolutionnaires sans la volonté qui brise les obstacles, sans dévouement et sans esprit de sacrifice. Or, je ne me suis pas trompé. Ces jeunes cama-

rades ont déclaré qu'ils sont tout à fait prêts à donner leur temps, leurs forces, leurs moyens pour l'hebdomadaire et à mobiliser les autres. Or, ils font ce qu'ils ont promis, et vous sabotez leur travail au lieu de les aider. Et c'est toujours à cause de cette question de « l'axe ».

Mais comment, mais comment vous imaginez-vous le rôle de l'axe d'un hebdomadaire destiné à devenir le quotidien dans un mouvement qui doit avoir des ramifications partout ? Est-ce que vous croyez qu'on peut satisfaire à cette besogne en lui consacrant les débris de temps que laisse une charge d'avocat très occupé ? Est-ce que vous pensez qu'on peut diriger le mouvement, ou même un hebdomadaire lié avec le mouvement, en passant, comme une chose secondaire ? J'ai une autre idée de l'axe révolutionnaire. Je crois que celui-ci, qui dirige un journal ouvrier, et surtout dans une situation pleine de responsabilités comme la nôtre, ne doit être occupé que de ce travail. Cette question me préoccupait beaucoup depuis votre séjour à Constantinople, lorsque j'ai appris pour la première fois, de votre bouche, que vous êtes un avocat très occupé. Mais je me suis dit que, voulant diriger l'hebdomadaire, vous deviez naturellement tirer vous-même les connaissances nécessaires. Et comme je ne vous ai pas attribué cette dénomination du forçat qu'est le « chef », je ne me suis pas permis de vous indiquer quelle doit être la distribution de votre temps entre la révolution et le Palais. Vous savez, je le suppose, que Haase, quand il a voulu devenir un des axes du Parti allemand, a trouvé nécessaire de quitter, à Königsberg, sa pratique d'avocat. Au Congrès d'Iéna, on a beaucoup loué Haase (même Bebel) d'avoir fait le sacrifice de ses 30.000 marks de revenu annuel. Nous autres, Russes — moi, j'assistais à ce Congrès — étions très gênés par ces louanges, qui nous paraissaient tout à fait petit-bourgeoises. J'avais même parlé de cet incident dans un de mes discours, pour caractériser le manque de sentiment révolutionnaire dans le Parti allemand, même chez ses meilleurs représentants, comme Bebel. Et Haase ne se préparait point pour les situations révolutionnaires et pour les tournants brusques.

Je ne m'arrêterai pas ici sur le passé du Parti russe au temps du travail illégal. Celui qui appartenait au mouvement lui appartenait non seulement avec ses moyens matériels, mais avec son corps et son âme. On s'identifiait pleinement avec la cause qu'on servait et c'est par ces procédés d'éducation qu'on a abouti à créer des lutteurs, qui sont devenus les « axes » multiples de la Révolution prolétarienne.

Camarade Paz, je parle ouvertement et même brutalement pour sauver ce qui est encore à sauver. Les procédés adoucis ne sont plus suffisants, c'est-à-dire ne correspondent pas à l'extrême gravité de la situation.

Je ne suis ni fanatique, ni sectaire. Je puis très bien comprendre qu'on sympathise avec la cause communiste sans sortir de son orbite. Une aide pareille peut être précieuse. Mais c'est l'aide d'un sympathisant. J'ai parlé de cela dans ma lettre aux amis américains. Eastman m'a écrit, sans se ménager lui-même, que c'est sa situation à lui. Il se nomme « compagnon de route » et n'aspire, selon sa propre expression, à aucun rôle dirigeant dans le mouvement de l'opposition, et se borne à aider à ce mouvement ; il fait les traductions, il a cédé au « Militant » ses « royalties », etc... Et la raison ? Parce qu'il ne peut se donner tout entier au mouvement. Et il a bien fait.

Il faut que vous compreniez ceci : Celui qui est « l'axe », c'est-à-dire le dirigeant ou l'un des dirigeants du mouvement révolutionnaire, s'attribue le droit d'appeler les ouvriers aux plus grands sacrifices, le sacrifice de la vie y compris. Ce droit implique des devoirs au moins équivalents. Sinon, chaque ouvrier intelligent dira inévitablement : « Si X..., qui m'appelle aux plus grands sacrifices, consacre les 4/5 ou les 2/3 de son temps non à assurer ma victoire, mais à assurer son existence bourgeoise, cela signifie qu'il n'a pas confiance dans l'immanence de la révolution proche », et cet ouvrier aura raison.

Laissez de côté la plate-forme, s'il vous plaît ! Il ne s'agit pas de la plate-forme. Il s'agit de l'activité révolutionnaire en général. Marx a dit, une fois, qu'un seul pas réel du mouvement vaut mieux qu'une dizaine de programmes. Et Marx s'y connaissait tout de même dans les programmes, et même dans les plate-formes, aussi bien que vous et moi !

Et, pour conclure, vos lettres et surtout votre attitude politique me démontrent que le communisme est pour vous plutôt une conception sincère qu'une conviction dominante de la vie. Et même, cette conception est très abstraite. Maintenant, au moment où il faut (il l'aurait fallu depuis longtemps) commencer une action qui engage jusqu'au bout, vous commencez instinctivement à vous y opposer par un double procédé. Quand on vous y invite, vous répondez : « Pas de ressources et pas de forces suffisantes ». Et quand les autres commencent à chercher les ressources et les forces, vous dites : « Si je ne suis pas l'axe, je m'oppose ». C'est inouï ce que vous faites. Même si vous n'avez pas confiance dans l'hebdomadaire, vous devez attendre tranquillement et non pas faire du sabotage. Vous n'avez aucune expérience dans ces choses-là, et vous avancez à l'aveugle vers une nouvelle catastrophe. Demain, vous invoquerez des divergences théoriques, philosophiques, politiques et philologiques pour justifier votre attitude. Pas difficile à comprendre où cela doit aboutir ! Si vous ne voulez pas entrer en ligne, attendez tranquillement, gardez une neutralité bienveillante et ne donnez pas le triste spectacle d'une opposition sans principe et dictée par des raisons exclusivement personnelles.

Avec le plus grand désir de sauver notre amitié politique.

AU JOUR LE JOUR

- 15 **MARS.** — Dislocation de la Tchécoslovaquie. Entrée de l'armée allemande à Prague. Les troupes hongroises pénètrent en Ukraine subcarpathique.
- 16 **MARS.** — Première déclaration de Chamberlain aux Communes, « regrettant amèrement ce qui vient de se passer ». La Slovaquie se place sous le protectorat du Reich. Nombreuses démarques diplomatiques.
A la Chambre, débat sur le « cas Marty », la bourgeoisie exerçant un chantage sur le parti stalinien.
- 17 **MARS.** — Organisation du protectorat en Bohême-Moravie. Londres rappelle son ambassadeur à Berlin.
Discours de Chamberlain à Birmingham : « L'Allemagne regrettera amèrement l'acte que vient de commettre son gouvernement.
Le Conseil des Ministres décide de demander les pleins pouvoirs.
- 18 **MARS.** — La France, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. ne reconnaissent ni la dislocation de la Tchécoslovaquie, ni l'annexion de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie.
Benès rentre en scène par un appel à Roosevelt, Chamberlain, Daladier, Litvinov et à la S.D.N.
La Chambre accorde les pleins pouvoirs à Daladier.
La junte Casado-Besteiro demande à négocier un armistice avec Franco.
- 19 **MARS.** — L'ambassadeur de France quitte Berlin.
Le 18^e Congrès du parti bolchevik se termine.
Rappel de réservistes en Hongrie et en Roumanie.
Le Sénat accorde, à son tour, les pleins pouvoirs.
- 20 **MARS.** — La diplomatie anglaise cherche à organiser une coalition.
Le Conseil des ministres adopte un premier train de décrets-lois.
Ouverture du Congrès de la Fédération des Fonctionnaires. Les « munichois », à la Delmas, commencent à faire un tournant pour se joindre aux « anti-munichois ».
- 21 **MARS.** — Le retour de Memel à l'Allemagne est mis à l'ordre du jour.
Les Etats-Unis refusent de reconnaître la situation en Tchécoslovaquie : une surtaxe de 25 % est établie sur les importations allemandes.
Le Président de la République se rend en Angleterre jusqu'au 26 mars.
Les décrets-lois commencent à caporaliser le pays (maintien des libérables, réquisitions, établissement d'une censure militaire, instauration des 60 heures dans les entreprises travaillant pour la « défense nationale »).
- 22 **MARS.** — Les troupes allemandes entrent à Memel.
- 23 **MARS.** — Le ministre anglais Hudson arrive à Moscou.
Signature d'un accord économique germano-roumain.
- 24 **MARS.** — Pétain présente ses lettres de créance à Franco.
- 25 **MARS.** — En Allemagne, émission de « bons d'impôt ».
La diplomatie anglaise n'aboutit pas à réaliser son premier projet de déclaration commune.
- 26 **MARS.** — Discours de Mussolini, posant comme revendications à l'égard de la France : Tunisie, Djibouti, Canal de Suez.
Offensive fasciste en Andalousie.
- 27 **MARS.** — Nouveau train de décrets-lois renforçant la militarisation du pays.
Le général Miaja abandonne Madrid pour Valence.
- 28 **MARS.** — Reddition de Madrid.
Tension entre l'Allemagne et la Pologne.
La Chambre se prononce pour la proportionnelle...
- 29 **MARS.** — L'Angleterre double son armée territoriale.

Valence est occupée par les troupes de Franco.

Discours de Daladier en réponse à Mussolini : refus de discuter les revendications italiennes.

Le tribunal civil de la Seine condamne, pour l'occupation de l'usine Renault, le 11 avril 1938, le Syndicat parisien des Métaux.

- 30 MARS.** — Le gouvernement britannique décide de garantir les frontières polonaises.
- 31 MARS.** — Déclaration aux Communes de Chamberlain annonçant l'assistance de la Grande-Bretagne et de la France à la Pologne, dans l'éventualité d'une attaque.
Signature d'un accord commercial franco-roumain.
- 1^{er} AVRIL.** — Nouveaux décrets-lois contre les immigrés.
Lancement du cuirassé « Von Tirpitz » ; discours d'Hitler sur l'espace vital.
- 2 AVRIL.** — Elections législatives en Belgique : recul considérable des rexistes, faible recul du P.O.B., renforcement des catholiques et des libéraux, c'est le résultat de la pression de la guerre et de l'union sacrée.
La flotte espagnole internée à Bizerte est remise à Franco.
Pourparlers entre Serbes et Croates.
- 3 AVRIL.** — Arrivée à Londres du président du Conseil polonais Beck.
Nouvelles déclarations de Chamberlain confirmant la politique britannique envers l'Allemagne.
On annonce que des transports de troupes italiennes à Bari et Brindisi sont prêts à appareiller pour l'Albanie.
- 4 AVRIL.** — Mort du roi d'Irak ; assassinat du Consul anglais de Mossoul.
- 5 AVRIL.** — Réélection de Lebrun à la Présidence de la République.
- 6 AVRIL.** — Comité confédéral national de la C.G.T. Il renonce à la grève du 1^{er} mai.
Signature d'un accord anglo-polonais.
Le Japon rejette la protestation du gouvernement français relative aux îles Spratly.
- 7 AVRIL.** — L'Italie s'empare du territoire de l'Albanie.
- 8 AVRIL.** — On annonce l'adhésion de l'Espagne au pacte antikomintern.
L'ambassadeur d'Espagne, Leguerica, remet ses lettres de créance à Lebrun.
- 9 AVRIL.** — Retour brusqué de Chamberlain à Londres, en raison de nouvelles relatives à Corfou.
- 10 AVRIL.** — Multiples démarches de l'ambassadeur britannique auprès du comte Ciano.
Rappel de réservistes en Italie.
Disgrâce de Jegov.
- 11 AVRIL.** — Mesures militaires en Hollande.
Mesures militaires et navales en France et en Angleterre.
La Hongrie et le Pérou quittent la S.D.N.
- 12 AVRIL.** — Décrets-lois relatifs à la mobilisation et à la réquisition des étrangers pour la guerre.
Tension grandissante entre la Pologne et l'Allemagne.
Une « assemblée constituante » offre la couronne d'Albanie à Victor-Emmanuel III.
- 13 AVRIL.** — Déclarations de Chamberlain et de Daladier garantissant la Roumanie et la Grèce.
Mesures militaires en Belgique.
On annonce le départ, pour le 18, de nombreux navires de la flotte de guerre allemande pour l'Espagne.
- 14 AVRIL.** — La Grèce reçoit 50 avions britanniques.
Négociations de l'Angleterre avec l'U.R.S.S. et la Turquie.
- 15 AVRIL.** — Message de Roosevelt à Hitler et à Mussolini.
Entretiens Goering-Mussolini à Rome.
Accumulation de troupes et de navires à Gibraltar.
- 16 AVRIL.** — Salut de Pie XII aux fascistes d'Espagne.

- 17 **AVRIL.** — Convocation du Reichstag pour le 28 avril, pour entendre la réponse d'Hitler à Roosevelt.
 Formation d'un ministère tripartite en Belgique, qui tombera aussitôt en raison du vote d'un Congrès du P.O.B. hostile à la participation.
 Conférence à Lille entre patrons et syndicalistes à la Dumoulin.
- 18 **AVRIL.** — Départ de l'escadre allemande pour l'Espagne.
 Arrivée de Gafenco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie à Berlin, en tournée circulaire en Europe.
 Visite des ministres hongrois à Rome.
 Nouveau cabinet Pierlot en Belgique, sur une base bipartite.
- 19 **AVRIL.** — Création d'un ministère anglais des fournitures de guerre.
- 20 **AVRIL.** — Manifestation militaire à Berlin pour le 50^e anniversaire d'Hitler.
 Discours de Mussolini dénonçant le message de Roosevelt.
 Confirmation de l'accord économique germano-roumain.
- 21 **AVRIL.** — Nouvelle avalanche de décrets-lois (semaine de 45 heures, taxe de 1 % sur les paiements, etc...)
 Remaniement du cabinet britannique, en vue de préparer la conscription.
- 22 **AVRIL.** — Entretiens italo-yougoslaves à Venise.
 Voyage de Monzie en Pologne.
- 23 **AVRIL.** — Rapprochement de la Yougoslavie de l'axe Berlin-Rome.
- 24 **AVRIL.** — Retour de l'ambassadeur britannique, suivi de l'ambassadeur français, à Berlin, pour placer Hitler, avant son discours, devant des conditions.
 Offensive chinoise contre le Japon dans les régions de Nankin et de Tchinkiang.
 Maïsky, ambassadeur à Londres, se rend à Moscou.
 Négociations anglo-roumaines simultanément à Londres et à Bucarest.
 Tension entre la Hongrie et la Slovaquie.
 Décrets-lois réprimant les autonomistes d'Alsace-Lorraine et modifiant la loi sur la presse (lois scélérates).
- 25 **AVRIL.** — Le Cabinet Pierlot se présente devant le Parlement belge, demandant des « pouvoirs spéciaux ».
 Arrivée de von Papen à Istanbul.
 Présentation du budget aux Communes : 1.322 millions de livres sterling (dont 630 pour la défense nationale).
- 26 **AVRIL.** — Le gouvernement britannique décide la conscription.
 L'ambassadeur anglais à Berlin ne peut toucher le ministre des Affaires étrangères et n'est reçu que par un fonctionnaire du ministère.
 Arrivée de Gafenco, à Paris.
 Le ministère belge obtient les pleins pouvoirs.
 Conférence sur « La France devant son destin » par Ernest Mercier, une des têtes du capitalisme français : « Il n'y a pas d'autre problème à cette heure que celui des forces en présence ».
- 27 **AVRIL.** — Concentration de flottes anglaise, allemande et française à Gibraltar.
 Potemkine se rend à Ankara.
 Les Communes votent la conscription.
- 28 **AVRIL.** — Discours d'Hitler devant le Reichstag. Dénonciation de l'accord naval anglo-allemand et de l'accord germano-polonais.
 Arrivée de von Brauchitsch à Rome.
- 29 **AVRIL.** — Maïsky revient à Londres avec de nouvelles propositions.
- 30 **AVRIL.** — Nouvelles coupes sombres dans l'armée et la flotte soviétiques.
 Arrivée de Gafenco à Rome.
 Ouverture de l'Exposition de New-York.
 Bruits sur une annexion de la Slovaquie par la Hongrie.

Brèves remarques sur une note du « Bulletin de l'opposition russe »

Dans une note du « Bulletin de l'Opposition russe », consacrée à Victor Serge, note reproduite par « la IV^e Internationale », nous relevons le passage suivant :

« Si Victor Serge parle encore maintenant de ses « sympathies » envers la IV^e Internationale, c'est exactement dans le même sens qu'en parlent Vereecken, Molinier, Sneevliet, Maslow, etc., qui ont en vue non l'Internationale réelle, mais une Internationale selon leur imagination, à leur image et ressemblance, qui leur est nécessaire afin de cacher leur politique opportuniste ou aventuriste. »

A notre connaissance, c'est la première fois que dans l'organe de Trotsky se trouve mentionnée, très incidemment d'ailleurs, et sous une forme volontairement erronée, la rupture qui s'est produite entre bolcheviks-léninistes de France depuis 1935.

Seconde remarque : cette note recourt au procédé classique d'associer un compagnon

de route, V. Serge, et des militants ouvriers, tous partisans de la IV^e Internationale, mais différant les uns des autres sur bien des problèmes, même sur des questions fondamentales. Ce procédé de « l'amalgame » n'est pas nouveau, il y a longtemps que Trotsky nous a appris à le dénoncer.

Autre remarque : Simplifiant plus qu'à l'excès les positions de ceux qu'il combat, Trotsky les accuse de vouloir chacun une IV^e Internationale de leurs rêves. Il est normal que chaque militant veuille faire une organisation suivant les conceptions qu'il estime les meilleures pour l'action révolutionnaire. Cependant, dans cette histoire, le plus fort, c'est qu'il y a bien quelqu'un qui a fait une organisation internationale selon ses idées. Mais ce n'est ni Malsow, ni Vereecken, ni Molinier, ni Sneevliet, et pas même Victor Serge, c'est Trotsky lui-même. Et les résultats qu'il a obtenus devraient l'inciter à examiner de plus près le problème de la construction de la IV^e Internationale.

Nos publications

DANS la presse capitaliste, une campagne est menée pour remonter le courant qui arrête toute activité économique normale en raison de la menace de guerre. Il faut s'habituer à vivre dangereusement, déclarent tous les valets de plume du capital, mais leurs bavardages sont impuissants à remonter ce courant.

Mais quel rapport ceci peut-il avoir avec la vie des organisations révolutionnaires ? La menace de guerre nuit à l'activité normalement déployée. Dans les organisations, les militants les plus sérieux, les plus avertis, les plus responsables ont à prendre des mesures en vue de la situation que créera la guerre impérialiste, et inévitablement le travail courant en souffre. C'est pourquoi notre numéro 4 paraît avec un retard d'une quinzaine sur le délai fixé. Toutefois, au lieu des 32 pages primitivement prévues, nous avons fait un numéro de 48 pages. Nous approchons ainsi du type de numéro bi-mensuel que nous voulons éditer et que nous ferons... selon le délai que nous accorderons les événements.

Nous espérons notamment sortir le numéro 5 vers le 25 mai.

*
**

En même temps que ce numéro, nous avons publié un « Supplément » de 8 pages : « Tous les moyens sont bons », relatif aux conflits entre Trot-

sky et la camarade Jeanne Martin, conflits qui eurent un écho dans la presse à propos de l'enlèvement d'un enfant de 12 ans, Sieva, à Jeanne Martin qui l'élevait depuis sept années. Dans ce « Supplément », nos lecteurs trouveront la démonstration faite par une correspondance de Trotsky lui-même qu'il a accentué et exacerbé des désaccords personnels pour mener une opération politique contre les militants de l'ex-Parti Communiste Internationaliste.

Nous avons, à ce sujet, imprimé en brochure, le tome 2 de « la crise des Bolcheviks-Léninistes » qui avait été tiré en 1936 à la « ronéo » en un nombre très réduit d'exemplaires. Accompagné d'une courte introduction sur les conflits survenus de 1936 à aujourd'hui, cette brochure constitue, avec le tome 1, un élément des plus importants pour la formation des militants révolutionnaires, pour ceux qui ne viennent pas trouver une organisation toute faite, mais qui retroussent leurs manches pour la construire.

*
**

Malgré son prix de 6 francs, notre numéro 3 s'est assez bien vendu. Néanmoins, un effort plus grand peut et doit être fait par nos amis. Signalons que « la Vérité » ne peut être vendue à la Librairie du P.S.O.P. par décision de la direction du P.S.O.P. qui, au nom de ses principes démocratiques, autorise la vente des œuvres de Blum, Lebas... Ce n'est pas nous qui en sommes surpris. Nous demandons simplement à nos amis de faire les efforts nécessaires pour rendre inefficace cette brimade.

Nous avons reçu un certain nombre d'abonnements et des souscriptions. Mais ce n'est pas du tout suffisant, car les frais s'accroissent.

Chacun de nos amis doit prendre plusieurs numéros et les vendre autour de lui. C'est le meilleur moyen pour assurer notre vie.

*
**

Nous rappelons une fois encore que les critiques, les observations, les suggestions de tous nos lecteurs sont pour nous les bienvenues. Nous avons reçu des lettres de Lorraine, de Bretagne nous encourageant dans notre activité. Nous n'y manquerons pas. Mais que nos lecteurs ne craignent pas de nous adresser autre chose que des compliments et qu'ils n'hésitent pas à nous dire les problèmes qu'ils voudraient voir discuter dans nos colonnes.

*
**

Il nous reste un certain nombre de numéros 1, 2 et 3 de « la Vérité » utilisables pour la propagande. Envoyez-nous des noms et adresses de camarades qu'un envoi pourrait intéresser à notre Revue.

Pour la correspondance, écrire :

<p>P. FRANCK, aux Presses Alpha, 26, rue du Delta, Paris (9^e).</p>

BULLETIN D'ABONNEMENT à " LA VÉRITÉ "

Nom, Prénoms :

Rue :

Ville :

souscrit un abonnement de SIX MOIS, et adresse la
somme de 20 francs par mandat

NOUVELLE ADRESSE :

Ecrire : FRANK, aux Presses Alpha, 26, rue du Delta,
Paris

Nos publications :

- LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTE, NE LES
DEMANDE PAS, PRENDS-LES ! (Edition des
G.A.R., 1935) 0 50
 - LES CRIMES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES
DE STALINE (Lettre de Ciliga, édition 1935) .. 0 25
 - A TON TOUR, PAYSAN ! par J. Desnots (août
1936) 0 25
 - FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? (La
Grève de Juin 1936), par P. Frank 1 »
 - MANIFESTE DU P.C.I. 0 25
 - MANIFESTE-PROGRAMME DES JEUNESSES
COMMUNISTES INTERNATIONALISTES 1 »
 - LA CRISE DE LA SECTION FRANÇAISE DE
LA LIGUE COMMUNISTE INTERNA-
LISTE :
 - Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-
léniniste (décembre 1935) 2 »
 - Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au
Congrès de 1936 (rééditée et complétée) ... 2 »
 - COMMENT ILS ONT TRAHI LA GREVE GOOD-
RICH 0 40
-

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimé par l'Imprimerie spéciale de « LA VERITE »
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

